



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture

2018

Proche-Orient et
Afrique du Nord

APERÇU

**RÉGIONAL DE L'ÉTAT DE LA
SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET
LA NUTRITION**

**TRANSFORMATION RURALE -
CLÉ DU DÉVELOPPEMENT DURABLE
AU PROCHE-ORIENT ET EN AFRIQUE DU NORD**

PHOTOGRAPHIE DE COUVERTURE

Un agriculteur cultivant des cultures.
©FAO/Franco Mattioli



2018

APERÇU RÉGIONAL DE L'ÉTAT DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DE LA NUTRITION

**TRANSFORMATION RURALE -
CLÉ DU DÉVELOPPEMENT DURABLE
AU PROCHE-ORIENT ET EN AFRIQUE DU NORD**



ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE
Caire, 2019

CITATION REQUISE:

FAO. 2019. 2018. *Aperçu régional de l'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition*. Transformation rurale – Clé du développement durable Proche-Orient et en Afrique du Nord. Le Caire. 80 pp.
Licence: CC BY-NC-SA 3.0 IGO.

Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. Le fait qu'une société ou qu'un produit manufacturé, breveté ou non, soit mentionné ne signifie pas que la FAO approuve ou recommande ladite société ou ledit produit de préférence à d'autres sociétés ou produits analogues qui ne sont pas cités.

Les opinions exprimées dans ce produit d'information sont celles du/des auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement les vues ou les politiques de la FAO.

ISBN 978-92-5-131402-9

© FAO, 2019



Certains droits réservés. Ce travail est mis à la disposition du public selon les termes de la Licence Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Partage dans les Mêmes Conditions 3.0 Organisations Internationales (CC BY-NC-SA 3.0 IGO; <https://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/3.0/igo/deed.fr>).

Selon les termes de cette licence, ce travail peut être copié, diffusé et adapté à des fins non commerciales, sous réserve de mention appropriée de la source. Lors de l'utilisation de ce travail, aucune indication relative à l'approbation de la part de la FAO d'une organisation, de produits ou de services spécifiques ne doit apparaître. L'utilisation du logo de la FAO n'est pas autorisée. Si le travail est adapté, il doit donc être sous la même licence Creative Commons ou sous une licence équivalente. Si ce document fait l'objet d'une traduction, il est obligatoire d'intégrer la clause de non responsabilité suivante accompagnée de la citation indiquée ci-dessous: «Cette traduction n'a pas été réalisée par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). La FAO n'est pas responsable du contenu ou de l'exactitude de cette traduction. L'édition originale [langue] doit être l'édition qui fait autorité.»

Tout litige relatif à la licence ne pouvant être réglé à l'amiable sera soumis à une procédure de médiation et d'arbitrage au sens de l'Article 8 de la licence, sauf indication contraire aux présentes. Les règles de médiation applicables seront celles de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (<http://www.wipo.int/amc/fr/mediation/rules>) et tout arbitrage sera mené conformément au Règlement d'arbitrage de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI).

Documents de tierce partie. Les utilisateurs qui souhaitent réutiliser des matériels provenant de ce travail et qui sont attribués à un tiers, tels que des tableaux, des figures ou des images, ont la responsabilité de déterminer si l'autorisation est requise pour la réutilisation et d'obtenir la permission du détenteur des droits d'auteur. Le risque de demandes résultant de la violation d'un composant du travail détenu par une tierce partie incombe exclusivement à l'utilisateur.

Ventes, droits et licences. Les produits d'information de la FAO sont disponibles sur le site web de la FAO (www.fao.org/publications) et peuvent être acquis par le biais du courriel suivant: publications-sales@fao.org. Les demandes pour usage commercial doivent être soumises à: www.fao.org/contact-us/licence-request. Les demandes relatives aux droits et aux licences doivent être adressées à: copyright@fao.org.

MESSAGES CLÉS

→ La faim s'est aggravée dans la région du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord, poursuivant une tendance amorcée depuis 2011–2013, comme souligné dans l'Aperçu Régional de 2017. Cette nouvelle détérioration est pratiquement exclusivement due à l'évolution de la situation dans les cinq pays en conflit. Alors que la prévalence de la sous-alimentation est passée de 23 à 26 pourcent dans les pays en conflit depuis 2011–2013, elle reste stable à environ 5 pourcent dans les pays hors conflit.

→ Un examen des indicateurs de l'ODD 2 dans les pays NENA révèle que les améliorations de la faim, de la sécurité alimentaire et de la nutrition sont positivement associées avec le degré de transformation rurale, un processus découlant de l'augmentation de la productivité agricole, de la réduction de la pauvreté rurale et de l'amélioration de l'infrastructure et des services ruraux. Cela suggère que les politiques et les programmes qui soutiennent la productivité agricole durable, l'amélioration de l'infrastructure et des services ruraux et la réduction de l'insécurité alimentaire et la pauvreté rurale pourraient être des accélérateurs pour la réalisation des cibles de l'ODD 2.

→ Les gouvernements de la région NENA n'ont pas accordé la priorité à la transformation rurale comme objectif des politiques de développement. Au lieu de cela, ils se sont concentrés sur les politiques donnant la priorité à la sécurité alimentaire - la disponibilité et l'accès à la fois - grâce notamment à l'appui de la production céréalière et des politiques de subvention des denrées alimentaires de base. Ces politiques pourraient avoir contribué à améliorer la sécurité alimentaire dans la région en maintenant des taux de sous-alimentation généralement faibles par rapport aux autres régions en développement. Ils n'ont toutefois pas fait grand-chose pour améliorer l'état nutritionnel de la population et auraient probablement contribué à ralentir la transformation agricole et rurale.

→ Le chômage élevé dans la région NENA exige des politiques de réforme structurelle visant à limiter le rôle de l'État dans l'économie, à renforcer un environnement propice pour le secteur privé et à encourager la croissance des secteurs des biens échangeables.

→ Les gouvernements de la région doivent concevoir et mettre en œuvre des stratégies de transformation rurale et des plans d'investissement pour combler l'écart entre zones rurales et urbaines par le biais de l'accroissement de la productivité agricole, du renforcement des liens ruraux-urbains, et en renforçant les services publics dans les infrastructures rurales, la santé, l'éducation et autres services. L'expérience d'autres pays montre que de telles politiques peuvent rendre les zones rurales plus attrayantes aux entreprises, augmentant la croissance économique et ralentissant la migration. Les politiques proactives de transformation des zones rurales peuvent constituer un moyen de sortir de la pauvreté pour les populations rurales et semi-rurales de nombreux pays de la région, en exploitant les opportunités inexploitées d'exportations agroalimentaires et la transformation des produits agricole à haute valeur ajoutée.

TABLE DES MATIÈRES

MESSAGES CLÈS	iii		
TABLEAUX, FIGURES ET ENCADRÉS	v		
AVANT-PROPOS	vi		
REMERCIEMENTS	vii		
SIGLES ET ACRONYMES	viii		
ABRÉVIATIONS DES PAYS ET DES TERRITOIRES	ix		
INTRODUCTION	x		
PARTIE I		PARTIE III	
APERÇU RÉGIONAL DES INDICATEURS DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET LA NUTRITION	1	DÉVELOPPEMENT DURABLE PAR LA TRANSFORMATION RURALE DANS LA RÉGION NENA	39
Objectif 2.1 des ODD: Faim et insécurité alimentaire dans les pays NENA, 2015–2017	3	Taux de chômage élevé et croissance anémique dans la région NENA	39
Évolution de la faim et l'insécurité alimentaire dans la région NENA	6	Le rôle de la transformation	42
Cible 2.2 des ODD: malnutrition dans les pays du NENA	12	L'héritage de la transformation dans la région NENA: le fossé rural-urbain	45
		Politiques visant à éliminer le fossé entre zones urbaines et rurales: vers une transformation rurale	51
		Politiques de transformation agricole	51
		Politiques de développement territorial	52
		Politiques d'amélioration des services publics dans les zones rurales	53
PARTIE II		CONCLUSION:	54
POLITIQUES RÉGIONALES DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET RÉALISATION DES OBJECTIFS DE L'ODD 2	19	LA VOIE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE	
Sécurité alimentaire dans la région NENA	19	ANNEXE:	56
Stratégies de gestion des risques pour la sécurité alimentaire	22	MESURER LA TRANSFORMATION	
Politiques nationales de production alimentaire	23	RÉFÉRENCES	64
Politiques de subvention à la consommation	27		
Évaluation des politiques de sécurité alimentaire dans les pays de la NENA	27		
Pertinence des politiques de sécurité alimentaire	27		
Efficacité des politiques de production céréalière pour la sécurité alimentaire	29		
Efficacité des subventions généralisées à la consommation pour la sécurité alimentaire	37		

TABLEAUX, FIGURES ET ENCADRÉS

TABLEAUX

Tableau 1: Objectif de développement durable 2: éliminer la faim, parvenir à la sécurité alimentaire et améliorer la nutrition et promouvoir une agriculture durable

x

Tableau 2: Faim et insécurité alimentaire dans certaines sous-régions NENA, 2015–2017

3

Tableau 3: Nombre de personnes sous-alimentées dans la région NENA, sous-régions et pays, 2004/2006–2015/2017 (millions)

8

Tableau 4: Prévalence de la sous-alimentation dans la région NENA, sous-régions et pays, 2004/2006–2015/2017 (en pourcentage)

9

Tableau 5: Prévalence et nombre de personnes touchées par une insécurité alimentaire grave dans la région du NENA, sous-régions et pays, 2014/2016–2015/2017

11

Tableau 6: Estimations du statut anthropométrique des enfants pour les pays NENA

15

Tableau 7: Signification des mesures anthropométriques sur la santé publique chez les enfants de moins de 5 ans

16

Tableau 8: Indicateurs de la nutrition des mères, des nourrissons et des adultes pour les pays NENA, 2016 ou année la plus récente

17

Tableau 9: Ratios d'autosuffisance alimentaire (SSR) dans les pays NENA, moyenne, 2011–2013 (en pourcentage)

21

Tableau 10: Prix NENA du blé importé et de production nationale, 2013–2018 (USD actuel par tonne métrique)

25

Tableau 11: Prix d'achat du gouvernement iraquien pour le no. 1 blé, 2015–2017

26

Tableau 12: Valeur des importations agricoles en pourcentage de la valeur des exportations de marchandises, 2011–2013 (en pourcentage)

28

Tableau 13: Égypte: valeur de la production de blé, de tomates, de fraises, de laitue et d'oignons, 2014–2015

30

Tableau 14: Moyenne simple des droits appliqués aux nations les plus favorisées (NPF), classée par niveau de protection agricole, 2016

31

Tableau 15: Tunisie: produits soumis à des contrôles de prix ou de marge

32

Tableau 16: Égypte: coûts des contribuables pour les politiques de sécurité alimentaire dans le cadre de scénarios contrefactuels pour 2016/2017 et 2017/2018

34

Tableau 17: Productivité moyenne de l'eau pour certains produits

36

Tableau 18: Le régime alimentaire NENA dans une perspective comparative, 2013

38

Tableau 19: Taux de chômage total des femmes et des jeunes, moyennes, 2000–2010, 2011–2015, pourcentage

40

Tableau 20: Performances de la population active et croissance sectorielle des pays NENA dans une perspective comparative, 1980–2015 (en pourcentage)

42

Tableau 21: Pauvreté des revenus: nombre de pauvres ruraux et urbains évalué au seuil de pauvreté national, dans certains pays NENA

46

Tableau 22: Indicateurs de privation.

47

Tableau 23: Proportion des populations rurales et urbaines privées d'éducation et de services de santé (en pourcentage)

48

Tableau 24: Proportion des populations rurales et urbaines privées de services publics et d'un logement décent (en pourcentage)

48

Tableau 25: Indice de transformation structurelle, moyenne, 2010–2016 (N = 81)

57

Tableau 26: Données utilisées pour construire l'indicateur de transformation rurale

60

Tableau 27: Indice de transformation rurale, 2010–2015 (N = 81)

61

FIGURES

Figure 1: Faim au Proche-Orient et en Afrique du Nord: nombre de personnes sous-alimentées dans les pays en conflit et hors conflit, 1999/2001–2015/2017 (en millions)

6

Figure 2: Faim au Proche-Orient et en Afrique du Nord: prévalence de

la sous-alimentation dans les pays en conflit ou hors conflit, 1999/2001–2015/2017 (en pourcentage)

7

Figure 3: Indicateurs de malnutrition chez les enfants (0–5 ans) dans les pays en conflit ou hors conflit, 2012*

13

Figure 4: Indicateurs de malnutrition chez les enfants (0–5 ans) pour les pays ayant différents niveaux de transformation rurale, 2012*

13

Figure 5: Adéquation de l'approvisionnement énergétique alimentaire moyen dans les pays du NENA, 1999–2001, 2015–2017

20

Figure 6: Ratios de production de blé, d'importations nettes et d'autosuffisance dans les pays du NENA en 2013

21

Figure 7: Portion de la superficie récoltée, par type de culture, 2016

24

Figure 8: Eau renouvelable annuelle par habitant, 2014

35

Figure 9: La fabrication comme part de la valeur ajoutée industrielle par région, 1975–2016 (en pourcentage)

41

Figure 10: Valeur ajoutée par secteur dans les économies NENA, 1970–2015

42

Figure 11: Main-d'œuvre par secteur dans les économies NENA, 1980–2020

43

Figure 12: Transformation structurelle et rurale dans certains pays en développement, 2010*

44

Figure 13: Écart de productivité entre zones rurales et zones urbaines: productivité de la main-d'œuvre dans l'agriculture par rapport à d'autres secteurs, pays NENA, 1980–2015

45

Figure 14: Exportations inexploitées liées à l'agriculture, en provenance des 5 principaux sous-secteurs, pour des opportunités d'exportation inexploitées dans les pays NENA (en millions des USD)

50

ENCADRÉS

Encadré 1: Définitions clés: transformation structurelle, agricole et rurale

2

Encadré 2: Mesurer la transformation rurale

2

Encadré 3: Les deux principaux indicateurs de l'ODD 2 sur la faim et l'insécurité alimentaire

5

AVANT-PROPOS

Dans L'État de la Sécurité Alimentaire et de la Nutrition dans le Monde 2018, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) suit les progrès accomplis dans le cadre du deuxième objectif de développement durable (ODD 2) visant à éliminer la faim et toutes les formes de malnutrition. En plus de ce rapport mondial, la FAO a publié des Aperçus Régionaux de la Sécurité Alimentaire et de la Nutrition depuis 2015. L'Aperçu Régional de la Sécurité Alimentaire et de la Nutrition au Proche-Orient et en Afrique du Nord 2018 confirme les tendances déjà mises en évidence en 2017: la faim est en progression à la suite d'un conflit; les indicateurs de dénutrition infantile continuent encore de s'améliorer; alors que le surpoids et l'obésité chez les enfants et les adultes continuent de s'aggraver.

Au-delà de ces chiffres, ce rapport explore les relations entre l'insécurité alimentaire, la croissance économique et la transformation rurale. Il démontre que la croissance économique de la NENA a été lente par rapport à d'autres régions et suggère que, comme le préconisait L'état de l'Alimentation et de l'Agriculture 2017, une approche de développement territorial axée sur la transformation rurale peuvent améliorer les taux de croissance et créer des emplois décentes, en renforçant les liens entre zones rurales et urbaines, en améliorant la productivité agricole et en développant l'économie rurale non agricole.

La région du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord contraste vivement avec les politiques de développement réussies de l'Asie de l'Est qui mettaient l'accent sur le développement agricole et rural comme complément nécessaire à l'industrialisation. Les politiques de développement de la région du NENA ont mis l'accent sur les industries minières et extractives, en mettant très peu l'accent sur le secteur manufacturier à forte intensité de main-d'œuvre. Les politiques alimentaires de la NENA ont insisté sur les politiques de sécurité alimentaire qui accordent la priorité à la production de céréales et l'abordabilité des aliments de base. Alors que ces politiques ont contribué à maintenir la sous-alimentation parmi les plus faibles des pays en développement, elles n'accordaient pas suffisamment d'attention au rôle plus général de l'agriculture dans la transformation rurale et la réduction de la pauvreté résultant des changements techniques dans l'agriculture, comme le passage à des cultures de grandes valeurs, du développement territorial et de l'amélioration des infrastructures rurales.

L'Aperçu Régional de cette année met en lumière la manière dont les politiques visant la transformation rurale peuvent potentiellement conduire à des niveaux plus élevés de production agricole, améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition et relancer la croissance économique à forte intensité de main-d'œuvre avec un développement visant à relier les zones rurales et urbaines par le développement territorial. Il évalue également comment les politiques agricoles sont axées sur la production céréalière, l'accessibilité et l'abordabilité des denrées alimentaires comme objectif unique pourrait avoir un impact négatif sur les résultats de la sécurité alimentaire et de la nutrition et de la croissance plus généralement.

Les objectifs ambitieux du Programme de Développement Durable à l'horizon 2030 sont l'occasion de réfléchir aux cadres politiques actuels et d'envisager de nouvelles approches pour atteindre de meilleurs résultats au Proche-Orient et dans la région de l'Afrique du Nord. Les changements de politique visant à transformer les zones rurales sont une étape que les gouvernements de la région peuvent adopter pour accélérer la croissance, générer l'emploi, atténuer la pauvreté rurale, éradiquer la faim et toutes les formes de malnutrition en vue de créer le monde que nous voulons d'ici 2030.

Abdessalam Ould Ahmed

Sous-directeur général de la FAO

Représentant régional pour le Proche-Orient et l'Afrique du Nord



REMERCIEMENTS

Ce rapport a été préparé par David Sedik, Spécialiste principal des politiques de la FAO pour le Proche-Orient et l'Afrique du Nord, sous la direction générale d'Abdessalam Ould Ahmed, Sous-Directeur général et Représentant régional de la FAO pour le Proche-Orient et l'Afrique du Nord.

Le rapport a bénéficié des documents d'information et des contributions de Tamara Nanitashvili, Irene Xiarchos et Mohamed Ahmed du Bureau régional de la FAO pour le Proche-Orient et l'Afrique du Nord, ainsi que de Vilma Tyler du Bureau régional du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord de l'UNICEF.

Des responsables techniques de la FAO ont fourni des observations et de précieux commentaires en particulier Carlo Cafiero, Anne Kepple, Sara Viviani et Klaus Grunberger du Service des statistiques, Trudy Wijnhoven de la Division de la nutrition et des systèmes alimentaires; Cindy Holleman, Valentina Conti et Giovanni Carasco Azinni de la Division de l'économie du développement agricole; et Ahmad Sadiddin du Bureau régional pour le Proche-Orient et l'Afrique du Nord.

L'Unité de la communication du Bureau régional de la FAO pour le Proche-Orient et l'Afrique du Nord a contribué à la publication des normes, de la mise en page, du formatage. Les services de révision et de relecture ont été fournis par Finona Cumming et l'unité de communication soutenue par Mariam Hassanien et dirigée par Mohamed Alaidaroos.

SIGLES ET ACRONYMES

ADESA	Adéquation moyenne de l'approvisionnement énergétique alimentaire
CF	Coût et fret
CV	Coefficient de variation
DEC	Consommation d'énergie diététique
DES	Apport énergétique alimentaire
DESA	Apport énergétique alimentaire suffisant
EPI	Indicateur de potentiel d'exportation
UE	Union européenne
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FAO RNE	Bureau régional de la FAO pour le Proche-Orient
FAS	Service agricole étranger
FIES	Échelle de mesure de l'insécurité alimentaire fondée sur les expériences
GASC	Autorité générale pour les produits de base (Égypte)
CCG	Conseil de coopération du Golfe
PIB	Produit intérieur brut
IFAD	Fonds international de développement agricole (FIDA)
IMF	Fonds monétaire international (FMI)
ITC	Centre de commerce international (CCI)
LDC	Pays les moins développés (PMD)
MDER	Besoins énergétiques alimentaires minimaux
OMD	Objectif du Millénaire pour le développement
MFN	Nation la plus favorisée
NENA	Proche-Orient et Afrique du Nord
NRA	Taux nominal d'assistance
PoU	Prévalence de la sous-alimentation
PPP	Parité de pouvoir d'achat
SAGO	Organisation saoudienne des céréales
ODD	Objectif de développement durable
SK	Skewness
SSR	Ratio d'autosuffisance (RAS)
UN	Nations Unies
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
UNSD	Division statistique des Nations Unies
UNU	Université des Nations Unies
USD	Dollar des États-Unis
USDA	Département de l'agriculture des États-Unis
VAT	Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)
WB	Banque mondiale
WDI	Indicateurs de développement dans le monde
WHO	Organisation mondiale de la santé (OMS)
WTO	Organisation mondiale du commerce (OMC)

ABRÉVIATIONS DES PAYS ET DES TERRITOIRES

Voici une liste des pays et territoires dont les noms sont abrégés dans le texte

Algérie	République démocratique populaire d'Algérie
Bahreïn	Royaume de Bahreïn
Égypte	République arabe d'Égypte
Iran (Rép. islamique d')	République islamique d'Iran
Iraq	République d'Iraq
Jordanie	Royaume hachémite de Jordanie
Koweït	État du Koweït
Liban	République libanaise
Libye	État de Libye
Mauritanie	République islamique de Mauritanie
Maroc	Royaume du Maroc
Oman	Sultanat d'Oman
Qatar	État du Qatar
Arabie Saoudite	Royaume d'Arabie Saoudite
Soudan	République du Soudan
Syrie	République arabe syrienne
Tunisie	République de Tunisie
EAU	Émirats arabes unis
Yémen	République du Yémen
Palestine	Palestine

La sous-région du Proche-Orient comprend l'Égypte, l'Iran (République islamique d'), l'Iraq, la Jordanie, le Liban, le Soudan, la République arabe syrienne, le Yémen et la Palestine.

La sous-région d'Afrique du Nord comprend l'Algérie, la Libye, la Mauritanie, le Maroc et la Tunisie.

Les pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG) comprennent l'Arabie saoudite, le Bahreïn, le Koweït, Oman, le Qatar et les Émirats Arabes Unis.

INTRODUCTION

L' *Aperçu régional de de la sécurité alimentaire et de la nutrition au Proche-Orient et en Afrique du Nord* est un suivi annuel des objectifs liés à l'objectif de développement durable 2 (ODD 2) dans la région NENA (tableau 1). Au-delà de son rôle de surveillance, l' *Aperçu Régional* présente une analyse des derniers résultats en matière de sécurité alimentaire et de nutrition et des cadres politiques qui ont ou peuvent aider les pays à réaliser l'objectif de développement durable 2 sur la sécurité alimentaire et la nutrition. L' *Aperçu Régional 2017* a illustré que la récente augmentation de la faim et de l'insécurité alimentaire était associée à une recrudescence des conflits dans la région. Cependant, le conflit à lui seul n'est pas responsable des malheurs de la région. Même avant le début des conflits, tous les pays en conflit affichaient des niveaux élevés de pauvreté, de faim et de sous-alimentation, et certains pays non touchés par le conflit affichaient également des niveaux élevés de faim et de dénutrition (voir tableaux 2 et 6).

La question considérée dans l' *Aperçu Régional 2018* est pourquoi?

L' *Aperçu Régional 2018* propose la transformation rurale en tant que paradigme permettant de visualiser les résultats en matière de sécurité alimentaire et de nutrition dans la région NENA (consulter l'encadré 1). Afin de fournir une base empirique à l'analyse, une base de données de 81 pays en développement a été créée exclusivement pour cette publication. La base de données mondiale a permis de désigner des pays ayant des niveaux élevés, moyens et faibles de transformation rurale. Ces catégories ont ensuite été mises en corrélation avec les indicateurs de résultats de l'ODD 2 sur la faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition. La construction d'une base de données mondiale a permis de mesurer la transformation rurale dans les pays NENA à l'échelle mondiale et de comparer les pays à forte, moyenne et faible transformation NENA avec leurs comparateurs à travers le monde.

La première partie de l' *Aperçu Régional 2018* établit la pertinence du paradigme de la transformation rurale en montrant que la plupart des cibles 2.1 et 2.2 des ODD sont en corrélation avec le degré de transformation rurale dans les pays de la région. Les pays qui ont le plus poussé la transformation des zones rurales ont obtenu de meilleurs résultats en matière de sécurité alimentaire et de dénutrition. La deuxième partie est consacrée aux politiques de sécurité alimentaire et à leurs effets sur la sécurité alimentaire et la transformation rurale. Enfin, la troisième partie de l' *Aperçu Régional* place la transformation rurale dans le contexte des politiques de développement biaisées de la région et de la manière dont celles-ci ont conduit à un fossé entre les zones rurales et urbaines, à une croissance faible et au chômage. Le chapitre souligne ensuite certaines des politiques utilisées dans d'autres pays visant à accélérer la transformation rurale afin d'aborder les questions liées à la sécurité alimentaire et la nutrition.

TABEAU 1
ODD: éliminer la faim, garantir la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable

Cibles		Indicateurs de suivi des cibles	Autres indicateurs de nutrition pris en compte
Cible 2.1	D'ici à 2030, éliminer la faim et garantir l'accès de tous, en particulier les pauvres et les personnes en situation vulnérable, y compris les nourrissons, à une alimentation saine, nutritive et suffisante tout au long de l'année	<ol style="list-style-type: none"> 1. Prévalence de la sous-alimentation 2. Prévalence de l'insécurité alimentaire sévère dans la population, selon l'échelle de mesure de l'insécurité alimentaire fondée sur l'expérience (FIES) 	
Cible 2.2	D'ici à 2030, mettre un terme à toutes les formes de malnutrition, y compris atteindre d'ici 2025 les objectifs internationaux de retard de croissance et d'émaciation chez les enfants de moins de 5 ans et répondre aux besoins nutritionnels des adolescentes, femmes enceintes et allaitantes et personnes âgées.	<ol style="list-style-type: none"> 1. Prévalence du retard de croissance chez les enfants de moins de 5 ans 2. Prévalence de la malnutrition chez les enfants de moins de 5 ans, par type (émaciation et surpoids) 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Prévalence de l'insuffisance pondérale chez les enfants de moins de 5 ans; 2. Prévalence de l'obésité chez l'adulte, 3. Prévalence de l'anémie chez les femmes en âge de procréer, 4. Allaitement exclusif chez les nourrissons

Alors que se concentrer sur la transformation rurale nécessite un nouvel ensemble de politiques cohérentes couvrant de nombreux secteurs, allant de l'agriculture au commerce, aux ressources naturelles, à l'éducation, aux infrastructures et à la sécurité alimentaire et la nutrition l'essence du paradigme politique est la croissance de la productivité dans l'agriculture, reliant les zones rurales aux zones urbaines et améliorant les services dans les zones rurales pour attirer les individus et les entreprises. L'adoption de ce paradigme a pour effet de rééquilibrer l'accent de développement dans la région, sur la ruralité, visant à relier les zones rurales aux marchés urbains et étrangers. Ce paradigme de la croissance rurale a longtemps été éclipsé dans la région par les politiques de sécurité alimentaire qui ont favorisé l'autosuffisance des cultures de base avec des contrôles gouvernementaux partiels sur le commerce et la commercialisation, alors que les coûts importants de ces politiques pour le secteur rural et la croissance économique n'ont pas été correctement considérés.

PARTIE 1

APERÇU RÉGIONAL DES INDICATEURS DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE

La faim s'aggrave dans la région NENA, poursuivant une tendance depuis 2011–2013. L'insécurité alimentaire, selon l'Échelle de l'Insécurité Alimentaire (FIES), a également augmenté, même si ce n'est que la deuxième année que la FAO rapporte ces résultats. Comme indiqué dans *l'Aperçu* de l'année dernière, la reprise récente de la faim et de l'insécurité alimentaire dans la région semble être due presque exclusivement à des augmentations dans les cinq pays en conflit¹. Cependant, d'autres pays de la région non touchés par le conflit font également état d'une insécurité alimentaire relativement élevée. Ceci suggère que sur une période plus longue, il y a d'autres facteurs qui causent la faim, l'insécurité alimentaire et la dénutrition dans la région².

Le FIDA (2016) et la FAO (2017b) suggèrent que la transformation rurale inclusive est un facteur critique pour la réduction de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire, ainsi que pour stimuler la croissance globale de l'économie. La transformation rurale est «un processus dans lequel l'augmentation de la productivité agricole, l'augmentation des excédents commercialisables, les opportunités d'emploi hors exploitation, un meilleur accès aux services et aux infrastructures et la capacité d'influencer les politiques conduisent tous à une amélioration des moyens de subsistance en milieu rural et à une croissance inclusive (FIDA, 2016)». Cela fait également partie de la transformation structurelle plus large de l'économie dans le processus de développement, qui implique une réduction du rôle joué par l'agriculture dans l'économie. Le degré de transformation rurale est également fortement corrélé au PIB par habitant mesuré en termes de parité de pouvoir d'achat³. L'encadré 1 explique les concepts clés liés à la transformation rurale et l'encadré 2 explique la mesure de la transformation rurale utilisée dans cette publication.

La première partie de cet Aperçu Régional analyse les principaux indicateurs de la faim, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition derrière les cibles 2.1 et 2.2 des ODD pour la région NENA dans l'optique de la transformation rurale. Le but de l'analyse est de déterminer dans quelle mesure la transformation rurale semble pertinente pour les indicateurs de la faim, de la sécurité alimentaire et de la malnutrition de l'ODD 2. Pour la cible 2.1 des ODD, la prévalence de la sous-alimentation et de l'insécurité alimentaire sont examinés en tant qu'indicateurs de la faim et de

l'insécurité alimentaire. Pour l'ODD 2.2, les indicateurs anthropométriques des enfants sont examinés, ainsi que les indicateurs de l'obésité chez les adultes, la prévalence de l'anémie chez les femmes en âge de procréer et la prévalence de l'allaitement exclusif des nourrissons pendant les six premiers mois.

La conclusion générale de la première partie dévoile que les conflits et les niveaux de la transformation rurale sont deux problèmes cruciaux de l'insécurité alimentaire et la sous-alimentation dans la région NENA. Le regroupement des pays par distinction entre pays en conflit / hors conflit ou par degré de transformation rurale montre que, pour tous les indicateurs des ODD 2.1 et 2.2 considérés ici, les pays qui sont hors conflit ou qui ont subi des transformations plus approfondies obtiennent de meilleurs résultats en termes de la sécurité alimentaire et de la nutrition que ceux qui sont en conflit ou avec des niveaux moins élevés de transformation rurale.

¹ Les cinq pays en conflit dans la région NENA sont l'Iraq, la Libye, le Soudan, la Syrie et le Yémen.

² La distinction évoquée ici est une distinction entre les changements dans les niveaux de faim et la sécurité alimentaire depuis 2011, qui ont coïncidé avec les changements brusques de violence dans quelques pays de la région, et les niveaux de faim et d'insécurité alimentaire dans les pays de la région depuis une période beaucoup plus longue, qui est influencée par une plus grande variété de facteurs, y compris la transformation rurale.

³ Pour les 80 pays pour lesquels des données sont disponibles, la corrélation entre le produit intérieur brut (PIB) par habitant de 2015 mesuré en parité de pouvoir d'achat (PPA) en 2011 calculé en dollar international et un indice de transformation rurale était de 0,73 avec un niveau de confiance de 95%. Consulter l'Annexe pour les sources de l'indice de transformation rurale. La source des données sur le PIB est la Banque mondiale, 2018d. Sur les 81 pays pour lesquels des données sur la transformation rurale sont disponibles, la Syrie est le seul pays pour lequel les données sur le PIB ne sont pas disponibles.

ENCADRÉ 1

Définitions clés: transformation structurelle, agricole et rurale

La transformation structurelle est la réaffectation des activités économiques loin des secteurs primaires (agriculture et ressources naturelles) vers l'industrie et les services. Elle se caractérise par une augmentation des revenus et de la productivité dans tous les secteurs, une expansion de l'économie urbaine, une diminution de la part de l'agriculture dans le produit intérieur brut (PIB), une expansion du commerce intérieur et international, et une spécialisation et une division accrues du travail. Si elle ne s'accompagne pas de politiques visant à transformer l'agriculture, la transformation structurelle entraîne souvent de fortes disparités de niveau de vie et de pauvreté entre zones rurales et urbaines, soutenues par des différences de productivité de travail entre agriculture traditionnelle et industrie et services.

Source: Adapted from FAO, 2017b.

La transformation agricole est le passage d'une agriculture principalement traditionnelle à des systèmes de production commerciaux. Au niveau des exploitations individuelles, le processus favorise la spécialisation, ce qui permet des économies d'échelle. Le moteur de la transformation agricole est le changement technologique à l'exploitation, ainsi que la fourniture d'apports, la récolte, le stockage et le marketing. La transformation inclut souvent une évolution vers une production à plus forte valeur ajoutée et exploite souvent de nouveaux marchés d'exportation.

La transformation agricole fait partie du processus de transformation rurale plus large qui comprend également l'émergence de moyens de subsistance et d'opportunités génératrices de revenus dans le secteur rural non agricole, la réduction de la pauvreté rurale et un meilleur accès aux services et infrastructures dans les zones rurales.

ENCADRÉ 2

Mesurer la transformation rurale

Il n'y a pas d'indicateurs généralement reconnus pour mesurer la transformation rurale. En utilisant des données provenant de 81 pays en développement et en transition, cette publication propose un index composé de trois sous-indicateurs pour couvrir trois aspects de la transformation rurale - la commercialisation et l'augmentation de la productivité dans l'agriculture, la prospérité accrue dans les zones rurales et l'amélioration des infrastructures et services ruraux. Les sous-indicateurs se concentrent sur les mesures de résultats - quels changements sont supposés caractériser une économie transformée ou en transformation?

Nous suivons le FIDA (2016) en utilisant la productivité de la main-d'œuvre agricole, mesurée en termes de valeur ajoutée agricole par travailleur (USD aux prix courants), comme indicateur partiel de la transformation rurale couvrant la transformation agricole. La proportion des résidents ruraux non pauvres selon un indicateur de pauvreté monétaire constitue un deuxième sous-indice pour l'index de transformation rurale. Cet indicateur vise à saisir les effets de l'accroissement des possibilités de revenus en milieu rural. Un troisième sous-indicateur mesure la proportion de résidents

ruraux non pauvres selon un indice multidimensionnel de la pauvreté qui repère les infrastructures et les services ruraux. Pour les trois sous-indicateurs, une valeur plus élevée représente plus de transformation. L'annexe examine plus en détail le calcul de la mesure de la transformation rurale.

Les trois sous-indicateurs sont normalisés de manière à ce que chacun varie de 0 à 100, le nombre plus élevé indiquant une transformation plus rurale. Ils sont ensuite combinés en un indice non pondéré de transformation rurale allant de 0 à 100. Les pays avec un indice de transformation dans les 20 pourcent supérieurs (80-100) ont été désignés comme pays à «niveau de transformation élevé», alors que ceux avec un indice de transformation dans les 50 pourcent inférieurs (0 à 50) ont été désignés comme ayant un faible niveau de transformation. Bien que tout regroupement de pays selon l'indice de transformation rurale soit arbitraire, le regroupement le plus strict des pays à forte transformation est conçu pour compenser le biais de sélection de l'échantillon de pays, c'est-à-dire le manque de pays développés, faute de données. La figure 12 montre les 81 pays représentés en fonction d'indices de transformation structurelle et rurale.

Faim et insécurité alimentaire dans les pays NENA, 2015–2017

Objectif 2.1 des ODD

Une comparaison mondiale des niveaux moyens de faim et d'insécurité alimentaire dans la région NENA en 2015–2017 indique que la région NENA se situe au niveau des pays en

développement à revenu moyen. Cependant, les niveaux de faim et d'insécurité alimentaire dans les pays en conflit ressemblent beaucoup plus aux niveaux des pays les moins avancés (PMA) dans le monde.

TABLEAU 2
Faim et insécurité alimentaire dans certaines sous-régions NENA, 2015–2017

Pays	Prévalence moyenne pondérée de la sous-alimentation pour une population (%)	Prévalence moyenne pondérée de la population de l'insécurité alimentaire grave dans la population (%)	Pays dans la catégorie
PAYS NENA			
Tout le NENA	11,0	11,3	Algérie, Bahreïn, Égypte, Iran (Rép. Islamique), Iraq, Jordanie, Koweït, Liban, Libye, Mauritanie, Maroc, Oman, Qatar, Arabie saoudite, Soudan, République arabe syrienne, Émirats arabes unis, Tunisie, Yémen, Palestine
En conflit / hors conflit			
Pays en conflit	26,3	17,7	Iraq, Libye, République arabe syrienne, Soudan, Yémen
Pays hors conflit	5,3	8,9	Algérie, Bahreïn, Égypte, Iran (Rép. Islamique), Iraq, Jordanie, Koweït, Liban, Libye, Mauritanie, Maroc, Oman, Palestine, Qatar, Arabie saoudite, Soudan, République arabe syrienne, Tunisie, Émirats arabes unis, Yémen
Par niveau de transformation rurale			
--Niveau élevé	6,1	9,0	Algérie, Jordanie, Tunisie
--Niveau moyen	10,5	11,6	Égypte, Iraq, Maroc, République arabe syrienne, Palestine
--Niveau faible	27,9	18,1	Mauritanie, Soudan, Yémen
Par sous-région			
---Machrek	13,8	13,0	Égypte, Iran (Rép. Islamique), Iraq, Jordanie, Liban, Soudan, République arabe syrienne, Yémen, Palestine
---Maghreb	5,2	7,8	Algérie, Libye, Mauritanie, Maroc, Tunisie
---Conseil de Coopération du Golfe (CCG)	5,1	7,6	Bahreïn, Koweït, Oman, Qatar, Arabie saoudite, Émirats arabes unis

Pays	Prévalence moyenne pondérée de la sous-alimentation pour une population (%)	Prévalence moyenne pondérée de la population de l'insécurité alimentaire grave dans la population (%)	Pays dans la catégorie
RÉGIONS OU CATÉGORIES DE COMPARAISON GLOBALE			
Pays les moins avancés	24,2	23,6	
Régions en développement	12,8	10,8	
Régions développées	<2,5	1,3	

Note: *Pour la prévalence de la sous-alimentation en 2015–2017, il n'y a pas de données pour le Bahreïn, la Libye, la Palestine, le Qatar et la République arabe syrienne; en ce qui concerne la prévalence de l'insécurité alimentaire grave en 2015–2017, il n'y a pas de données pour le Liban, Oman, le Qatar, la République arabe syrienne et le Yémen. Les agrégats PoU et FIES incluent les estimations imputées pour ces pays.

Source: FAO FAOSTAT, 2018.

Le tableau 2 montre deux des trois principales mesures de la faim et de l'insécurité alimentaire sous l'indicateur 2.1 de l'ODD. La prévalence de la sous-alimentation est une estimation de la part de la population confrontée à une privation alimentaire absolue (faim) en termes de disponibilité calorique quotidienne. La prévalence de l'insécurité alimentaire mesure l'expérience de l'insécurité alimentaire sur une échelle allant de grave à faible, à modérée («compromettre la qualité et la variété ou réduire les portions, sauter des repas») à grave («expérience de la faim»). L'Encadré 3 explique le concept et les méthodes de calcul de ces mesures.

Dans le tableau 2, la transformation rurale semble avoir autant d'importance pour l'insécurité alimentaire grave que pour les conflits. Nous pouvons le constater en notant les écarts de sous-alimentation et de sécurité alimentaire similaires entre les pays ayant des niveaux de transformation élevés et faibles et ceux en conflit ou hors conflit⁴. Pourquoi devrait-il y avoir une relation entre la transformation rurale et la faim et la sécurité alimentaire ? La transformation rurale est un mélange de commercialisation agricole, de développement inclusif du secteur rural non agricole et de développement des services ruraux (santé, logement, éducation et autres). Ces trois aspects se reflètent dans l'indice de la transformation rurale, qui comprend des mesures de la productivité du travail agricole, le revenu de la pauvreté rurale et un indice de la pauvreté rurale. Les améliorations apportées à ces aspects de la transformation rurale ont tendance à améliorer le bien-être des ménages ruraux grâce

à l'augmentation des revenus, à l'emploi non agricole et aux services ruraux, qui ont tous des impacts directs et indirects sur la sécurité alimentaire et la nutrition.

Enfin, le tableau 2 indique que ce sont les pays du Machrek qui souffrent le plus de la faim et de l'insécurité alimentaire. Cela pourrait être dû à la forte proportion de pays en conflit et au faible niveau de transformation rurale dans la sous-région. Quatre des cinq pays en conflit se trouvent dans le Machrek, et le niveau moyen de transformation rurale au Maghreb est 30 pourcent plus élevé que dans le Machrek.

⁴ Une analyse plus formelle par pays indique que la corrélation entre la transformation rurale et la faim ($r = -0,51$) est légèrement supérieure à la corrélation entre le degré de conflit et la faim ($r = 0,45$). La différence est plus nette si l'on prend en compte la corrélation entre transformation rurale et insécurité alimentaire ($r = -0,61$) et la corrélation entre degré de conflit et insécurité alimentaire ($r = 0,49$).

ENCADRÉ 3

Les deux principaux indicateurs de l'ODD 2 sur la faim et l'insécurité alimentaire

L'objectif de développement durable 2, objectif 2.1, qui vise à éliminer la faim et à assurer la sécurité alimentaire, est mesuré à l'aide de deux indicateurs de la faim et de l'insécurité alimentaire, la prévalence de la sous-alimentation (PoU) et la prévalence de l'insécurité alimentaire, tels que mesurés par l'échelle de mesure de l'insécurité alimentaire fondée sur l'expérience (FIES).

L'indicateur PoU est défini comme la probabilité qu'un individu choisi au hasard dans la population de référence consomme moins que ses besoins en calories pour mener une vie active et saine. Le PoU est calculé grâce aux informations à l'échelle nationale à partir desquelles une distribution de probabilité de la consommation de calories par habitant sur la population est obtenue en utilisant le niveau moyen de l'apport énergétique alimentaire (DES) (en calories) provenant des bilans alimentaires, ainsi que des paramètres expliquant l'inégalité de la consommation alimentaire (coefficient de variation-CV) et paramètre d'asymétrie (SK) tenant compte de l'asymétrie dans la distribution de la consommation alimentaire, dérivée des données d'enquêtes auprès des ménages ou estimée indirectement par d'autres sources⁵. Un seuil de valeur limite calorique minimal, défini comme les besoins énergétiques alimentaires minimaux (MDER), est calculé en tant que moyenne pondérée des besoins énergétiques selon le sexe et le groupe d'âge et il est mis à jour chaque année en fonction des données démographiques de l'ONU.

La prévalence de l'insécurité alimentaire selon la FIES est une mesure directe de la dimension d'accès à la sécurité alimentaire des ménages ou des individus basée sur une enquête mondiale annuelle. L'indicateur est calculé à partir des données sur les réponses directes des personnes à huit questions concernant leur accès à des aliments de qualité et de quantité adéquates. Les données de la FAO proviennent d'une enquête annuelle connue sous le nom de Gallup World Poll, qui implique des répondants de 15 ans et plus dans plus de 150 pays chaque année. L'enquête Gallup World Poll est administrée à un échantillon représentatif d'individus dans chaque pays et contient des questions sur l'ordre public, la nourriture et le logement, les institutions et les infrastructures, le climat professionnel et le bien-être financier, social, physique et auto-déclaré. Depuis 2014, elle comprend également le module FIES sur l'insécurité alimentaire (FAO, 2016). Lorsqu'elles sont disponibles, les données provenant des enquêtes nationales sur les ménages, y compris un module sur les expériences d'insécurité alimentaire compatibles avec la FIES, sont utilisées pour calculer la prévalence de l'insécurité alimentaire.

Cette mesure de l'insécurité alimentaire fondée sur une enquête peut être calculée à différents niveaux de gravité pour inclure uniquement les personnes souffrant d'une grave insécurité alimentaire («expérience de la faim») ou souffrant d'insécurité alimentaire modérée, c'est-à-dire que la famille pourrait compromettre la qualité et la quantité de nourriture, sauter des repas ou souffrir de la faim.

La série d'indicateurs de PoU de 2018 ne devrait pas être comparée à celle publiée en 2017, car la FAO produit chaque année une nouvelle série avec des améliorations de la méthodologie et des données. Les Perspectives de la population mondiale, qui sont révisées tous les deux ans, sont un exemple important des changements de données qui affectent les chiffres du PoU. La série d'indicateurs 2018 PoU utilise la Révision des perspectives de la population mondiale de 2017 (PNUD, 2017), alors que la série d'indicateurs du PoU de 2017 a utilisé la Révision des perspectives de la population mondiale en 2015.

Source: FAO, 2017a.

⁵ Le DEC est calculé en tant qu'apport énergétique alimentaire à partir des bilans alimentaires après avoir exclu la quantité de calories perdues au niveau de la vente au détail. Les CV et Skewness sont calculés à partir des données sur la consommation alimentaire collectées lors des enquêtes auprès des ménages.

Évolutions de la faim et l'insécurité alimentaire dans la région NENA

La plupart des personnes souffrant de la faim dans la région NENA vivent dans les cinq pays actuellement en conflit - Iraq, Libye, République arabe syrienne, Soudan et Yémen. Cette situation n'est pas nouvelle. Les dernières estimations de la faim montrent qu'en 1999–2001, 58 pourcent des personnes souffrant de malnutrition dans la région de la NENA vivaient dans ces mêmes cinq pays. Cette proportion augmente régulièrement depuis 16 ans et en 2015–2017, elle a augmenté à 65 pourcent. La part croissante des personnes souffrant de malnutrition dans les pays en conflit se reflète dans l'écart grandissant entre le graphique linéaire du nombre de personnes souffrant de la faim dans les pays en conflit et les pays hors conflit dans la figure 1.

La plupart des augmentations annuelles du nombre de personnes souffrant de la faim sont survenues dans les cinq pays en conflit, et ces changements annuels ont augmenté en deux vagues, une fois après le ralentissement économique mondial de 2009 et une fois après le printemps arabe de 2011–2012. Jusqu'à ces deux événements, le nombre de personnes souffrant de la faim dans les cinq pays en conflit était légèrement inférieur au taux du reste de la population dans ces pays, ce qui implique que la prévalence de la sous-alimentation dans

les pays en conflit a diminué (figure 2). Après 2009 et surtout après 2011–2012, le nombre de personnes souffrant de la faim a commencé à augmenter à un taux plus rapide que le reste de la population (figure 1). Le résultat a été que la prévalence de la sous-alimentation dans les pays en conflit a commencé à augmenter (figure 2).

Dans les pays hors conflit, le nombre de personnes souffrant de la faim a augmenté à un rythme inférieur à celui de la population générale en 2013–2015. Cela a entraîné une diminution constante de la prévalence de la sous-alimentation dans ces pays depuis le début des années 2000 (figure 2). Après 2013–2015, la prévalence de la sous-alimentation a légèrement augmenté, les plus fortes augmentations étant enregistrées en Jordanie, en Mauritanie et en Égypte (tableau 4).

FIGURE 1
Faim au Proche-Orient et en Afrique du Nord: nombre de personnes sous-alimentées dans les pays en conflit ou hors conflit, 1999/2001–2015/2017 (en millions)

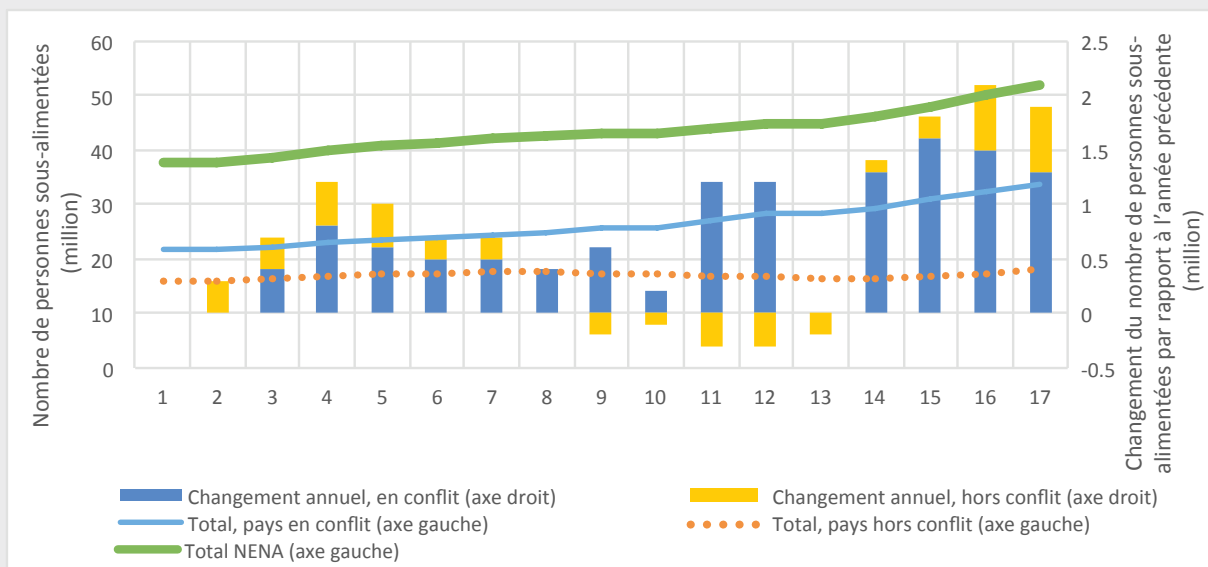
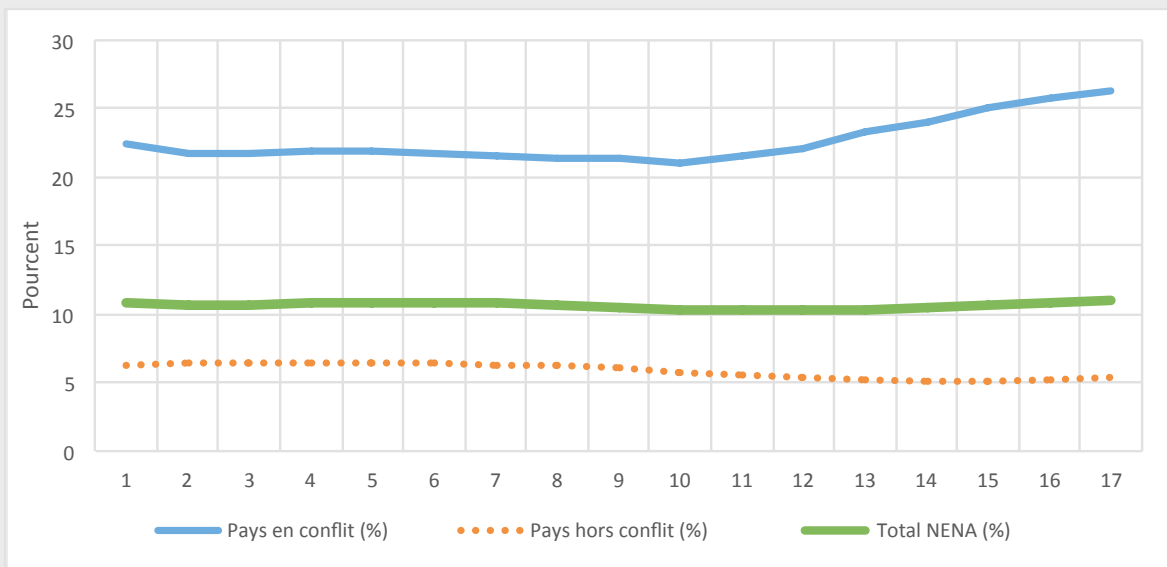


FIGURE 2
Faim au Proche-Orient et en Afrique du Nord: prévalence de la sous-alimentation dans les pays en conflit ou hors conflit, 1999/2001–2015/2017 (en pourcentage)



Source: FAO FAOSTAT, 2018.

Les données du tableau 3 confirment en grande partie ce qui a été montré à la figure 1. Le nombre total de personnes sous-alimentées dans la région NENA augmentait modérément chaque année jusqu'en 2009, après quoi le nombre absolu a augmenté de 1,8 million (en 2010–2012) faisant un bond chaque année depuis 2011–2013 de 1,8 million en moyenne. La très grande

majorité des augmentations du nombre de personnes sous-alimentées proviennent de pays en conflit et les augmentations dans les pays en conflit se sont produites en deux temps, sachant que les augmentations après 2011–2013 sont plus significatives.

TABEAU 3
Nombre de personnes sous-alimentées dans la région NENA, sous-régions et pays,
2004/2006–2015/2017 (millions)

	2004 – 06	2006 – 08	2008 – 10	2010 – 12	2011 – 13	2012 – 14	2013 – 15	2014 – 16	2015 – 17
TOUT LE NENA	41,6	42,6	43,1	44,9	44,7	46,1	47,9	50,0	52,0
NENA sous-régions									
Pays en conflit ¹	24,1	25,0	25,8	28,2	28,2	29,5	31,1	32,6	33,9
Pays hors conflit ²	17,4	17,6	17,3	16,7	16,5	16,6	16,8	17,4	18,0
Transformation rurale élevée ³	3,9	3,8	3,5	3,2	3,2	3,2	3,4	3,6	3,7
Transformation rurale moyenne ⁴	14,4	15,1	15,1	16,5	17,6	18,2	18,8	19,5	20,2
Transformation rurale faible ⁵	16,1	16,0	16,6	17,2	16,0	16,7	17,7	18,9	20,0
Machrek	33,3	34,3	34,9	37,1	37,2	38,7	40,6	42,5	44,2
Maghreb	5,8	5,5	5,2	5,0	4,9	4,7	4,7	4,8	5,0
Conseil de Coopération du Golfe (CCG)	2,5	2,8	3,0	2,8	2,7	2,6	2,6	2,7	2,7
Pays									
Algérie	2,9	2,8	2,5	2,1	1,9	1,8	1,8	1,9	1,9
Égypte	4,2	3,8	3,8	3,8	3,9	3,9	4,0	4,3	4,6
Iran (République islamique)	4,3	4,7	4,5	4,3	4,3	4,2	4,1	4,0	4,0
Iraq	7,6	8,5	8,5	8,5	8,8	9,3	9,7	10,1	10,3
Jordanie	0,4	0,4	0,5	0,7	0,8	0,9	1,1	1,2	1,3
Koweït	<0,1	<0,1	<0,1	<0,1	<0,1	<0,1	<0,1	<0,1	<0,1
Liban	0,1	0,1	0,2	0,3	0,4	0,5	0,6	0,6	0,7
Mauritanie	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,5
Maroc	1,7	1,7	1,7	1,6	1,5	1,4	1,4	1,3	1,4
Oman	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Arabie Saoudite	1,9	1,9	2,0	1,8	1,7	1,6	1,7	1,7	1,8
Soudan	--	--	--	--	9,2	9,3	9,5	9,7	10,0
Tunisie	0,6	0,6	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,6
Émirats arabes unis	0,2	0,3	0,5	0,5	0,4	0,4	0,4	0,3	0,2
Yémen	6,2	6,0	6,0	6,1	6,5	7,1	7,9	8,8	9,5

Notes: Pour le nombre de personnes sous-alimentées, il n'y a pas de données pour le Bahreïn, la Libye, le Qatar, la Palestine, le Soudan (2004–2010) et la République arabe syrienne. Les agrégats incluent les estimations imputées pour ces pays. 1. Libye, Soudan, Yémen, République arabe syrienne et Iraq; 2. Iran (Rép. Islamique d'), Mauritanie, Maroc, Algérie, Tunisie, Jordanie, Liban, Palestine, Égypte, Soudan, Oman, Émirats arabes unis, Arabie Saoudite, Bahreïn, Qatar et Koweït; 3. Jordanie, Algérie et Tunisie; 4. Égypte, Maroc, République arabe syrienne et Iraq; 5. Mauritanie, Soudan et Yémen. Pour plus d'informations sur le degré de transformation rurale dans les pays de la NENA et dans d'autres régions, y compris la méthode de calcul, voir l'Annexe.

Sources: FAO FAOSTAT, 2018.

TABLEAU 4
Prévalence de la sous-alimentation dans la région NENA, sous-régions et pays,
2004/2006–2015/2017 (en pourcentage)

	2004 – 06	2006 – 08	2008 – 10	2010 – 12	2011 – 13	2012 – 14	2013 – 15	2014 – 16	2015 – 17
TOUT LE NENA	10,8	10,6	10,3	10,3	10,3	10,4	10,6	10,8	11,0
NENA Sous-régions									
Pays en conflit ¹	21,8	21,4	21,0	22,0	23,4	24,1	25,0	25,7	26,3
Pays hors conflit ²	6,4	6,2	5,8	5,4	5,2	5,1	5,1	5,2	5,3
Transformation rurale élevée ³	7,9	7,4	6,7	5,8	5,6	5,6	5,7	5,9	6,1
Transformation rurale moyenne ⁴	9,2	9,3	8,9	9,4	9,9	10,0	10,2	10,4	10,5
Transformation rurale faible ⁵	25,7	24,1	23,8	23,6	24,5	25,1	26,1	27,0	27,9
Machrek	12,5	12,4	12,1	12,4	12,6	12,9	13,2	13,6	13,8
Maghreb	7,0	6,5	5,9	5,5	5,3	5,1	4,9	5,0	5,2
Conseil de Coopération du Golfe (CCG)	7,2	7,1	6,9	6,0	5,5	5,3	5,1	5,1	5,1
Pays									
Algérie	8,8	8,0	7,0	5,6	5,0	4,7	4,6	4,6	4,7
Égypte	5,4	4,8	4,5	4,5	4,4	4,4	4,4	4,6	4,8
Iran (Rép. islamique)	6,1	6,5	6,1	5,7	5,6	5,4	5,2	5,1	4,9
Iraq	28,2	30,0	28,5	26,7	26,8	27,4	27,7	27,8	27,7
Jordanie	6,6	7,1	7,9	8,6	9,5	10,7	12,0	12,9	13,5
Koweït	<2,5	<2,5	<2,5	<2,5	<2,5	<2,5	<2,5	<2,5	<2,5
Liban	3,4	3,4	3,8	5,9	7,6	9,3	10,5	10,9	10,9
Mauritanie	12,1	10,2	8,7	7,8	7,2	7,1	7,2	9,4	11,3
Maroc	5,7	5,5	5,4	4,9	4,6	4,2	4,0	3,9	3,9
Oman	10,5	8,3	6,1	5,3	5,1	5,1	5,1	5,3	5,4
Arabie Saoudite	7,9	7,7	7,6	6,4	5,7	5,5	5,4	5,5	5,5
Soudan	--	--	--	--	25,4	25,2	25,1	25,1	25,2
Tunisie	5,6	5,4	5,0	4,6	4,5	4,5	4,5	4,7	4,9
Émirats arabes unis	4,1	5,6	6,0	5,6	5,1	4,5	3,9	3,1	2,5
Yémen	30,1	27,6	26,2	25,2	25,9	27,7	30,2	32,6	34,4

Notes: Pour la prévalence de la sous-alimentation, il n'y a pas de données pour le Bahreïn, la Libye, le Qatar, la Palestine, le Soudan (2004–2010) et la République arabe syrienne. Les agrégats de PoU incluent des estimations imputées pour ces pays. 1. Libye, Soudan, Yémen, République arabe syrienne et Iraq; 2. Iran (Rép. Islamique d'), Mauritanie, Maroc, Algérie, Tunisie, Jordanie, Liban, Palestine, Égypte, Soudan, Oman, Émirats arabes unis, Arabie saoudite, Bahreïn, Qatar et Koweït; 3. Jordanie, Algérie et Tunisie; 4. Égypte, Maroc, République arabe syrienne et Iraq; 5. Mauritanie, Soudan et Yémen. Pour plus d'informations sur le degré de transformation rurale dans les pays de la NENA et dans d'autres régions, y compris la méthode de calcul, voir l'Annexe.

Sources: FAO FAOSTAT, 2018.

La prévalence de la sous-alimentation dans l'ensemble de la région NENA montre une tendance distincte. Bien qu'elle ait progressivement diminué entre 2004 et 2010, elle a commencé à augmenter sensiblement après 2011–2013 (tableau 4). En 2015–2017, cet indicateur était de 11 Pourcent, contre 10.30 Pourcent en 2011–2013. Bien que ce changement soit relativement faible pour l'ensemble de la région, il est trompeur, car il s'agit d'une moyenne de deux séries indépendantes et très différentes de pays en conflit ou hors conflit. La légère augmentation de la moyenne de tous les pays de la région NENA est due à une augmentation significative de la faim dans les pays en conflit depuis 2010–2012, alors que la faim dans les pays hors conflit est restée presque constante (tableau 4).

Le conflit est probablement aussi responsable de la différence dans les trajectoires de prévalence de la sous-alimentation dans les pays à degré important de transformation rurale et dans tous les autres. Depuis 2004–2006, la prévalence de la sous-alimentation a généralement diminué dans les pays où la transformation rurale est importante, et ils ont tous évité les conflits. Au cours de la même période,

la prévalence de la sous-alimentation a augmenté dans les pays à transformation rurale moyenne ou faible, et ces deux groupes comptent des pays en conflit. Cette supposition est soutenue par l'augmentation du degré de la faim dans les pays du Machrek, où la plupart des conflits ont eu lieu depuis 2004–2006, et par la baisse des niveaux dans les pays du Maghreb et du CCG.

L'insécurité alimentaire grave dans le cadre de la cible 2.1 des ODD est mesurée à l'aide des FIES (tableau 5). L'insécurité alimentaire sévère est inversement corrélée au degré de transformation des zones rurales et positivement corrélée à la présence de conflits, et ces deux corrélations sont significatives au niveau de 90 pourcent⁶. De plus, l'insécurité alimentaire grave dans la région semble s'accroître, bien qu'il soit difficile de faire des déclarations fermes au sujet d'une série chronologique moyenne de trois ans limitée à deux ans.

⁶ Le coefficient de corrélation de Pearson entre le degré de transformation rurale (2010-2015) et la prévalence de l'insécurité alimentaire (2015-2017) est de -0,61 avec une valeur-P de 0,08. Cela indique qu'une relation négative significative entre les deux indicateurs peut être déduite avec un niveau de confiance de 92%.

TABLEAU 5
Prévalence de personnes touchées par une insécurité alimentaire grave dans la région du NENA, sous-régions et pays, 2014/2016–2015/2017

	2014–2016	2015–2017
Tout le NENA	10,9	11,3
Sous-régions		
Transformation rurale élevée	9,3	9,0
Transformation rurale moyenne	10,7	11,6
Transformation rurale faible	17,6	18,1
Machrek	12,5	13,0
Maghreb	7,4	7,8
Conseil de Coopération du Golfe (CCG)	7,5	7,6
Pays		
Algérie	8,5	8,3
Bahreïn	6,4	6,6
Égypte	9,4	10,1
Iran, Rép. islamique	9,1	8,9
Iraq	20,5	22,5
Jordanie	14,7	13,9
Koweït	4,3	4,3
Libye	8,8	9,9
Mauritanie	13,9	18,3
Maroc	5,1	5,7
Arabie Saoudite	8,1	8,1
Soudan	23,9	23,9
Tunisie	7,4	7,5
Émirats arabes unis	5,9	6,1
Palestine	9,7	9,2

Source: FAO FAOSTAT, 2018.

Il manque: le Liban, Oman, le Qatar, la République arabe syrienne et le Yémen

Malnutrition dans les pays du NENA

Cible 2.2 des ODD

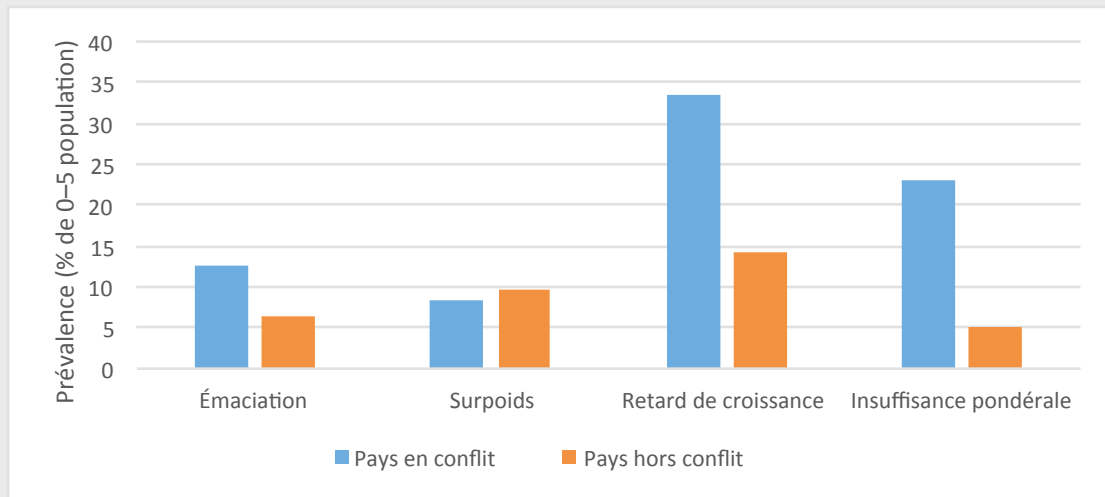
La cible 2.2 des ODD vise à mettre un terme à toutes les formes de malnutrition chez les enfants et les adultes. Une bonne nutrition chez les enfants est associée à un meilleur développement cognitif et des performances scolaires dans les années à venir. La cible 2.2 de l'ODD met l'accent sur les indicateurs anthropométriques du retard de croissance, de l'émaciation et du surpoids chez les enfants de moins de cinq ans. La prévalence de l'insuffisance pondérale chez les enfants de moins de cinq ans est également prise en compte (tableau 6). Les informations sur ce groupe d'âge sont complétées par des indicateurs de la nutrition du nourrisson (0–1 ans), la prévalence de l'anémie chez les femmes en âge de procréer (15–49 ans) et la prévalence de l'allaitement exclusif chez les nourrissons pendant les six premiers mois de la vie (tableau 8). La dénutrition pendant la grossesse peut ralentir la croissance du fœtus et entraîner un développement cérébral insuffisant. De même, une mauvaise nutrition au cours des six premiers mois peut avoir des effets négatifs sur la santé de l'enfant. Outre les indicateurs ayant une incidence sur l'alimentation des enfants, cette section présente la prévalence de l'obésité chez les adultes, un problème nutritionnel qui touche la région des pays les plus pauvres aux plus riches.

Les indicateurs de malnutrition chez les enfants (0–5 ans) indiquent que le retard de croissance, l'émaciation et l'insuffisance pondérale sont beaucoup plus graves dans les pays en conflit (figure 3) et sont inversement corrélés au niveau de transformation rurale (figure 4). Les pays ayant des niveaux de transformation ruraux faibles ou moyens ont des niveaux plus élevés de dénutrition chez les enfants que ceux ayant un niveau plus élevé de transformation rurale. Le surpoids infantile est moins corrélé à la transformation rurale, bien que la corrélation soit toujours significative⁷. La figure 4 illustre la forte association négative qui existe entre la transformation rurale et les indicateurs de dénutrition chez l'enfant, et l'association nettement moins nette entre la transformation rurale et le surpoids chez l'enfant. positive association between rural transformation and childhood overweight.

Le tableau 6 présente les chiffres les plus récents concernant l'état anthropométrique des enfants de moins de cinq ans dans la région NENA, tandis que le tableau 7 montre l'importance des mesures anthropométriques sur la santé publique. En moyenne, les pays du NENA présentent un niveau élevé de retard de croissance, un niveau moyen d'émaciation, un niveau moyen d'insuffisance pondérale et un niveau moyen de surpoids chez les enfants de moins de cinq ans. Du point de vue des pays en développement, les pays du NENA ayant connu une forte transformation rurale présentent les mêmes niveaux de retard de croissance, d'insuffisance pondérale et de surcharge pondérale que leurs homologues du reste du monde (tableau 6, lignes 7 et 8), alors que les pays à faible niveau de transformation rurale sont légèrement pires que leurs homologues mondiaux (tableau 6, lignes 19 et 20).

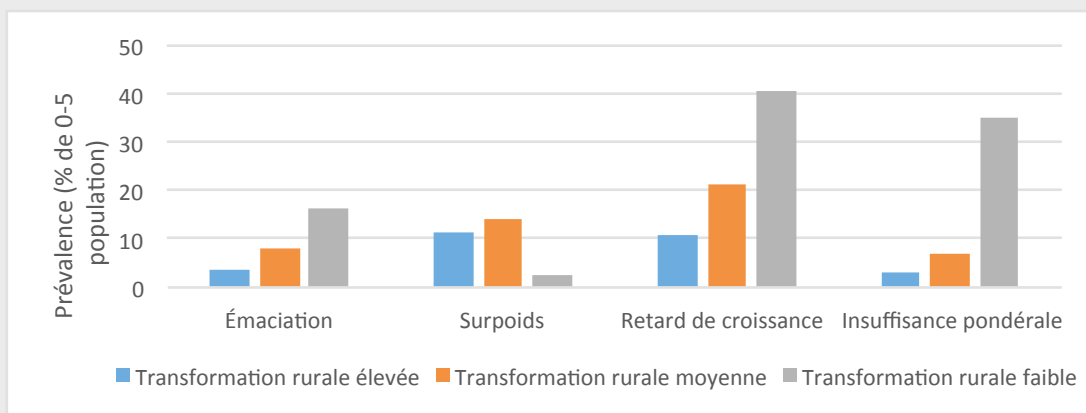
⁷ Les coefficients de corrélation de Pearson sont de -0,80, -0,83 et -0,84 pour le retard de croissance, l'émaciation et l'insuffisance pondérale, le tout à un niveau de confiance de 95%.

FIGURE 3
Indicateurs de malnutrition chez les enfants (0 à 5 ans) dans les pays en conflit ou hors conflit, 2012*



Source: UNICEF-OMS-Banque mondiale, 2017. *Les agrégats sont pondérés par le pays 0-5 populations en 2012, année moyenne de données disponibles.

FIGURE 4
Indicateurs de malnutrition chez les enfants (0-5 ans) pour les pays ayant différents niveaux de transformation rurale, 2012*



Source: UNICEF-OMS-Banque mondiale, 2017. *Les agrégats sont pondérés par le pays 0-5 populations en 2012, année moyenne de données disponibles.

Les pays de transformation de niveau intermédiaire du NENA présentent les traits extrêmes des pays pris dans un «double fardeau» de malnutrition. La transformation moyenne des pays du NENA présente la plus forte prévalence de surpoids de tous les pays du NENA, avec des niveaux de surpoids élevés ou très élevés, à l'exception de la Palestine. Les niveaux de surpoids sont également généralement plus élevés que ceux de leurs homologues mondiaux (tableau 6, lignes 12 et 13). Bien que la prévalence du retard de croissance et de l'émaciation dans les pays du NENA à transformation moyenne soit inférieure à celle des pays à faible transformation rurale, elle est encore élevée ou très élevée selon les normes mondiales (tableau 7), à l'exception du Maroc et de la Palestine. Une tendance similaire peut être également observée dans d'autres régions, où les pays à revenu intermédiaire ont encore des niveaux de dénutrition relativement élevés, alors que les niveaux de surpoids sont souvent plus élevés que ceux des pays à revenu élevé (FAO, 2015).

Aux deux extrémités, le problème principal de malnutrition chez les enfants dans les pays du NENA à forte transformation rurale est le surpoids, alors que dans les pays à faible transformation rurale, il s'agit de la dénutrition. La surpondération des pays à forte transformation rurale est élevée, sauf en Jordanie. Les pays du NENA à faible transformation rurale ont tous des niveaux de surpoids faibles ou très faibles, et des niveaux de retard de croissance et d'émaciation élevés ou très élevés (tableau 6).

Il convient de noter que toutes les données du tableau 6 ne sont pas récentes. Les années d'enquête pour la République arabe syrienne et la Libye, en particulier, sont antérieures aux conflits dans ces pays. Ainsi, les chiffres de la dénutrition risquent d'être en réalité plus mauvais que ceux rapportés dans le tableau 6.

Tableau 6
 Estimations du statut anthropométrique des enfants dans les pays du NENA

Pays		Enfants, 0–5, prévalence, dernière année de données disponibles				Année d'enquête
		Retard de croissance (%)	Émaciation (%)	Insuffisance pondérale (%)	Surpoids (%)	
1	Total NENA	21,1	8,7	11,6	9,1	2012
2	Pays en conflit	33,4	12,7	23,1	8,3	2012
3	Pays hors conflit	14,3	6,5	5,2	9,5	2012
4	Machrek	31,7	11,5	21,7	8,5	2011
5	Maghreb	14,2	4,2	4,5	12,0	2012
6	Conseil de Coopération du Golfe	9,5	10,3	5,5	5,9	2006
7	Transformation rurale élevée pays en développement dans le monde (N=4)	10,9	3,7	3,0	11,5	2011
8	Transformation rurale élevée du NENA	10,8	3,6	2,9	11,4	2012
9	Algérie	11,7	4,1	3,0	12,4	2013
10	Jordanie	7,8	2,4	3,0	4,7	2012
11	Tunisie	10,1	2,8	2,3	14,3	2012
12	Transformation rurale moyenne pays en développement dans le monde (N=16)	17,1	5,5	7,6	8,8	2013
13	Transformation rurale moyenne du NENA	21,5	8,0	6,8	14,1	2012
14	Égypte	22,3	9,5	7,0	15,7	2014
15	Iraq	22,6	7,4	8,5	11,8	2011
16	Maroc	14,9	2,3	3,1	10,7	2011
17	Syrie	27,5	11,5	10,1	17,9	2009
18	Palestine	7,4	1,2	1,4	8,2	2014
19	Transformation rurale faible pays en développement dans le monde (N=46)	37,5	13,5	27,4	3,0	2013
20	Transformation rurale faible du NENA	40,9	16,2	35,1	2,7	2014
21	Mauritanie	27,9	14,8	24,9	1,3	2015
22	Soudan	38,2	16,3	33,0	3,0	2014
23	Yémen	46,8	16,2	39,9	2,5	2013
24	Autres NENA	9,5	10,3	5,5	5,9	2006
25	Bahreïn	13,6	6,6	7,6		1995

Pays	Enfants, 0–5, prévalence, dernière année de données disponibles				Année d'enquête	
	Retard de croissance (%)	Émaciation (%)	Underweight (%)	Surpoids (%)		
26	Iran (Rép. islamique)	6,8	4,0	4,1	2011	
27	Koweït	4,9	3,1	3,0	6,0	2015
28	Liban	16,5	6,6	4,2	16,7	2004
29	Libye	21,0	6,5	5,6	22,4	2007
30	Oman	14,1	7,5	9,7	4,4	2014
31	Qatar	11,6	2,1	4,8	104	1995
32	Arabie Saoudite	9,3	11,8	5,3	6,1	2005

Note: Les agrégats des pays en développement dans le monde sont calculés à partir d'une base de données de 66 pays en développement pour lesquels des données anthropométriques et de transformation rurale concernant les enfants sont disponibles. Il s'agit d'un sous-ensemble des 81 pays énumérés dans l'Annexe pour lesquels des données sur la transformation rurale sont disponibles.

Source: UNICEF-OMS-Banque mondiale, 2017.

TABLEAU 7
Signification des mesures anthropométriques sur la santé publique chez les enfants de moins de 5 ans

Index	Valeur limite de prévalence pour signification de la santé publique	
Retard de croissance	<2,5	Très faible
	2,5- <10	Faible
	10- <20	Moyen
	20- <30	Élevé
	>=30	Très élevé
Émaciation	<2,5	Très faible
	2,5- <5	Faible
	5- <10	Moyen
	10- <15	Élevé
	>=15	Très élevé
Insuffisance pondérale	<10	Faible
	10-19	Moyen
	20-29	Élevé
	>=30	Très élevé
Surpoids	<2,5	Très faible
	2,5- <5	Faible
	5- <10	Moyen
	10- <15	Élevé
	>=15	Très élevé
Anémie* (concentration d'hémoglobine sanguin <110 g/L)	<5	Normal
	5-20	Léger
	20-40	Modéré
	>=40	Grave

* Pour les enfants de 0 à 5 ans et pour les femmes en âge de procréer de 15 à 49 ans.

Source: UNICEF / OMS / Banque mondiale, 2018; OMS, 2010; OMS / UNICEF / UNU, 2001.

Le tableau 8 montre deux indicateurs de la nutrition maternelle et infantile, la prévalence de l'anémie chez les femmes en âge de procréer et la prévalence de l'allaitement exclusif chez les nourrissons âgés de 0 à 6 mois. La région du NENA présente généralement des niveaux d'anémie modérés chez les femmes en âge de procréer (tableaux 7 et 8). L'anémie est pire dans les pays en conflit et les pays à faible transformation. La Mauritanie et le Yémen, deux pays à faible niveau de transformation rurale, présentaient des niveaux graves d'anémie chez les femmes en âge de procréer en 2016, tandis que tous les pays à forte et moyenne transformation avaient des taux d'anémie modéré. La prévalence de l'allaitement maternel exclusif des nourrissons de la naissance à l'âge de six mois est beaucoup plus faible dans les pays à transformation rurale élevée que dans les pays où la transformation rurale est faible ou moyenne.

TABEAU 8
Indicateurs de la nutrition des mères, des nourrissons et des adultes pour les pays du NENA, 2016
ou année la plus récente

	Pays	Indicateur de nutrition des mères et des nourrissons			Prévalence d'obésité chez les adultes (%), 2016
		Prévalence d'anémie chez les femmes en âge de procréer (15-49), 2016	l'allaitement maternel exclusif des nourrissons pendant les premiers six mois (% de femmes avec enfants, 0-6 mois)	Année d'enquête (allaitement)	
1	Total NENA	35,8	38,7	2013	26,7
2	Pays en conflit	41,1	31,9	2012	19,6
3	Pays hors conflit	34,7	42,6	2010	29,3
4	Machrek	35,9	44,6	2012	25,3
5	Maghreb	35,2	25,6	2013	26,7
6	Conseil de Co-opération du Golfe	40,4	31,7	2012	34,0
7	Transformation rurale élevée pays en développement dans le monde (N=5)	34,2	22,8	2012	28,2
8	Transformation rurale élevée du NENA	34,1	22,8	2012	28,4
9	Algérie	36,5	22,7	2012	27,4
10	Jordanie	34,7	25,4	2013	35,5
11	Tunisie	31,2	8,5	2012	26,9
12	Transformation rurale moyenne pays en développement dans le monde (N=23)	28,3	30,8	2012	9,9
13	Transformation rurale moyenne du NENA	36,1	40,1	2010	29,3
14	Égypte	35,4	52,8	2008	32,0
15	Iraq	37,5	19,4	2011	27,4
16	Maroc	36,9	27,8	2011	26,1
17	République arabe syrienne	35,6	42,6	2009	27,8
18	Palestine		38,6	2014	
19	Transformation rurale faible pays en développement dans le monde (N=51)1)	49,5	39,1	2013	6,4
20	Transformation rurale faible du NENA	45,9	36,7	2014	12,2
21	Mauritanie	41,9	41,4	2015	12,7
22	Soudan	35,9	54,6	2014	8,6
23	Yémen	69,6	9,7	2013	17,1
24	Autres NENA				
25	Bahreïn	44,6			29,8

	Pays	Indicateur de nutrition des mères et des nourrissons			Prévalence d'obésité chez les adultes (%), 2016
		Prévalence d'anémie chez les femmes en âge de procréer (15-49), 2016	l'allaitement maternel exclusif des nourrissons pendant les premiers six mois (% de femmes avec enfants, 0-6 mois)	Année d'enquête (allaitement)	
26	Iran	30,5	53,1	2011	25,8
27	Koweït	23,8			37,9
28	Liban	31,2			32,0
29	Libye	34,4			32,5
30	Oman	39,8	32,8	2014	27,0
31	Qatar	28,4	29,3	2012	35,1
32	Arabie Saoudite	45,7			35,4
33	Émirats arabes unis	27,8			31,7

Note: Note: Les agrégats des pays en développement dans le monde sont calculés à partir d'une base de données de 79 pays en développement pour lesquels les trois indicateurs du tableau 7 et les données sur la transformation rurale sont disponibles. Il s'agit d'un sous-ensemble des 81 pays énumérés dans l'Annexe pour lesquels des données sur la transformation rurale sont disponibles.

Source: OMS SANTÉ MONDIALE, 2018.

Les taux d'obésité chez les adultes dans la région du NENA sont assez élevés, en particulier pour les pays à revenu élevé de la région (pays du CCG) et les pays à forte et moyenne transformation (tableau 8). Pour les pays à niveaux de transformation ruraux faibles et moyens, l'obésité chez les adultes dans la région du NENA dépasse celle des autres pays en développement de comparaison.

Les niveaux supérieurs à 30 pourcent aux Émirats arabes unis, en Arabie saoudite, au Qatar, en Libye, au Liban, au Koweït, en Égypte et en Jordanie sont similaires à ceux observés en 2016 dans des pays tels que les États-Unis (37.3), la Turquie (32.2) et la Nouvelle-Zélande (32.0) (FAO FAOSTAT, 2018).

PARTIE 2

POLITIQUES RÉGIONALES DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET RÉALISATION DES OBJECTIFS DE L'ODD 2

L'Agenda 2030, «Transformer notre monde», est une tâche beaucoup plus ambitieuse qui peut être réalisée, comme d'habitude, par le biais des affaires. La transformation nécessite des ajustements des politiques capables de s'attaquer aux causes profondes des problèmes économiques, politiques et environnementaux et la réévaluation des notions désuètes de la sécurité alimentaire. Le type de changement transformationnel nécessaire pour atteindre l'objectif de développement durable 2 ne découlera pas des politiques de sécurité alimentaire actuellement en place dans la région NENA. La réalisation de l'objectif de développement durable 2 nécessitera plutôt des ajustements des politiques pour mieux éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire et éradiquer toutes les formes de malnutrition.

Dans la première partie, il a été montré que le degré de transformation rurale des pays dans la région est étroitement lié aux indicateurs de la sécurité alimentaire et de la malnutrition de l'ODD 2. La deuxième partie passe en revue les principales politiques de sécurité alimentaire dans la région NENA relatives à l'agriculture, en évaluant comment elles affectent la sécurité alimentaire et la transformation rurale. L'étude commence par une analyse de la sécurité alimentaire dans la région, en mettant l'accent sur le souci de la stabilité de l'approvisionnement alimentaire. Le chapitre examine ensuite trois séries de politiques visant manifestement à améliorer la sécurité alimentaire: (1) celles visant à atténuer les risques de prix et de disponibilité inhérents au commerce international, (2) les politiques de soutiens aux céréales et au bétail et (3) les subventions alimentaires. La dernière partie du chapitre évalue la pertinence de ces politiques vis-à-vis de la sécurité alimentaire et de la transformation des zones rurales et leur efficacité face à ces deux problèmes.

La deuxième partie offre une large marge de manœuvre pour ajuster les politiques de sécurité alimentaire dans la région afin de mieux les aider à réduire la faim, à renforcer la sécurité alimentaire et à réduire la malnutrition en tenant compte de la transformation rurale. Les stratégies de gestion des risques des gouvernements NENA comme l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis et la Jordanie, semblent parfaitement convenir à contribuer à la sécurité des approvisionnements alimentaires et par conséquent, à la sécurité alimentaire. Elles ne semblent pas non plus interférer avec la transformation rurale.

Cependant, certaines des politiques de production céréalière et de subventions à la consommation ont eu de multiples effets négatifs sur la sécurité alimentaire et la transformation des zones rurales, qui doivent être comparées à leurs avantages. Les politiques de production céréalière peuvent avoir conduit à une perte nette de valeur ajoutée agricole, réduisant l'efficacité des systèmes alimentaires et probablement entraînant une baisse globale de la sécurité alimentaire et une transformation des zones rurales plus lente. Les politiques de production de céréales et de subventions aux consommateurs sont mises en œuvre à travers une myriade de restrictions du marché qui empêchent la concurrence dans les secteurs de l'agriculture, de la transformation alimentaire et de la vente au détail menant à un secteur agroalimentaire non dynamique et non compétitif. Ces politiques augmentent également le fardeau des budgets gouvernementaux et pourraient mener à l'extraction non durable des eaux souterraines. Enfin, les subventions aux consommateurs pour les denrées alimentaires de base semblent contribuer à un régime alimentaire non équilibré dans la région, facteur de risque des taux élevés de retard de croissance et de surcharge pondérale observés dans les pays à revenu moyen de la région.

Sécurité alimentaire dans la région du NENA

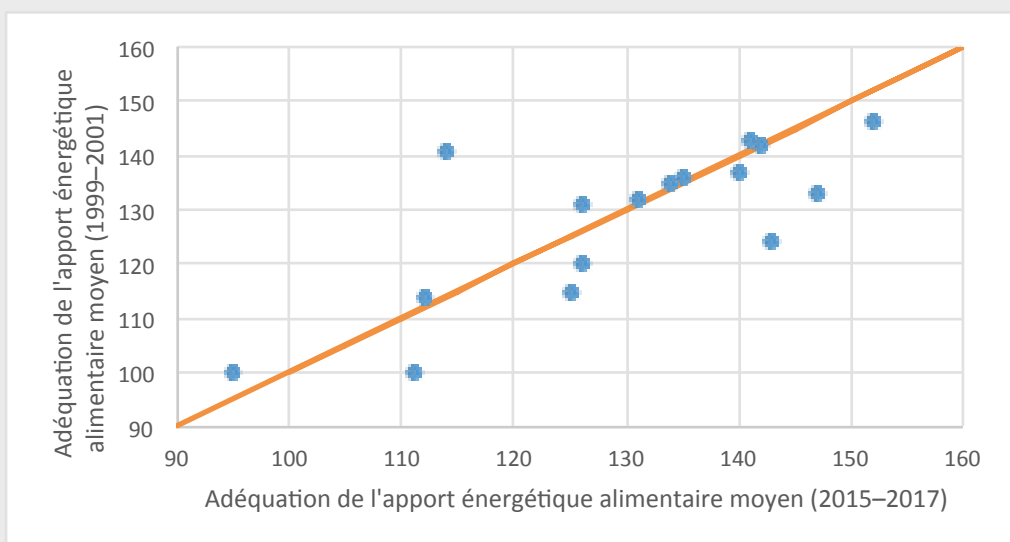
Le Sommet mondial de l'alimentation de 1996 a défini la sécurité alimentaire comme «l'accès pour tous les individus à tout moment à des aliments sains et nutritifs suffisants afin de maintenir une vie saine et active». Le concept est généralement analysé en termes de disponibilité de nourriture, d'accès économique, de contenu nutritionnel des aliments et de la stabilité de la disponibilité et de l'accès (FAO, 2008).

L'approvisionnement alimentaire disponible est plus qu'adéquat dans tous les pays du NENA, à l'exception du Yémen, et se maintient du moins depuis 1999–2001. Ceci peut être constaté à la figure 5 qui illustre l'adéquation moyenne de l'approvisionnement énergétique alimentaire (ADESA) pour 1999–2001 et 2015–2017.

L'ADESA exprime l'apport énergétique alimentaire (DES) en pourcentage du besoin énergétique alimentaire moyen (ADER). Une valeur de 100 indique que le DES disponible pour la population était égal à l'ADER estimé pour sa population. Seuls le Yémen, un pays en conflit en 2015–2017, obtiennent des scores relativement bas sur l'échelle de l'adéquation, avec 95 en 2015–2017.

La ligne diagonale sert à séparer les pays pour lesquels l'ADESA a augmenté entre 1999–2001 et 2014–2016 (côté droit de la diagonale) et les pays pour lesquels l'ADESA a diminué (côté gauche de la diagonale). Pour la plupart des pays, la disponibilité moyenne de calories dans l'approvisionnement alimentaire a augmenté au cours des 15 dernières années, et les pays pour lesquels elle a diminué sont largement au-dessus du niveau de calories jugé adéquat.

FIGURE 5
Adéquation de l'approvisionnement énergétique alimentaire moyen dans les pays du NENA, 1999–2001, 2015–2017



Source: FAO FAOSTAT, 2018

Étant donné que la disponibilité moyenne de nourriture dans la région du NENA (mesurée par l'ADESA) semble adéquate (à l'exception du Yémen), les problèmes saillants liés à l'insécurité alimentaire des ménages concernent (1) la malnutrition, (2) l'accès économique à la nourriture et (3) garantir la stabilité des approvisionnements alimentaires. Bien qu'il existe de nombreuses politiques visant à lutter contre l'insécurité alimentaire liée à la malnutrition chez les enfants (Nanitashvili et Tyler, 2018) et l'accès économique à la nourriture (consulter les politiques de subvention à la consommation dans ce chapitre), dans la région NENA,

La tendance à attirer l'attention sur l'approvisionnement alimentaire est principalement due au fait que les pays du NENA dépendent largement des importations pour satisfaire leurs besoins de consommation, en particulier pour les céréales, le sucre et les édulcorants et les huiles végétales (tableau 9). En moyenne, la région du NENA importe environ 54 pourcent de ses besoins en céréales, 63 pourcent de sucre et d'édulcorants et 75 pourcent d'huiles végétales.

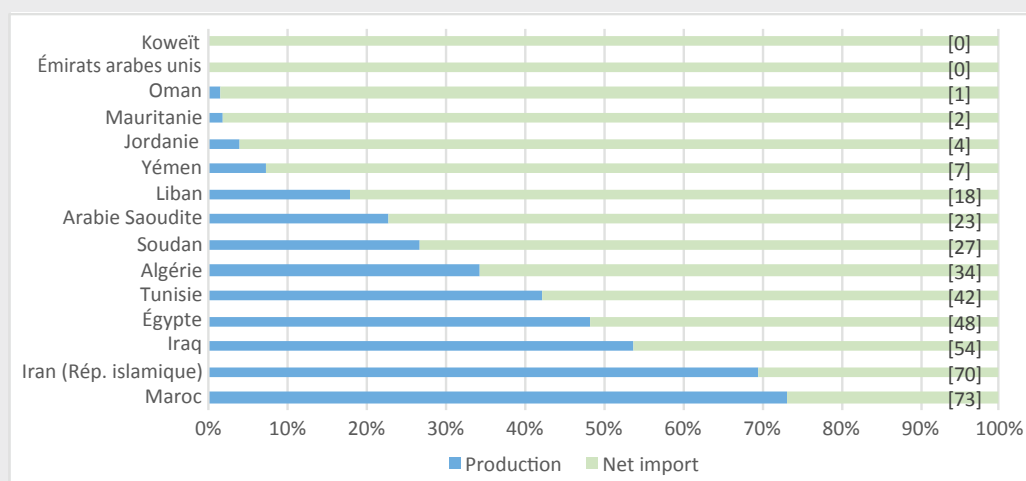
TABLEAU 9
Ratios d'autosuffisance alimentaire (SSR) dans les pays du NENA, moyenne, 2011–2013
 (en pourcentage)

SSR	Céréales*	Viande**	Fruits, légumes	Lait***	Huiles végétales	Oléagineux	Sucre, Édulcorants
Algérie	30	91	93	51	11	88	0
Égypte	58	83	107	89	26	35	73
Iran (Rép. islamique)	61	95	104	106	15	58	58
Iraq	50	34	86	45	2	80	0
Jordanie	4	72	139	51	17	80	0
Koweït	2	34	36	14	1	0	0
Liban	14	77	111	49	20	67	0
Mauritanie	27	89	18	65	0	95	0
Maroc	59	100	116	95	29	98	28
Oman	7	31	52	32	4	0	0
Arabie Saoudite	8	45	73	76	18	1	0
Soudan (2012–13)	82	100	98	96	89	112	72
Tunisie	42	98	110	90	91	65	1
Émirats arabes unis	2	26	21	14	82	0	0
Yémen	17	79	90	35	5	63	1
NENA Total	46	79	99	82	25	64	37

Note: Le ratio d'autosuffisance est défini comme la production alimentaire *100/(production + importations - exportations). *Exclusion de la bière. **Comprend la viande et les abats. ***À l'exclusion du beurre.

Source: FAO FAOSTAT, 2018.

FIGURE 6
Ratios de production de blé, d'importations nettes et d'autosuffisance dans les pays du NENA en 2013



Remarque: le ratio d'autosuffisance (RSS) est défini comme suit: production de blé *100/(production + importations - exportations).

Source: FAO FAOSTAT, 2018.

La dépendance à l'importation de blé est particulièrement préoccupante dans la région. La figure 6 montre les pays classés par ordre d'autosuffisance en matière de production de blé avec les taux d'autosuffisance en blé en 2013. En moyenne, la production nationale a représenté 48 pour cent de l'offre totale de blé des pays représentés à la figure 6. Toutefois, pour de nombreux pays cette proportion était beaucoup plus petite. Le Yémen, les Émirats arabes unis, la Jordanie, la Mauritanie, le Koweït et Oman ont fourni moins de 10 pourcent de leur approvisionnement en blé à partir de la production nationale.

Suite à l'analyse ci-dessus, les politiques de sécurité alimentaire dans la région se sont principalement concentrées sur la garantie de la stabilité de l'approvisionnement alimentaire et sur la garantie d'un accès économique aux denrées alimentaires de base. Les gouvernements du NENA ont mis en œuvre deux séries de politiques visant à assurer la stabilité de l'approvisionnement alimentaire: (1) les stratégies de gestion des risques et (2) les politiques de production alimentaire. Pour résoudre le problème de l'accès économique à la nourriture, les gouvernements du NENA ont mis en place des subventions à la consommation pour le pain, la farine, l'huile végétale et d'autres denrées alimentaires de base.

Stratégies de gestion des risques pour la sécurité alimentaire

Diverses stratégies de gestion des risques sont utilisées dans la région pour atténuer les risques de prix et de disponibilité pour les importations de produits alimentaires⁸. La détention de stocks publics peut constituer une stratégie efficace pour atténuer le risque de prix; si en période de prix élevés, les stocks publics sont vendus à des minoteries nationales à des prix inférieurs à ceux du prix du marché international. Dans la région du NENA, les gouvernements jordanien et saoudien détiennent entre 8 et 12 mois de stocks publics de blé afin de compenser les interruptions potentielles des approvisionnements importés (USDA FAS, 2017e, 2018b) et les importateurs dans les Émirats arabes unis détiennent des approvisionnements en riz, orge et blé pour six mois (USDA FAS, 2017d).

La deuxième stratégie utilisée pour atténuer le risque de disponibilité est celle adoptée par les Émirats arabes unis, qui joue le rôle de plaque tournante régionale du commerce des produits alimentaires, en réexportant environ 30 pourcent des importations de blé en 2016 vers les pays voisins du Conseil de Coopération du Golfe (CCG) (USDA FAS, 2017d). La stratégie de plaque tournante alimentaire garantit qu'à tout moment le pays a accès à des stocks de denrées alimentaires considérables qui peuvent être redirigés, au besoin, vers un usage domestique. Une variante de la stratégie de détention de stocks publics consiste à conserver les stocks à l'étranger en tant que culture plantée. Les pays du Golfe ont investi dans la production agricole à l'étranger dans des pays tels que l'Égypte, le Soudan, l'Éthiopie, l'Ukraine, l'Argentine, le Maroc, la Mauritanie, le Sénégal, le Soudan du Sud, le Pakistan, la Namibie et l'Inde. Les Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite figurent parmi les 10 plus grands pays investisseurs au monde en termes d'investissements fonciers à l'étranger (Land Matrix, 2018).

La diversification des contrats d'importation de denrées alimentaires et des contrats d'options (pour le risque de prix) est une autre stratégie visant à atténuer le risque de disponibilité et de prix. Un examen des offres de blé pour l'Égypte de 2013 à 2018 indique que le blé provient de plusieurs pays, notamment la Russie, l'Ukraine, la Roumanie, la France, les États-Unis et l'Argentine (AgFlow, 2018). Les options sont largement utilisées dans la région pour atténuer le risque de prix, par des entités semi-publiques en Algérie, en Égypte, en Jordanie, en Arabie saoudite, et en Tunisie (AgFlow, 2018)⁹.

⁸ Price risk describes the risk that international prices for commodities will increase above acceptable levels for the importing country, while availability risk is the risk that commodities may not be physically available for import, due to widespread crop failures in producing countries, export bans or to barriers to import (from embargoes, for instance) (Sadler and Magnan, 2011).

⁹ Une option est une opportunité d'acheter un contrat pour la livraison future de grain à un prix prédéterminé pour une livraison à une date future spécifique. L'opportunité (option) est vendue à l'acheteur moyennant une commission appelée prime, dont l'ampleur varie en fonction de la volatilité du marché, de la date de livraison future et des perspectives de prix du blé. Les primes sont payées au moment de l'achat de l'option.

Politiques nationales de production alimentaire

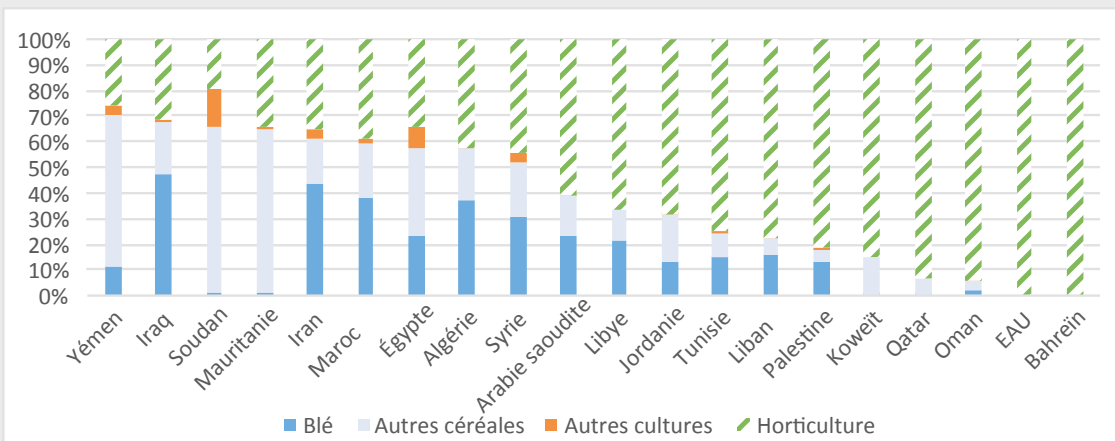
Malgré les mesures substantielles précitées adoptées pour atténuer les risques du commerce international, les décideurs de la région estiment qu'il est nécessaire de les renforcer par des politiques visant à accroître la production alimentaire nationale, en mettant l'accent sur la réduction de la dépendance vis-à-vis des denrées alimentaires de base importés en encourageant la production nationale. Environ 58 pour cent de la superficie cultivée dans la région du NENA était ensemencée en céréales en 2016 (FAO FAOSTAT, 2018). L'Iraq, l'Iran (Rép. Islamique d'), l'Égypte, le Yémen, le Soudan et la Mauritanie accordent tous une attention particulière aux céréales (figure 7). Dans une région caractérisée par une rareté extrême de l'eau, et où la plupart des pays se situent en deçà de la limite généralement admise de 1 000 m³ par habitant et par an en ressources en eau renouvelables, la production de cultures de faible valeur et qui demandent de l'eau, est à la fois économiquement inefficace et sans durabilité environnementale.

L'autosuffisance alimentaire dans les produits de base, était un élément central des politiques agricoles de certains pays NENA. Ce fut le cas de la République arabe syrienne (Westlake, 2001), de l'Iran (République islamique d') (FAO, 2014), de l'Algérie (USDA FAS, 2016a), de la Tunisie (USDA FAS, 2018c). À la suite des programmes de réformes structurelles entreprises dans les années 1980 et 1990, les politiques agricoles de la NENA ont commencé à accorder plus de poids aux avantages comparatifs de la planification agricole et de la conception des politiques de soutien. Cela constitue un pas prometteur vers une utilisation plus efficace et durable des ressources disponibles, notamment de l'eau et des sols. Toutefois, la crise des prix alimentaires de 2007-2008 et l'instabilité politique qui s'en est suivi depuis 2011 ont accru les préoccupations des gouvernements des pays NENA et ont conduit à la renaissance de l'autosuffisance alimentaire en denrées de base en tant qu'élément central des politiques agricole et commerciale.

De nombreux Gouvernements du NENA encouragent actuellement la production nationale de blé en utilisant quatre instruments de politique: (1) les entreprises commerciales d'État, (2) les politiques frontalières, (3) les marchés publics et (4) les subventions aux intrants. Dans la plupart des pays NENA, les importations et exportations de blé, la commercialisation et le stockage sont gérés par des entreprises commerciales d'État ou semi-publiques (Larson *et al.*, 2014). Par ailleurs, la capacité de contrôler le flux de blé à la frontière est garantie par des licences, des droits de douane et des quotas. Par exemple, le Gouvernement marocain contrôle le prix du blé sur le marché intérieur en limitant les importations de blé et de farine de blé par le biais du commerce d'État, de droits de douane et de quotas d'importation. Les droits des nations les plus favorisées (MFN) sont augmentés pendant la période de récolte et de commercialisation du blé national, afin de limiter les disponibilités sur le marché, augmentant ainsi le prix intérieur du blé¹⁰ (OMC, 2018). Le Gouvernement égyptien contrôle les importations de blé par le biais d'appels d'offres étatiques lancés par l'Autorité générale des approvisionnements du Ministère de l'approvisionnement (GASC), de prix de soutien et de marchés publics pour le blé local (USDA FAS, 2017a). En Tunisie, l'Office des céréales émet des appels d'offres aux négociants internationaux précisant la taille et la qualité des envois d'importation, et le ministère de l'Agriculture maintient les prix de soutien du blé et de l'orge (USDA FAS, 2016b).

¹⁰ Les quotas d'importation de blé sont ajustés en fonction de la récolte nationale. Au cours d'une bonne récolte, les importations sont limitées et, lorsque la production nationale est faible, les quotas d'importation sont relâchés. Par exemple, en 2016, les droits d'importation moyens du Maroc pour le blé tendre s'élevaient à 28%, le blé dur à 86% et la farine de blé à 68% (OMC, 2018).

FIGURE 7
Portion de la superficie récoltée, par type de culture, 2016



Remarque: les cultures horticoles comprennent les agrumes, les fruits, les noix, les racines et tubercules, les légumes, les melons, le thé, le café, les olives, les herbes, les épices, les cultures pour boissons, les légumineuses. Les autres cultures comprennent les oléagineux, les fibres et les cultures de sucre.

Source: FAO FAOSTAT, 2018.

Les politiques frontalières restrictives permettent aux gouvernements de la région d'offrir aux producteurs nationaux des prix d'achat fixés par les États, souvent à des prix supérieurs à ceux pratiqués sur les marchés internationaux. Le gouvernement iranien (République islamique) achète plus de 20 récoltes à des producteurs aux prix fixés par l'État, le blé et le riz étant les plus importants (FAO, 2014). Au Maroc, l'Office national interprofessionnel des céréales et des légumineuses établit un prix de référence auquel il propose d'acheter du blé tendre (pain) des agriculteurs. Il peut également offrir des subventions de stockage aux négociants et aux coopératives afin de tenir le blé à l'écart du marché, avec pour objectif de stabiliser le prix. Les agriculteurs peuvent vendre leur blé tendre aux négociants agréés par le gouvernement (négociants en grains, coopératives et moulins) au prix de soutien ou sur le marché libre. Les prix du blé dur et de l'orge n'ont pas de prix garanti (USDA FAS, 2017c). En Tunisie, le ministère de l'Agriculture maintient les prix de soutien du blé et de l'orge. Depuis 2017, les prix de soutien gouvernementaux s'élevaient à environ 312 USD par tonne métrique pour le blé dur, 225 USD pour le blé tendre et 200 USD par tonne pour l'orge (USDA FAS, 2018c). Enfin, en Arabie saoudite, le ministère de l'Agriculture maintient les prix de soutien du blé et de l'orge. Depuis 2017, les prix de soutien gouvernementaux ont été d'environ 312 USD par tonne métrique pour le blé dur, de 225 USD pour le blé tendre et de 200 USD par tonne pour l'orge (USDA FAS, 2018d).

En Égypte, les contrôles aux frontières limitant la quantité de blé permettent au gouvernement d'offrir aux producteurs nationaux des prix élevés par rapport aux prix mondiaux. Cependant, les contraintes budgétaires de ces

dernières années ont fortement limité la capacité de l'État à maintenir ces prix. Début janvier 2017, le Gouvernement égyptien a annoncé que les prix d'achat pour la récolte de blé de l'année en cours seraient basés sur les prix en vigueur sur les marchés internationaux, en tant que moyenne mobile des prix payés par la GASC pour les achats d'import de blé. Cette mesure fait partie des réformes gouvernementales visant à endiguer les subventions coûteuses (USDA FAS, 2017a).

Le tableau 10 illustre la capacité des gouvernements à contrôler les prix intérieurs en comparant les prix du blé importé et de celui produit dans le pays. Dans une économie ouverte où les coûts frontaliers sont bas, on pourrait s'attendre à ce que les différences entre ces deux prix soient faibles, reflétant uniquement les coûts de douane et de transport intérieur¹¹. Bien que le tableau 10 ne prétende pas à l'exactitude, il suggère que le prix du blé produit sur le territoire national dans les pays du NENA a souvent été nettement supérieur à celui du blé importé en 2016, ce qui signifie que les organismes semi-publics céréaliers de l'État ont généralement payé davantage pour le blé cultivé au pays que pour le blé importé. Cependant, il existe également une nette tendance à la baisse des écarts entre les prix intérieurs et les prix de l'importation, reflétant une éventuelle politique de réévaluation des prix.

¹¹ Le prix à l'importation est une moyenne pondérée des prix à l'importation des CF dérivés d'appels d'offres lancés par les États au cours de l'année civile et mesurée à la frontière. Ce prix ne comprend pas les coûts à la frontière pour la conformité documentaire ou douanière, les tarifs d'importation, les droits d'accise, la TVA ou d'autres taxes et les coûts de transport terrestre. Ces facteurs ont tendance à faire augmenter le prix du blé importé mesuré à la ferme, de sorte que le coût réel de l'importation du blé est sans aucun doute plus élevé que ceux indiqués dans le tableau. Le prix intérieur est le prix moyen pondéré du producteur, mesuré à la ferme pour l'année civile. Cela n'inclut pas les coûts des subventions aux combustibles, à l'eau et aux intrants pour l'agriculteur, qui augmentent les coûts réels pour le blé produit dans le pays.

TABLEAU 10
Prix NENA du blé importé et de production nationale, 2013–2018 (USD actuels par tonne métrique)

		2013	2014	2015	2016	2017	2018
Algérie	Import	282	287	234	166	149	221
	National	567	559	447	411	378	
Égypte	Import	258	276	218	189	209	225
	National	377	388	359	286		
Iran (Rép. islamique)	Import	300	278				
	National	413	404	398	402	388	
Iraq	Import	345	330	250	242	297	310
	National	596	499	460	408	350	
Jordanie	Import	292	295	232	203	214	224
	National	530	616				
Liban	Import	317	311	256			
	National	391	391	232			
Morocco	Import				187		
	National	300	296	243	272	244	
Oman	Import	296	295	219			
	National	1 157	1 144	1 130	930	930	
Saudi Arabia	Import	303	303	235	205	221	243
	National	384	384	437	437	437	
Maroc	Import	290	279	211	192	199	221
	National	265	283	349	299		

Note: Import price is the CF border price derived from state import tenders. CF indicates that the price incorporates all costs and freight of the shipment up until it reaches the destination port. As such, this price does not include border costs for documentary or border compliance, import tariffs, excise, VAT or other taxes and inland transportation costs to the mill. Domestic price is the average weighted producer price at the farmgate.

Sources: CF import price from AgFlow, 2018; domestic producer price from FAO FAOSTAT, 2018.

On peut voir un autre exemple d'organismes paraétatiques payant des prix plus élevés pour le blé intérieur que pour les importations en comparant les prix des achats intérieurs en Iraq avec les prix à l'importation au Koweït voisin (tableau 11). Le Ministère du commerce iraquien fournit du blé aux agriculteurs à des prix considérablement supérieurs au prix du blé à

l'importation frontière du Koweït, le voisin iraquien. Même après avoir ajouté 100 USD par tonne au prix à l'importation du Koweït pour tenir compte des coûts de transport frontalier et terrestre en Iraq, le coût des importations de blé en Iraq était encore moins élevé de 200 USD par tonne en 2015 et 2016.

TABLE 11
Iraq government purchase prices for no. 1 wheat, 2015–17

Année	Prix d'approvisionnement (1000 Dinars irakiens par tonne métrique)	USD par tonne métrique (sur base de taux de change de fin d'année)	Prix frontalier du blé, CIF Koweït (USD par tonne)
	(1)	(2)	(3)
2015	795	673	309
2016	700	592	399
2017	560	473	

Sources: (1) USDA FAS, 2017b (Iraq); (2) calculé à l'aide des taux de change du FMI, 2018a; (3) calculé à partir de UN COMTRADE, 2018.

Les subventions aux intrants sont également utilisées pour encourager la culture du blé. Par exemple, en 2014 le Gouvernement iranien (République islamique d') a offert aux agriculteurs des subventions pour les semences améliorées, la mécanisation et la formation. De plus, les agriculteurs ont bénéficié de prêts à taux réduit auprès d'une banque agricole spécialisée appartenant à l'État, qui constitue la principale forme de soutien (FAO, 2014). En Algérie, le principal moyen d'augmenter la production nationale de blé est de subventionner les équipements d'irrigation, les machines, les engrais, les semences et le stockage. Le gouvernement étend également les zones irriguées afin d'atteindre ses objectifs de production (USDA FAS, 2016a). Au Maroc, le ministère de l'Agriculture a offert des subventions pour les semences certifiées de blé dur, de blé tendre et d'orge.

En 2016, les subventions sur les semences couvraient 40 à 60 pourcent des coûts (USDA FAS, 2017c). En Tunisie, le Gouvernement offre des subventions publiques pour les semences certifiées, les machines agricoles, l'eau d'irrigation et le matériel d'irrigation, ainsi qu'un soutien technique pour augmenter les rendements de blé sur les terres irriguées et un soutien public pour l'expansion des terres irriguées en blé (USDA FAS, 2018c). Le Gouvernement soutient également un meilleur accès au crédit pour les petites et moyennes exploitations agricoles, ce qui représente 62 pourcent des producteurs de céréales opérant sur 21 pourcent des terres ensemencées en céréales (USDA FAS, 2016b).

Politiques de subvention à la consommation

En plus des politiques publiques visant à accroître la production céréalière nationale, les gouvernements de la région du NENA accordent également des subventions aux consommateurs par le biais soit de subventions généralisées pour les denrées alimentaires de base (y compris la farine de blé et le pain), soit des subventions ciblées par le biais de programmes de protection sociale.

Les subventions alimentaires et le contrôle des prix sont des politiques de longue date dans la région. Au Maroc, les contrôles des prix des produits alimentaires et des subventions ont été introduits en 1941. En Tunisie et en Libye, les subventions aux produits alimentaires et aux carburants ont été introduites dans les années 1970. En Égypte, elles ont été introduites après le retrait britannique en 1956. Enfin, les subventions à la consommation en Jordanie ont une longue histoire, et les subventions aux prix des denrées alimentaires remontent aux années 1960 (Verme et Araar, 2017).

Les subventions généralisées pour le pain restent un élément central des subventions à la consommation dans les pays du NENA. En Égypte, par exemple, les prix bas (environ 0,01 USD par pain, soit environ un dixième du prix de revient) du pain «Baladi» (local) constituent l'un des piliers du programme national de subventions alimentaires (USDA FAS, 2017a). Chaque bénéficiaire a droit à 150 miches de pain par mois à ce prix et, à compter de février 2018, tout quota de pain inutilisé pourrait être converti en points permettant d'acquérir 44 autres produits alimentaires (y compris le bœuf, le poulet, le riz et le fromage) proposés au prix indiqué des épiceries appartenant à un gouvernement ou à des partenariats avec le gouvernement (USDA FAS, 2018a). En Iraq, le système de distribution publique géré par l'État fournit aux citoyens des quantités rationnées de farine de blé, de riz, d'huile végétale et de sucre. En 2010–2011, 71 pourcent des ménages irakiens ont reçu des produits à base de blé selon ce système et 64 pourcent des ménages ont reçu du riz (Iraq Knowledge Network, 2011).

Certains pays ont cependant réformé leurs politiques de subventions en s'écartant de programmes généralisés pour arriver à des programmes ciblés. Par exemple, en février 2018, la Jordanie a remplacé son programme généralisé de subventions pour le pain de froment par un programme d'assistance ciblé. Le Gouvernement fixe toujours un prix maximum du pain, mais ne subventionne plus le coût de la farine de blé fournie aux boulangeries (USDA FAS, 2018b). Le Maroc accorde également des subventions pour la farine de blé tendre, mais le volume de farine subventionnée a diminué ces dernières années (USDA FAS, 2017c). Enfin, selon le Programme national de transformation saoudien 2020, le Gouvernement saoudien envisage d'éliminer progressivement les subventions à la consommation d'ici à la fin de 2020, dans le cadre des efforts déployés par le

Gouvernement saoudien pour diversifier son économie conformément à son ambitieux programme Vision 2030. Actuellement, 500 grammes de pain samoli sont vendus à un riyal saoudien, soit 0,27 USD, et les boulangeries se procurent de la farine à un prix inférieur au coût de production de l'Organisation saoudienne des céréales (SAGO) (USDA FAS, 2018d).

Évaluation des politiques de sécurité alimentaire dans les pays du NENA

Une analyse complète à l'échelle régionale des effets et des coûts de la production de céréales et des politiques d'aide à la consommation des produits alimentaires de base dans la région NENA dépasse le cadre de la présente étude¹². Cependant, même une brève évaluation indique que ces politiques ont eu des conséquences à la fois prévues et imprévues. Les politiques de production céréalière ont soutenu la production nationale et les subventions aux aliments de base ont rendu certains aliments plus abordables pour la population, y compris les pauvres. Cependant, dans le même temps, ces politiques ont une pertinence limitée par rapport au concept de sécurité alimentaire entériné par le Sommet mondial de l'alimentation de 1996. De plus, elles ont eu des coûts substantiels pour les budgets des États, elles ont entravé la production agricole en fonction de l'avantage comparatif et eu des effets secondaires non désirés sur l'environnement, la nutrition et les distorsions du marché.

Pertinence des politiques de sécurité alimentaire

Les politiques de sécurité alimentaire, telles qu'elles sont couramment comprises dans la région NENA, ont une pertinence limitée pour le concept de la sécurité alimentaire telle qu'approuvée par les États Membres lors du Sommet mondial de l'alimentation de 1996. Les politiques visant à accroître la production nationale des denrées alimentaires ne pourraient assurer un approvisionnement en nourriture plus stable que celui obtenu des importations. Les sécheresses domestiques et le changement climatique, auxquels la région NENA est particulièrement vulnérable, peuvent avoir pour résultat, des approvisionnements plus instables que l'approvisionnement en aliments provenant de marchés internationaux géographiquement diversifiés et de régions en croissance.

¹² Des études spécialisées notables pour évaluer les politiques des producteurs incluent les chiffres de la Banque mondiale sur les subventions à la production céréalière jusqu'en 2009 ou 2010 au Maroc, en Égypte et au Soudan (Andersen, Nelgen et Valenzuela, 2013), et McGill, et al. (2015) calculs des gains de profit par ha pour les exploitations vendant du blé aux prix d'achat publics par rapport aux prix du marché en Égypte en 2012/13. Sur les subventions à la consommation, Banque mondiale (2014a), Ecker et al. (2016), Sdravlevich et al. (2014), Verme et al. (2017) et Devereux (2015) ont tous estimé les coûts budgétaires des subventions aux produits de consommation et aux carburants.

Les faibles taux d'autosuffisance alimentaire et le déficit du commerce alimentaire ne constituent pas en soi un problème pour la sécurité alimentaire nationale. De nombreux pays à travers le monde dépendent en partie ou en totalité des importations pour satisfaire leurs besoins alimentaires. Un approvisionnement adéquat en aliments importés peut être assuré si la valeur des exportations totales est suffisante pour les couvrir et si leur part est relativement stable dans le temps. La part des importations totales de produits alimentaires dans les exportations totales de marchandises peut être utilisée comme indicateur pour évaluer la capacité d'un pays à maintenir ses importations de produits alimentaires (tableau 12). Si les importations de produits alimentaires représentent une part faible et stable des exportations de marchandises, un pays devrait être en mesure de maintenir ce niveau d'importations. Toutefois, si la part des importations de produits alimentaires dans les exportations totales de marchandises est importante et instable, cela peut signifier que les importations de produits alimentaires de ce niveau ne sont pas durables.

Pour l'ensemble du monde, la part des importations de produits alimentaires dans les exportations totales de marchandises est d'environ 5 pourcent. La moyenne NENA a été d'environ 8 pourcent ces dernières années (2011–2013), et a affiché une tendance à la baisse par rapport aux années précédentes.

Seule la République arabe syrienne, pays engagé dans un conflit civil depuis 2011, avait enregistré des importations de produits agricoles élevées et instables dans ses exportations de marchandises en 2011–2013. Quelques autres pays du NENA ont eu des niveaux d'importations de produits alimentaires relativement élevés comparés à leurs exportations, mais ces importations sont restées assez stables dans le temps. Le Liban, l'Égypte, la Jordanie, le Yémen et le Soudan ont des factures d'importation stables qui dépassent 30 pourcent des exportations totales de marchandises. Ce sont les pays de la région probablement les plus vulnérables aux risques liés à la flambée des prix mondiaux des produits alimentaires, tels que ceux de la crise alimentaire mondiale de 2007–2008.

TABLEAU 12

Valeur des importations agricoles en pourcentage de la valeur des exportations de marchandises, 2011–2013 (en pourcentage)

	Importations agricoles comme pourcentage d'exportation de marchandise (%)	Statuts des importations agricoles (Stable/Volatile)
Total NENA	8	Stable
Pays		
Palestine	74	Volatile, 1990–2002
Rép. arabe syrienne	58	Volatile depuis 2007
Liban	58	Stable
Égypte	49	Stable
Jordanie	44	Stable
Yémen	39	Stable
Soudan	34	Stable
Maroc	25	Stable
Mauritanie	17	Stable
Tunisie	15	Stable
Algérie	15	Stable
Iran (Rép. islamique)	11	Stable
Libye	9	Stable
Iraq	9	Volatile, 1990–99
Bahreïn	8	Stable
Arabie Saoudite	6	Stable
Oman	5	Stable
Émirats arabes unis	4	Stable
Koweït	3	Stable
Qatar	2	Stable

Au-delà de ces aspects financiers garantissant un approvisionnement stable en aliments pour la population d'un pays, les stratégies de gestion des risques utilisées dans la région pour assurer un approvisionnement alimentaire stable sont des politiques raisonnables qui ont fait leurs preuves dans la réduction des risques du commerce international (Chance, 2017). En atténuant les risques du commerce international, ces politiques contribuent à la sécurité des approvisionnements alimentaires et, de ce fait, à la sécurité alimentaire.

Une deuxième différence fondamentale entre la «sécurité alimentaire», telle qu'approuvée lors du Sommet mondial de l'alimentation de 1996, et les politiques de sécurité alimentaire en vigueur dans la région NENA concerne les subventions non ciblées aux produits alimentaires. Les gouvernements de la région NENA dépensent des sommes substantielles en subventions généralisées à la consommation pour l'énergie et l'alimentation, et relativement peu en programmes de protection sociale en faveur des pauvres et des marginalisés (FAO, 2017a). Bien que les deux types de programmes puissent potentiellement jouer un rôle dans l'amélioration de l'accès économique des pauvres à la nourriture, les subventions générales à la consommation appliquées dans la région sont coûteuses et peuvent ne pas être durables, car une grande partie des avantages sont accordés aux non-pauvres. Ils ont donc une efficacité et une efficacité douteuses en tant que mesures de protection sociale. L'amélioration de l'état de la sécurité alimentaire des pauvres serait mieux réalisée par le biais de politiques de transferts monétaires spécifiquement destinées aux pauvres..

Efficacité des politiques de production alimentaire pour la sécurité alimentaire

L'efficacité d'une politique décrit sa capacité à atteindre un objectif tout en minimisant les effets secondaires susceptibles d'empêcher sa réalisation. Par exemple, alors que les politiques nationales de production céréalière sont perçues comme offrant des avantages à la sécurité alimentaire par le biais de l'atténuation des risques du commerce international, elles pourraient avoir des coûts qui ont tendance à surpasser les avantages. Une approche plus prudente visant à garantir la sécurité alimentaire doit peser avec soin les coûts de ces politiques par rapport aux avantages supplémentaires qu'elles peuvent offrir pour atténuer les risques du commerce international.

En prenant l'exemple du blé, les coûts pour l'économie des politiques de soutien de la production nationale se divisent en quatre catégories:

(1) Perte nette de PIB. Les pays ont un avantage comparatif dans la fabrication de produits qui font un usage intensif des facteurs avec lesquels ils sont relativement bien dotés.

Les pays NENA sont généralement relativement bien dotés en main-d'œuvre (à l'exception de ceux du CCG), mais disposent de ressources relativement limitées en terres et en eau cultivables. On peut donc s'attendre à ce que les pays NENA aient un avantage comparatif dans la production de produits végétaux et d'élevage moins intensifs en terres et en eau et plus intensifs en main-d'œuvre. Les céréales et les oléagineux sont des cultures qui nécessitent assez de terre et d'eau dans les conditions agro-climatiques de la plupart des pays NENA. En revanche, les cultures horticoles sont des cultures à forte intensité de main-d'œuvre dont les productivités économiques en eau et en terres sont beaucoup plus élevées que leurs équivalentes pour les céréales et les oléagineux (Elbehri et Sadiddin, 2016; Santos et Ceccacci, 2015).

Les programmes de production de blé impliquent l'expansion de la surface de blé au détriment des autres cultures. Parfois, le blé est une culture pluviale, mais il est souvent irrigué. Bien que chaque pays du NENA diffère par ses dotations exactes, la substitution du blé à des fruits et légumes à plus forte intensité de main-d'œuvre entraîne souvent une perte de PIB par rapport à ce que l'agriculteur aurait pu cultiver par différentes cultures. Afin de mieux cerner ceci, considérons l'exemple du blé, des légumes et des fruits en Égypte. Le tableau 13 indique la superficie récoltée, le rendement, le prix à la production et la valeur de la production par hectare de blé, de tomates, de fraises, de laitue et d'oignons en Égypte en 2014 et 2015.

TABLEAU 13

Égypte: valeur de la production de blé, de tomates, de fraises, de laitue et d'oignons, 2014–2015

	Denrée	Unité	Blé	Tomate	Fraise	Laitue	Oignon
Superficie cultivée, rendement et prix, 2013–15							
1	Superficie cultivée 2014	ha	1 425 060	214 016	6 509	4 541	68 487
2	Superficie cultivée 2015	ha	1 457 506	196 853	9 614	4 514	83 042
3	Rendement 2014	t/ha	6,5	38,7	43,6	24,9	36,6
4	Rendement 2015	t/ha	6,6	39,3	45,3	22,9	36,7
5	Prix réel producteur 2014	USD/t	388	207	346	63	136
6	Prix réel producteur 2015	USD/t	359	200	333	58	131
7	«Prix de rareté» 2014	USD/t	276	207	346	63	136
8	«Prix de rareté» 2015	USD/t	218	200	333	58	131
Valeur de production par hectare, 2014 et 2015							
9	Valeur de production par hectare, moyenne 2014 et 2015, au prix réels	USD/ha	2 444	7 938	15 060	1 455	4 878
10	Valeur de production par hectare, moyenne 2014 et 2015, au prix de rareté*	USD/ha	1 622	7 938	15 060	1 455	4 878

* Le «prix de rareté» du blé correspond approximativement au prix à l'importation des CF. Pour les autres cultures, il est supposé être identique au prix réel à la production.

Sources: Lignes 1 à 6, FAO FAOSTAT, 2018; lignes 7 et 8, tableau 10 et lignes 5 et 6; les lignes 9 et 10 sont des calculs basés sur les lignes précédentes (par exemple, la ligne 9 = ligne 1* ligne 3* ligne5; ligne 10 = ligne2*ligne6*ligne8).

Les lignes 9 et 10 du tableau 13 indiquent la valeur moyenne de la production par hectare pour les cinq cultures de 2014 et 2015. Même si les prix à la production du blé étaient les plus élevés en 2014 et 2015, la valeur de la production par hectare de blé est plus faible par rapport à tous les légumes, sauf la laitue. Le message principal du tableau 13 est que le blé est un produit de valeur relativement faible à comparer aux légumes dont la production peut générer un rendement brut plus élevé par hectare. Cela est vrai si nous utilisons les prix réels à la production ou le prix à l'importation du blé afin de se rapprocher d'un prix du blé non subventionné. Les lignes 9 et 10 impliquent que, si l'on réduisait la superficie totale du blé et la superficie des légumes (à l'exception de la laitue), il en résulterait une augmentation nette de la valeur totale de la production agricole (et du PIB).

L'analyse présentée ici est une généralisation, qui s'appliquerait à beaucoup de pays NENA, mais pas à tous. Le Soudan, en particulier, constitue une exception, car il est riche en ressources de terres et d'eau. Certains pays de la région (Soudan, Yémen, Maroc et Jordanie) peuvent avoir un avantage comparatif dans la production de produits d'origine animale. De plus, les pays du CCG ont une telle pénurie de main-d'œuvre et d'eau que la culture intensive de légumes, même de grande valeur, coûte probablement très cher. Cependant, la plupart des pays de la région sont bien dotés en main-d'œuvre, mais disposent de ressources en

eau et en terres rares. L'exemple de l'Égypte convient très bien à ces pays.

(2) Absence de pressions concurrentielles. La protection et les contrôles dans les pays NENA s'étendent bien au-delà des marchés des céréales, couvrant une grande partie du secteur alimentaire. Le tableau 14 illustre l'ampleur de la protection des produits alimentaires nationaux dans les pays NENA. Les tarifs moyens des Nations les Plus Favorisées (NPF) dans les pays NENA pour les produits agricoles sont parmi les plus élevés au monde, se classant parmi les pays ayant les tarifs les plus élevés en 2016, tels que la Corée (56.9), la Turquie (43.2), le Bhoutan (41.8), la Norvège (39.9), la Suisse (34.2), l'Inde (32.7), la Thaïlande (31.0), le Zimbabwe (26.4) et l'Islande (24.4) (Profils tarifaires de l'OMC 2017, 2018). Rappelons que, l'Union européenne, à qui l'on reproche souvent des politiques tarifaires très restrictives, a appliqué un taux de droit appliqué moyen simple pour le secteur NPF de l'agriculture à 11.1 pourcent en 2016. Tous les pays NENA non membres du CCG (à l'exception du Yémen) pour lesquels nous disposons les données ont atteint ou dépassé ce taux.

TABEAU 14
Moyenne simple des droits appliqués aux nations les plus favorisées (NPF), classée par niveau de protection de l'agriculture, 2016

Pays	Tarif moyen NPF		Par groupe de produit:						
	Non ag	Ag	Prod Animal	Laitier	Fruits, lég., plantes	Céréales	Sucre	Boiss. et tabac	Poisson et prod
Égypte	10,7	61	15	6,1	12,5	12,9	14,6	803	9,6
Tunisie	8,3	31	36	35,2	33,3	32,2	36	35,5	33,8
Soudan	19,7	30,3	34,9	38,9	36	23,6	22,9	40	39,5
Maroc	8,9	27,6	69,8	50,9	26,2	21,7	20,2	35,9	15,6
Rép. arabe syrienne	15,3	24	24,7	20,9	37	21,9	8,8	49,5	16,5
Algérie	18,1	23,4	27,9	22,7	25,5	23,5	23,8	26,8	29,7
Jordanie	8,6	16,8	10,7	8,2	19,8	10,4	7,2	78,2	10,7
Liban	4,1	15,1	7,8	19,8	33,3	7,9	6,3	21,4	5
Mauritanie	12,2	11,1	18,3	14,5	7,8	11,1	7,7	18,3	19,8
Oman	4,7	11	18	5	5,7	3,2	4,2	58,2	3,6
Yémen	7	10,4	12	6	16,2	6,4	5,4	12,9	24,6
Arabie Saoudite	5	6,1	3,5	5	3,5	3,6	4	47	3,6
Qatar	4,6	5,7	5,7	5	3,3	3,2	3,5	44	3,6
Bahreïn	4,6	5,6	2,8	5	3,3	3,2	3,5	42,2	3,6
Émirats arabes unis	4,6	5,5	2,8	5	3,3	3,2	3,5	41,2	3,6
Koweït	4,6	5,1	2,8	5	3,3	3,2	3,5	32,9	3,6

Source: Profils tarifaires de l'OMC 2017, 2018.

Les céréales et les produits céréaliers ne constituent pas le secteur alimentaire le plus protégé des pays NENA. Les produits d'origine animale, les produits laitiers, les boissons et le tabac semblent avoir des droits de douane plus élevés. Les tarifs ont tendance à faire monter les prix intérieurs des consommateurs et des producteurs au-dessus des prix mondiaux, réduisant ainsi la compétitivité des producteurs nationaux par rapport aux producteurs internationaux. Par exemple, les droits de douane élevés appliqués aux céréales importées en Tunisie n'augmentent pas seulement le prix des céréales vendues dans le pays; ils augmentent également les coûts de production de viande et de lait dans le pays, dans la mesure où les bovins et les vaches consomment des céréales dans leurs rations. Même si l'État accorde des subventions aux consommateurs et aux producteurs pour compenser les prix élevés et les coûts de production élevés, il n'en reste pas moins que les producteurs subissent peu de pressions concurrentielles des prix mondiaux.

Le contrôle des prix de gros et de détail et des marges est une autre politique qui vise apparemment à assurer la sécurité alimentaire, mais qui a pour effet direct de réduire les pressions concurrentielles et d'étouffer l'innovation. Ce sont les instruments utilisés pour fournir des subventions alimentaires généralisées à la population. Si les producteurs étaient autorisés à répercuter leurs coûts de production élevés sur les consommateurs, les populations trouveraient leurs aliments de base plus chers que dans d'autres pays. Afin de protéger les consommateurs urbains de ces coûts, des contrôles de prix et de marge sont introduits pour la farine et/ou le pain et autres denrées alimentaires de base, et des subventions sont offertes aux moulins ou aux boulangers pour compenser les coûts élevés des matières premières. Le tableau 15 montre un exemple de la Tunisie, mais tous les pays NENA dotés de subventions alimentaires le font par le biais de contrôles des prix et des marges. La quantité de contrôles dans le tableau 15 est surprenante. À l'exception de certaines viandes, il n'y a pratiquement pas de prix ou de marges alimentaires non contrôlés.

TABLEAU 15
Tunisie: Produits soumis à des contrôles de prix ou de marge

Produits et services dont les prix sont contrôlés à tous les niveaux de la distribution	Produits et services dont les prix sont contrôlés au niveau de la production	Produits soumis à un contrôle des marges de distribution
Pain subventionné	Levure de boulanger	Riz
Farine et semoule subventionnées	Bière	Fruits
Couscous et pâtes subventionnés	Barils et emballage métallique	Légumes, plantes et condiments
Huiles alimentaires subventionnées	Moteur de véhicules	Volaille
Sucre subventionné	Lime, ciment et barres renforcée	Œufs
Papiers, cahiers de textes et de notes, livres d'exercice scolaires subventionnés	Gaz comprimé	Son et dérivés de la mouture
Thé		Café torréfié
Médicaments et procédures médicales		Beurre
Carburant		Pâte de tomate
Électricité, gaz et eau		Cubes de sucre
Transport passager		Levure
Lait régénéré subventionné		Bière
Services de communications postales (les tarifs pour les services de communications qui entrent dans le cadre des services de télécommunications universelles ne peuvent dépasser les plafonds maximaux)		Tabac
Tabac, allumettes et alcool		Sel
Services portuaires		Ciment artificiel
Boissons chaudes (café et thé) servis dans des Cafés ou Bars		Ciment blanc
		Barres renforcées
		Conserves métalliques
		Auto véhicules
		Encre scolaire
		Gaz comprimé
		Papier scolaire
		Livres scolaires
		Poudre lactée pour enfant

Source: Banque mondiale, 2014b, p. 94, citant le décret du Gouvernement tunisien 31–1996 (23 décembre 1991) modifié par le Décret 95–1142.

Une autre politique visant apparemment à assurer la sécurité alimentaire est le contrôle d'une part substantielle du commerce et de la production de produits alimentaires par le biais d'entreprises publiques ou semi-publiques. Ces organisations sont les outils utilisés pour réguler les marchés, en plus des programmes de subventions. Comme indiqué précédemment, tous les pays NENA, à l'exception du Yémen, semblent avoir des entreprises commerciales d'État et des offices de commercialisation des céréales. Les offices de commercialisation interviennent sur les marchés agricoles en réglementant la production, la distribution et la commercialisation des produits agricoles. En Tunisie, par exemple, l'Office de commercialisation des céréales s'occupe de l'importation, de la collecte et du transport des céréales. L'Office de commercialisation des huiles est responsable de l'importation des huiles et de l'exportation de l'huile d'olive. Bien qu'elle ne détienne pas le monopole de l'exportation de l'huile d'olive, elle contrôle l'accès aux quotas de l'UE sans droits de douane. Le bureau commercial en Tunisie est le seul importateur de café, de sucre et de pommes de terre. Bien que la part des marchés des produits de base contrôlés par ces entreprises semi-publiques soit relativement petite, ils utilisent d'autres moyens pour influencer les marchés, tels que la délivrance de certificats de qualité aux exportateurs privés (Banque mondiale, 2014b).

Les mesures de protection tarifaires et non tarifaires, les contrôles des prix et des marges et la réglementation omniprésente ont pour effet de rendre les marchés des produits alimentaires des pays NENA non concurrentiels, hautement non transparents et contrôlés. De tels marchés se caractérisent par une qualité médiocre, des coûts de production élevés et une faible diversité. Au-delà, ils créent des opportunités pour les marchés à la recherche de rente, du favoritisme et des initiés.

Il est difficile de voir comment ce degré de contrôle renforce la sécurité alimentaire des pays de la région NENA. L'agriculture protégée, la production subventionnée et les subventions alimentaires ne contribuent pas à la mise en place d'un secteur agroalimentaire compétitif, capable de produire et d'exporter en fonction de l'avantage comparatif. Ils entraînent plutôt des coûts de production élevés en raison de l'absence de pressions concurrentielles et d'une faible productivité agricole, qui limitent tous deux la transformation rurale.

(3) *Coûts budgétaires.* Les coûts les plus apparents des politiques de soutien interne pour les céréales sont liés à leur impact fiscal. Si les gouvernements paient beaucoup plus pour la production nationale de blé que les importations, les coûts supplémentaires constituent un fardeau fiscal évitable pour l'État. Pour illustrer l'ampleur de ces coûts supplémentaires, un exemple contrefactuel de l'Égypte est utilisé pour montrer ce qui se serait passé si l'Égypte avait conservé sa politique de 2015–2016 de prix d'achat élevés pour le blé pour les périodes 2016–2017 et 2017–2018. L'État égyptien a acheté 4,9 millions de tonnes de blé à ses agriculteurs en 2015–2016 et 3,4 millions de tonnes en 2016–2017 (communication personnelle de Mohammed Elgammal, 23 mai 2018). Si l'État avait maintenu le rapport 2015–2016 entre le prix d'achat et le prix à l'importation des CF à 1,9 (tableau 16, ligne 4), le prix d'achat aurait été de \$358 par tonne. Cela aurait signifié que l'État égyptien paierait 368 millions d'USD en coûts supplémentaires, sans compter les subventions aux intrants pour les agriculteurs (tableau 16, ligne 9). Les recettes du budget de l'État égyptien pour la campagne de commercialisation 2016/17 ont été estimées à 48 milliards d'USD. Ainsi, les coûts supplémentaires liés aux prix d'achat élevés du blé auraient représenté à eux seuls environ 0,8 pourcent des recettes de l'État. En 2017–2018, basée sur des hypothèses similaires, cette somme aurait atteint 1,35 pourcent des recettes budgétaires. Ces coûts additionnels auraient amené le gouvernement égyptien à annoncer le 5 janvier 2017 que le prix à payer pour le blé local qui sera récolté à partir de la mi-avril serait basé sur le prix international moyen annoncé du blé, que l'Autorité générale pour les produits de base (GASC) verse via son processus d'appel d'offres (USDA FAS, 2017a). Le prix d'achat intérieur égyptien et le prix à l'importation étaient presque identiques en 2017–2018, après avoir été sensiblement différents les années précédentes (tableau 16, ligne 4).

TABLEAU 16

Égypte: coûts des contribuables pour les politiques de sécurité alimentaire dans le cadre de scénarios contrefactuels pour 2016/2017 et 2017/2018

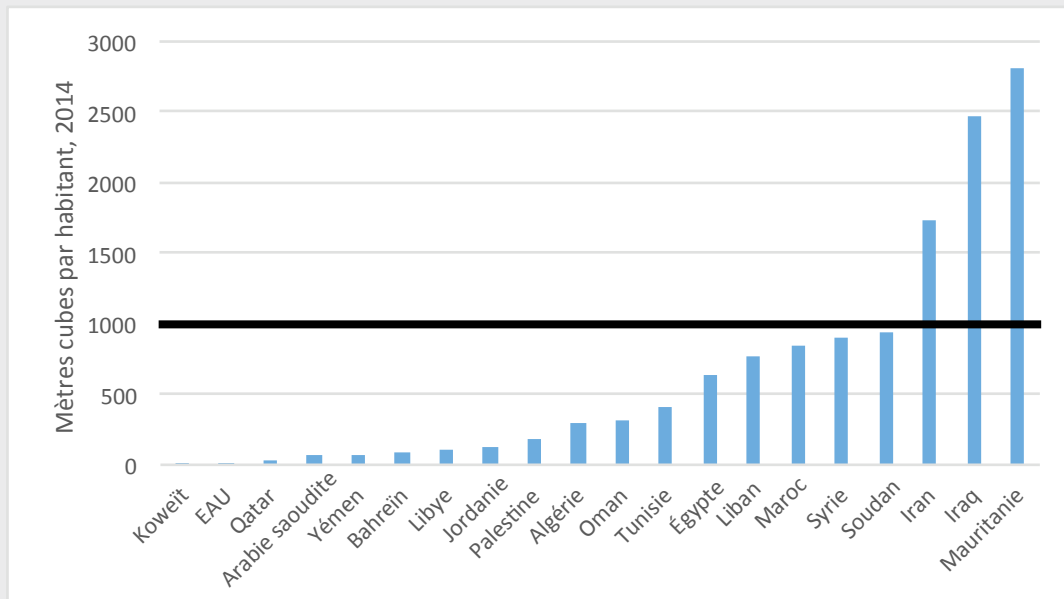
			2015/2016	2016/2017	2017/2018
1	Prix du blé	Import (USD/tonne)	189	188	202
2		Local (EGP/ardab)		415	565
3		Local (USD/tonne)	359	250	209
4		Note: Ratio: Local/prix import	1,90	1,33	1,04
5		Prix local contrefactuel avec même ratio que prix import en 2015/16 (USD/tonne)	359	358	384
6	Quantité d'approvisionnement GASC	Million tons	4,9	3,4	3,6
7	Prix d'approvisionnement réel GASC	Million USD	1 759	850	753
8	Prix d'approvisionnement GASC selon des scénarios contrefactuels	Million USD	1 759	1 218	1 381
9	Différence: surpaye pour le blé GASC national selon les scénarios contrefactuels (ligne 8, ligne 7)	Million USD	0	368	628
10	Recettes du budget égyptien (MY)	Billions EGP	561	662	831
11	Recette du budget égyptien (MY)	Billions USD	63	48	46
12	Surpaye en % des recettes du budget	%	0	0,77	1,35

Sources: Les prix à l'importation sont les prix contractuels de MY CF provenant d'AgFlow (2018); Les prix intérieurs 2016–2017 et 2017–2018 proviennent d'une communication personnelle de Mohammed Elgammal (23 mai 2018); Prix intérieur 2015–2016 de FAO FAOSTAT (2018); Quantité d'approvisionnement GASC issue d'une communication personnelle de Mohammed Elgammal (23 mai 2018); Les coûts d'achat réels de GASC sont calculés comme suit: ligne 3*ligne 6; Les coûts d'achat de GASC sous hypothétique sont calculés comme suit: ligne 5*ligne 6; recettes budgétaires égyptiennes du FMI pour l'année civile (2018b). Les revenus de la campagne de commercialisation sont estimés comme la somme de la moitié de chaque année civile de la campagne de commercialisation; la ligne 12 est la ligne 9/ligne 11*100.

(4) *Coûts environnementaux.* La culture du blé, plutôt que des cultures alternatives moins consommatrices d'eau, a des coûts environnementaux, car elle augmente l'utilisation non durable des ressources en eau dans la région NENA au-dessus du niveau qui prévaudrait si des cultures moins intensives en eau étaient cultivées. Certes, le véritable coupable de cette évaluation est la politique de l'eau dans la région. Cependant, les politiques de sécurité alimentaire ne font qu'exacerber les dommages environnementaux à long terme causés par les politiques de l'eau. La politique de l'eau dans la région NENA est un facteur majeur dans l'exploitation à long terme non durable des eaux de surface et souterraines, entraînant l'épuisement des aquifères souterrains sur lesquels dépend fortement le Proche-Orient (Banque mondiale, 2018a). Sur les 20 pays de la région NENA, 13 ont retiré plus d'eau douce en 2014 que de ressources renouvelables disponibles (FAO AQUASTAT, 2018).

Le coût de l'eau pour les agriculteurs est de loin inférieur au coût réel de la rareté de l'eau et la consommation d'eau est peu mesurée dans la région. Par ailleurs, la plupart des pays de la région du NENA se situent en dessous de la limite généralement admise (PNUD, 2006) de pénurie d'eau de 1 000 m³ par habitant et par an de ressources en eau renouvelables (figure 8). Pourtant, la région a les tarifs les plus bas au monde, subventionne la consommation d'eau (environ 2 pourcent du PIB) et sa productivité totale en eau ne représente que la moitié de la moyenne mondiale (Banque mondiale, 2018a).

FIGURE 8
Eau renouvelable annuelle par habitant, 2014



Source: FAO AQUASTAT, 2018.

Nous pouvons illustrer à quel point le blé représente une culture qui consomme beaucoup d'eau par rapport à d'autres cultures en comparant la productivité en eau d'une culture à l'autre. La productivité de l'eau utilisée dans la production agricole pourrait être mesurée de différentes manières. La productivité physique de l'eau est le rapport entre la production agricole et le volume d'eau consommé lors de la production de ce produit. La productivité économique de l'eau peut être définie comme la valeur de la production par unité d'eau utilisée. L'eau « utilisée » signifie qu'elle est (1) épuisée par évapotranspiration, (2) absorbée dans un produit, (3) s'écoule vers un endroit où elle ne peut pas être facilement réutilisée, ou (4) elle devient fortement polluée (Molden, *et al.*, 2010).

Le concept de productivité physique de l'eau doit être interprété avec prudence. Premièrement, chaque variété de culture sous un climat donné a une relation définie entre la biomasse végétale produite et l'évapotranspiration de l'eau. Par exemple, des cultures telles que le blé et l'orge produisent moins de biomasse par goutte d'eau que le maïs et la canne à sucre, tandis que des cultures telles que l'ananas sont celles qui consomment le moins d'eau. Cependant, la biomasse produite ne correspond pas à la portion de chaque culture ou produit agricole commercialisée ou ingérée. Pour mesurer la partie utilisable du produit agricole, il est nécessaire de comparer le produit agricole (qui exclut généralement une grande partie de la biomasse non utilisable) au volume d'eau utilisé.

Le tableau 17 (colonne 1) montre que la productivité physique de l'eau résultant de la culture de fruits et légumes est la plus élevée, suivie par les céréales, les arachides et les produits de l'élevage. Deuxièmement, il existe de nombreux facteurs supplémentaires qui déterminent la productivité physique en eau des plantes et autres produits agricoles. Par exemple, la faible fertilité du sol, les maladies des plantes, les ravageurs et le moment choisi pour l'arrosage et la plantation peuvent tous limiter le rendement et par conséquent la productivité de l'eau des cultures. Par extension, plus un agriculteur peut contrôler ces autres facteurs, grâce à l'irrigation, à des pratiques agronomiques appropriées, à la fertilisation et au contrôle des maladies des plantes et des parasites, plus la productivité physique en eau peut être atteinte.

Une région fortement soumise à des contraintes hydriques telles que la région du NENA semblerait avoir un avantage naturel dans la production de fruits et légumes et un inconvénient dans la production de céréales et de produits de l'élevage, parce que les premiers ont une productivité économique en eau supérieure à celle des derniers. En effet, dans les pays NENA, les produits les plus payants par mètre cube d'eau utilisé sont les légumes et les fruits, suivis des olives, des dattes et des lentilles, suivis des céréales et du bœuf (tableau 17, colonne 3).

TABLEAU 17
Productivité moyenne de l'eau pour certains produits

	Productivité physique moyenne en eau (kg par M ³)*	Prix producteur moyen au NENA, 2010-16 (USD par kg)**	Productivité moyenne économique d'eau (USD par M ³ d'eau dans la production de denrées agricoles)
	(1)	(2)	(1)*(2)=(3)
Tomate	12,5	0,49	6,18
Oignon	6,5	0,41	2,64
Pomme	3,0	0,84	2,51
Patate	5,0	0,45	2,23
Olive	2,0	0,94	1,89
Datte	0,6	1,78	1,07
Lentille	0,7	1,23	0,86
Viande bovine	0,1	7,07	0,71
Riz	0,9	0,67	0,60
Fèves	0,6	0,90	0,54
Mais	1,2	0,43	0,51
Arachide	0,3	1,20	0,36
Blé	0,7	0,50	0,35

Remarque: *Calculé comme la moyenne des minima et des maxima énumérés dans Molden *et al.*, 2010. **Moyenne des pays NENA, 2010-2016, FAO FAOSTAT, 2018.

Sources: FAO FAOSTAT, 2018; Molden *et al.*, 2010.

En raison des prix artificiellement bas de l'eau dans la région, son utilisation ne sera probablement pas déterminée par sa productivité physique ni par sa productivité économique. Toutefois, ceci ne change pas le fait qu'en termes de conséquences environnementales, le blé est l'une des cultures les plus non durables pour l'environnement parmi toutes celles considérées dans le tableau 17

du seul fait qu'il utilise plus d'eau par kilogramme de produit ou par dollar gagné. Cette conclusion est confirmée par une étude sur l'adaptation de l'agriculture au changement climatique face à la pénurie d'eau en Égypte, en Jordanie et au Liban (Elbehri et Sadiddin, 2016).

Efficacité des subventions généralisées à la consommation pour la sécurité alimentaire

Les politiques généralisées de subvention à la consommation sont également des instruments inefficaces pour garantir la sécurité alimentaire telle que conçue par le Sommet mondial de l'alimentation de 1996. Les politiques de subvention à la consommation dans la région NENA comportent deux types de coûts: les coûts économiques pour les contribuables et aux consommateurs du fait de soutenir ces politiques et les coûts de santé découlant d'un régime alimentaire faussé par ces subventions pour inclure une consommation excessive de céréales.

(1) *Coûts budgétaires.* Les coûts statiques des subventions à la consommation pour les budgets gouvernementaux ont été un thème important de recherche et des discussions politiques au cours des dernières années (Banque mondiale, 2014a; Ecker, et al, 2016; Sdralevich, et al., 2014; Verme, et al., 2017; Devereux, 2015). Les subventions généralisées symbolisent un fardeau fiscal considérable pour les gouvernements de la région, représentant moins de 1 à 21 pourcent du PIB entre 2008 et 2013. Bien que la majeure partie des coûts budgétaires découle de subventions aux carburants, des pays tels que l'Égypte et l'Iraq ont toujours d'importantes subventions alimentaires aux consommateurs. De plus, le fait que les coûts fiscaux soient effectivement répercutés sur le contribuable n'est pas toujours apprécié bien que les aspects fiscaux de ces coûts soient souvent pris en compte. Les systèmes de subventions généralisées sont souvent responsables de la qualité médiocre des services publics. En maintenant les prix bas, le gouvernement supporte des pertes conséquentes qu'il répercute sur ses citoyens (y compris les entreprises) sous la forme de taxes plus élevées et en fournissant des services de moindre qualité.

Le fardeau fiscal associé aux subventions des produits de consommation (et aux carburants) a incité les gouvernements à les réduire au cours des dernières années. Ceux-ci ont notamment consisté à réduire la portée et le montant des subventions et à les convertir partiellement en transferts monétaires. Bien que les réformes des subventions alimentaires aient généralement été bien accueillies, elles visaient en grande partie à limiter le fardeau fiscal des subventions, et n'ont pas traité l'impact plus large de l'ensemble du système de participation de l'État à la commercialisation, à l'importation, à la distribution de nourriture par l'état.

La domination par l'État de la majeure partie de la commercialisation, de l'importation, de la distribution, de la transformation et du stockage du blé et de la farine doit être réévaluée, car elle risque d'empêcher l'investissement dans le secteur privé et l'innovation de la production alimentaire, la transformation et la commercialisation du blé et des produits dérivés.

(2) *Coûts nutritionnels.* Le deuxième coût des subventions au pain pour les consommateurs est la contribution qu'ils ont apportée au régime alimentaire pauvre de la région NENA. Étant donné que les subventions alimentaires existent dans la région NENA depuis plus de 50 ans, le fait d'établir une relation de cause à effet entre elles et les conséquences de la malnutrition représente un défi. Ecker et al. (2016) ont trouvé une relation statistique indiquant que des subventions alimentaires plus élevées en Égypte augmentaient le risque de malnutrition chez les enfants et leurs mères, en particulier le risque de surpoids. Cependant, au-delà de cette étude nationale, il est clair que les régimes alimentaires dans la région NENA sont assez différents de ceux des autres régions du monde en développement. Toutes les économies de la région NENA ont un revenu moyen ou élevé, à l'exception du Yémen (à faible revenu), selon la dernière classification par la Banque mondiale (Banque mondiale, 2018c). Cela laisserait supposer que les régimes alimentaires seraient plus ou moins similaires à la moyenne mondiale, se rapprochant peut-être des niveaux des pays à revenu élevé pour certains indicateurs. Cependant, en de nombreux points, les régimes alimentaires du NENA ressemblent plus à ceux des pays les moins développés.

Trois indicateurs généralement associés à la hausse des revenus sont pris en compte ici: le nombre total de calories dans le régime alimentaire, la portion de produits d'origine animale et la portion de calories provenant de céréales et de racines féculentes. Les régimes alimentaires dans la région NENA sont étonnamment riches en calories. Avec plus de 3 000 kcal par habitant et par jour, le nombre total de calories dans la région NENA est plus élevé que la moyenne mondiale (tableau 18, ligne 1). Cependant, les deux tiers de ces calories proviennent des glucides et du sucre, alors que seulement 12 pourcent des calories proviennent de produits d'origine animale et 9 pourcent de fruits et de légumes. Considérons, d'abord, la disponibilité moyenne de produits animaux en tant que portion des calories totales dans la région NENA, dans le monde, dans les PMA et dans l'UE. Bien que le NENA se classe parmi les pays à revenu intermédiaire, les consommateurs de cette région consomment très peu de produits d'origine animale. Avec 12 pourcent, cette proportion est plus proche de celle des PMA que de la moyenne mondiale. Cela rend les pays NENA très éloignés de la consommation de viande, consommant moins de viande par habitant que dans d'autres pays ayant un revenu par habitant similaire (37,4 kg par habitant et par an, tableau 18, ligne 3) (FAO FAOSTAT, 2018). La FAO (2017a) affirme qu'une augmentation de la consommation de produits d'origine animale dans la région NENA serait une façon raisonnable de suivre le reste du monde pour augmenter les protéines dans le régime alimentaire et réduire le retard de croissance des enfants.

TABLEAU 18
Régime alimentaire NENA dans une perspective comparative, 2013

	2013	NENA	Monde	PMA	Union Européenne (28)
1	Grand Total (kcal/capita/jour)	3 060	2 884	2 348	3 409
2	Produits d'origine animale (viande, produit laitier, poisson) (%)	12	18	8	29
3	<i>Note: Viande et abats uniquement en kg/cap/an</i>	37,4	45,5	15,7	84,1
4	Produit d'origine végétale (%)	88	82	92	71
5	1. Parmi lesquels, Céréales et racines féculentes (%)	55	50	67	32
6	<i>Note: en kg/cap/an</i>	226,5	210,4	236,7	197,1
7	2. Parmi lesquels, Sucre et Édulcorants (%)	9	8	5	11
8	<i>Note: en kg/cap/an</i>	30,4	24,7	11,7	39,6
9	3. Parmi lesquels, Fruits and légumes (%)	9	7	4	6
10	<i>Note: en kg/cap/an</i>	259,7	218,4	86,9	213,1
11	4. Parmi lesquels, Huiles végétales (%)	9	9	7	14
12	5. Parmi lesquels, Autres (%)	6	8	9	9

Source: FAO FAOSTAT, 2018.

La contrepartie de la faible consommation de produits d'origine animale est la consommation élevée de produits végétaux, la plus grande catégorie étant constituée de céréales et de racines féculentes. Avec 55 pourcent (226,5 kg. par habitant par an), cette part est supérieure à la moyenne globale mondiale, près du double de la consommation des pays de l'UE (32 pourcent), mais inférieure à celle des PMA (67 pourcent). En effet, 53 pourcent et 9 pourcent du total des calories consommées par la population des pays NENA proviennent uniquement de céréales et du sucre et d'édulcorants respectivement. Sur le plan positif, le régime alimentaire NENA contient une forte proportion en fruits et légumes. Avec 259.7 kg par habitant par an; la région NENA consomme plus de fruits et de légumes que les consommateurs des pays à revenu élevé de l'UE.

Il est difficile de ne pas supposer qu'il existe de lien entre le nombre élevé de calories et les résultats nutritionnels observés dans les tableaux 6 et 8 de la première partie. Les taux particulièrement élevés d'obésité chez les adultes dans les pays à niveau de transformation rurale moyen de la région NENA sont cohérents avec le régime alimentaire observé dans le tableau 18. Ecker, *et al.* (2016), Asfaw (2006) et Powell et Chaloupka (2009) ont illustré le lien qui existe entre les programmes de subvention à la consommation alimentaire en Égypte et l'indice de masse corporelle de la mère (IMC). De nombreux pays de la région utilisent des programmes similaires pour subventionner les denrées alimentaires de base. Bien que les raisons de la malnutrition dans la région soient multiples, les programmes de denrées alimentaires de base destinés aux consommateurs, qui subventionnent la farine, le pain, les huiles végétales et le sucre, sont une source de préoccupation. Ramadan et Thomas (2011) ont montré qu'il existe d'autres moyens de concevoir des programmes alimentaires de protection sociale avec un soutien potentiellement moins direct pour un régime alimentaire riche en glucides et en sucres.

PARTIE 3

DÉVELOPPEMENT DURABLE PAR LA TRANSFORMATION RURALE DANS LA RÉGION NENA

Il n'y a peut-être pas de secteur dans la région NENA où «l'avenir que nous voulons» diffère plus radicalement de la réalité que l'emploi, en particulier celui des jeunes. Les pays NENA affichent des taux de chômage toujours plus élevés que dans d'autres régions du monde, notamment chez les jeunes travailleurs âgés de 15 à 24 ans. La création d'emplois décents générant un salaire minimum vital pour tous les adultes est l'une des tâches les plus difficiles pour le développement durable dans la région NENA. La création d'emplois est non seulement au cœur de l'ODD 8 concernant le travail décent et la croissance économique, mais également de l'ODD 1 relatif à la pauvreté et de l'ODD 2 relatif à l'élimination de la faim, à la sécurité alimentaire et à l'amélioration de la nutrition.

La troisième partie analyse donc le chômage des jeunes dans les pays NENA, en commençant par une description du problème et le consensus en faveur de réformes de la politique structurelle visant à accroître la croissance économique. Elle examine ensuite la manière dont la transformation structurelle, malgré une augmentation des revenus moyens, a un effet secondaire non intentionnel d'élargir l'écart de protection sociale entre zones rurales et urbaines alors que la productivité agricole est à la traîne par rapport à celle du reste de l'économie, et que la pauvreté et la privation de services se concentrent de plus en plus dans les zones rurales. Les réformes structurelles générales par défaut se concentrent principalement sur les industries et les services qui représentent la plus grande partie du PIB. Ce faisant, elles peuvent perpétuer et approfondir le fossé entre zones rurales et urbaines. Les politiques de transformation rurale visent à combler ce fossé entre les zones rurales et urbaines, en incluant explicitement les zones rurales dans les réformes structurelles du reste de l'économie. L'expérience d'autres pays montre que des politiques proactives axées sur l'augmentation de la productivité agricole, la réduction de la pauvreté rurale et l'amélioration des infrastructures, de la santé, de l'éducation et d'autres services ruraux peuvent apporter une croissance accrue et inclusive à l'économie en rendant les zones rurales plus attractives pour les entreprises. Ces politiques sont au cœur de la transformation rurale inclusive.

Taux de chômage élevé et croissance anémique dans la région NENA

Les taux de chômage dans les pays NENA sont toujours plus élevés que dans les autres régions du monde, en particulier chez les jeunes travailleurs (15 à 24 ans) et les femmes (tableau 19). Ce problème est saillant dans les pays à revenu intermédiaire, ainsi que dans certains pays de la région à revenu élevé, et il s'est aggravé dans certains pays au cours des deux dernières décennies. Pour les femmes, le chômage n'est qu'une partie du problème. Les taux de participation des femmes dans les pays NENA sont les plus bas au monde et ont peu augmenté au cours des quatre dernières décennies (Banque mondiale, 2009).

TABLEAU 19
Taux de chômage total des femmes et des jeunes, moyennes, 2000–2010, 2011–2015, pourcentage

	Total		Femmes		Jeunes (15–24)	
	2000–2010	2011–2015	2000–2010	2011–2015	2000–2010	2011–2015
Revenu élevé						
Mondial	7	8	7	8	15	18
Bahreïn	1	1	4	4	5	5
Koweït	1	3	1	3	8	15
Oman	19	18	38	35	47	46
Qatar	2	0	8	2	9	1
Arabie Saoudite	5	6	15	21	30	29
Emirats arabes unis	3	4	9	10	9	12
Revenu moyen supérieur						
Mondial	6	6	6	6	15	15
Algérie	18	10	34	17	35	25
Iraq	19	15	30	25	39	33
Jordanie	14	13	24	22	31	32
Iran (Rép. Islamique)	12	11	18	18	24	25
Libye	19	19	30	28	43	46
Liban	8	6	11	12	21	21
Revenu moyen inférieur						
Mondial	6	5	7	6	13	13
Mauritanie	14	10	16	12	22	17
Rép. arabe syrienne	10	15	24	35	20	33
Soudan	14	13	20	19	23	22
Maroc	11	9	11	10	18	19
Égypte	10	13	28	35	28	35
Tunisie	14	17	19	24	30	38
Yémen	15	18	22	38	28	32

Source: Banque mondiale, 2018d.

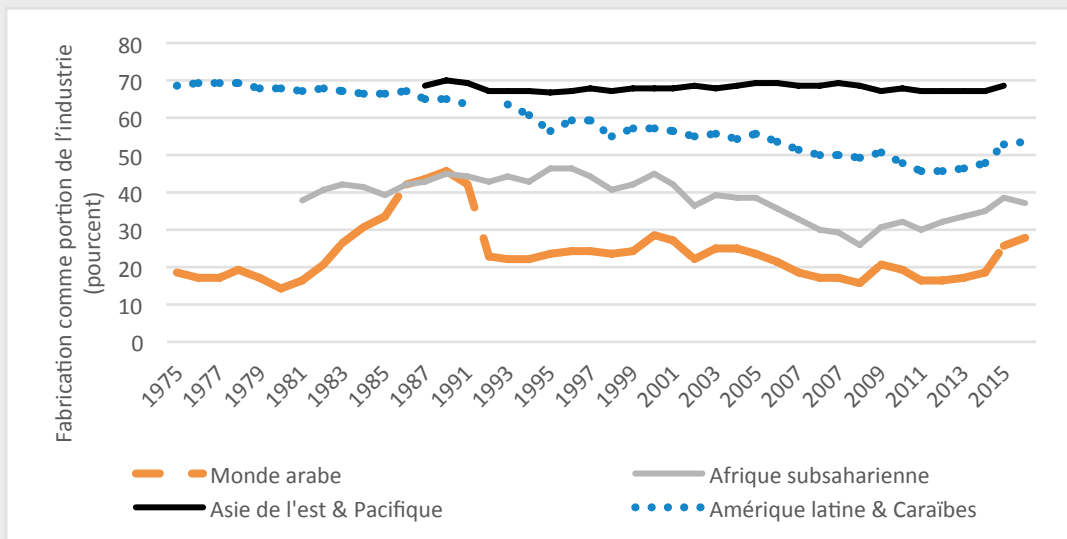
Le chômage (en particulier chez les jeunes) est une caractéristique commune du développement, mais il est peut-être le plus élevé au monde dans la région NENA. En 2016, par exemple, le chômage était le plus élevé en Afrique du Nord (12 pourcent), mais également en Amérique latine et dans les Caraïbes (8 pourcent), en Europe du Nord, du Sud et de l'Ouest (9 pourcent) et en Europe orientale (6 pourcent) (OIT, 2018). Le chômage des jeunes était nettement plus élevé que le chômage général dans toutes les régions. Cependant, il était le plus élevé en Afrique du Nord, atteignant 30 pourcent, contre 19 pourcent en Amérique latine et dans les Caraïbes et en Europe du Nord, du Sud et de l'Ouest, alors qu'il s'élevait à 17 pourcent en Europe de l'Est (OIT, 2018).

Les causes profondes du chômage élevé résident dans des problèmes économiques et démographiques fondamentaux dans les économies NENA. En effet, les économies NENA ont connu une croissance anémique et des taux de croissance élevés de la main-d'œuvre depuis les années 1970 (Yousef, 2004). La croissance anémique de la région est ancrée dans un modèle de développement obsolète dirigé par l'État, caractérisé par une forte orientation interventionniste-redistributive (Yousef, 2004; Malik et Awadallah, 2013), qui a laissé en héritage une part importante d'emplois publics à tous les niveaux d'enseignement (Schmidt et Hassanien, n.d.).

Barsoum, Wahby et Sarkar, 2017), des politiques commerciales protectionnistes (Abed, 2013), une dépendance (excessive) aux exportations de ressources naturelles et à l'aide étrangère et un parti pris en faveur des industries intensives capitalistiques minières et d'exploitation (Malik et Awadallah, 2013). La figure 9 montre la structure

asymétrique de l'industrie dans la région NENA. Elle montre la faible part de la valeur ajoutée industrielle représentée par le secteur manufacturier, la partie de l'industrie à plus forte intensité de main-d'œuvre. Une faible part du secteur manufacturier dans l'industrie limite sa capacité à absorber une main-d'œuvre en croissance.

FIGURE 9
La fabrication comme part de la valeur ajoutée industrielle par région, 1975–2016 (en pourcentage)



Source: Banque mondiale, 2018d.

Alors que les gouvernements NENA ont déployé et continuent de faire des efforts considérables en matière de réforme économique, ces efforts ont été lancés tardivement par rapport à d'autres régions (à partir du milieu des années 90) et ont enregistré les progrès les plus importants en matière de stabilité macroéconomique (réduction des dépenses et maîtrise de l'inflation), plutôt qu'une réforme structurelle (politique commerciale, environnement de l'investissement privé) (Dasgupta, Keller et Srinivasan, 2002). Les emplois publics continuent d'écarter les emplois du secteur privé (Behar et Mok, 2013) et les bons emplois sont attribués davantage par privilège que par concurrence (Gatti, *et al.*, 2013). Enfin, le climat des affaires est entaché d'ambiguïté juridique et réglementaire, supprimant les investissements du secteur privé (Gatti *et al.*, 2013).

Les deux-tiers des économies NENA se situent dans la moitié inférieure du classement «Doing Business» de la Banque mondiale et un seul pays (les Émirats arabes unis) a un environnement en affaires comparable à celui des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) (Banque mondiale, 2018b).

La forte croissance de la population a entraîné une forte croissance de la population active, en particulier dans le secteur non agricole, avec une vitesse qui dépasse de loin la croissance du PIB depuis de nombreuses années (tableau 20)¹³. La croissance anémique associée de l'industrie et des services a conduit au chômage généralisé observé dans les pays NENA aujourd'hui.

¹³ La migration rurale peut prendre différentes formes, notamment la migration rurale-rurale et la migration saisonnière / circulaire. Cependant, la majorité des ruraux de la région, et en particulier les jeunes, ont tendance à migrer des zones rurales vers les zones urbaines et principalement à la recherche de meilleures opportunités d'emploi dans des secteurs autres que l'agriculture.

TABLEAU 20

Performances de la population active et de la croissance sectorielle des pays NENA dans une perspective comparative, 1980–2015 (en pourcentage)

Secteur	Région	Croissance annuelle moyenne, 1980–2015 (en pourcentage)	
		Main-d'œuvre	PIB
Total	NENA	2,9	2,8
	En dév. sans les PMA	2,0	7,0
Industrie, services	NENA	4,0	2,8
	En dév. sans les PMA	3,3	7,2

Source: CNUCED, 2018.

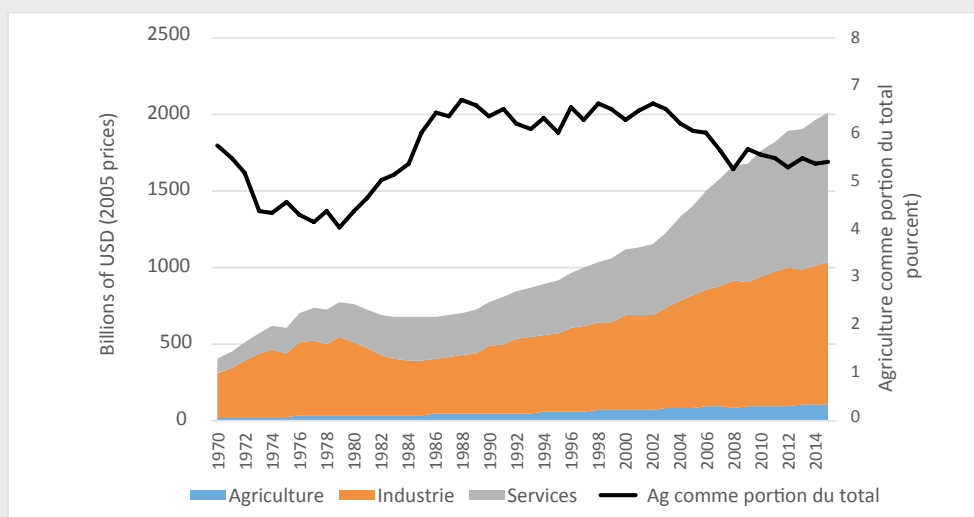
Le rôle de la transformation

L'analyse ci-dessus de la question du chômage dans la région NENA permet de conclure que les secteurs non agricoles des économies de la région NENA nécessitent une réforme structurelle visant à limiter la taille de l'État dans l'économie et à renforcer un environnement propice au secteur privé et à encourager la croissance des secteurs commercialisables. Bien que cette analyse soit correcte, elle ne tient pas compte de l'impact disproportionné du processus de développement sur la productivité, la pauvreté et les privations dans l'économie.

Considérons à ces fins comment la structure de l'économie change en cours de développement. Les figures 10 et 11 illustrent la Transformation structurelle caractérisée par une part décroissante de l'agriculture et une part croissante de l'industrie et des services dans le PIB et l'emploi. La majeure partie de la transformation du PIB dans la région NENA est achevée, la part de l'agriculture dans le PIB est inférieur à 6 pourcent. Toutefois, la transformation de la main-d'œuvre a pris du retard. Vingt pour cent de la main-d'œuvre se trouve encore dans l'agriculture dans les économies NENA. Ces vingt pour cent de la main-d'œuvre des économies NENA dans l'agriculture ne produisent donc que 5 pour cent du PIB de la région.

FIGURE 10

Valeur ajoutée par secteur dans les économies NENA, 1970–2015

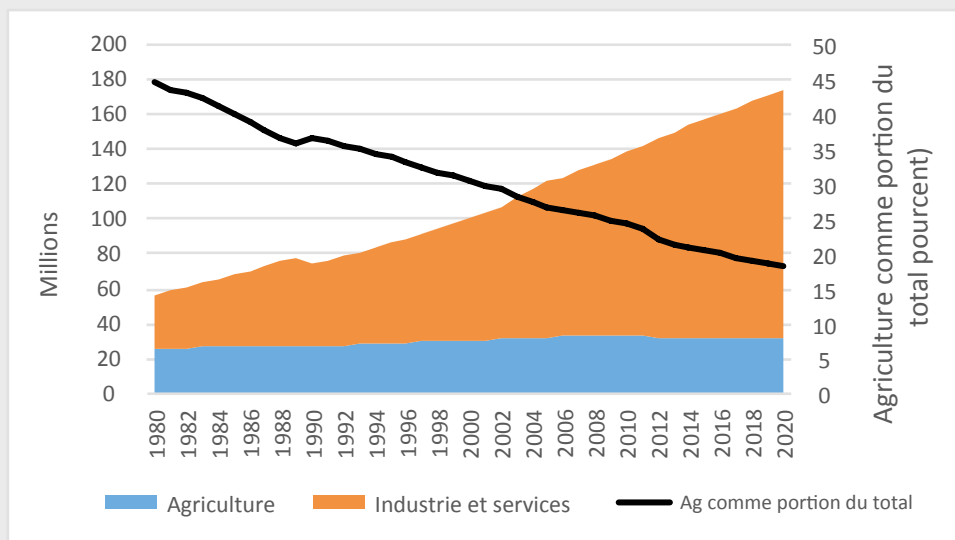


Source: CNUCED, 2018.

La transformation structurelle illustrée aux figures 10 et 11 a été principalement un sous-produit passif de l'industrialisation. En revanche, la transformation de l'agriculture, qui consiste à passer de systèmes de production essentiellement traditionnels à des systèmes de production commerciaux (encadré 1), est principalement un processus dynamique axé sur les politiques. Les moteurs de la transformation agricole sont les politiques soutenant le changement technologique et institutionnel dans les zones rurales, notamment le passage à des produits à plus forte valeur ajoutée et l'exploitation de nouveaux marchés d'exportation. Les politiques publiques pour soutenir la recherche agricole (pour l'amélioration des semences et des races), associées à l'information technologique (extension), aux services de santé animale (vaccinations, conseils sur les meilleures pratiques),

à la lutte antiparasitaire publique et à d'autres biens publics, jouent donc un rôle essentiel dans la transformation agricole. La transformation agricole fait partie d'un processus de transformation rurale plus large qui inclut l'émergence d'opportunités génératrices de revenus dans le secteur rural non agricole, notamment un meilleur accès aux infrastructures et aux services, dont les éléments moteurs sont l'investissement public dans les zones rurales sous la forme de: développement des infrastructures (routes, installations de stockage, marchés terminaux, logements, établissements de santé, etc.), contrôle efficace de la sécurité alimentaire, soutien au développement des PME rurales et incitations publiques à la localisation de l'industrie agroalimentaire et des services dans les zones rurales pour relier les marchés ruraux aux centres urbains centres de consommation.

FIGURE 11
Main-d'œuvre par secteur dans les économies NENA, 1980–2020

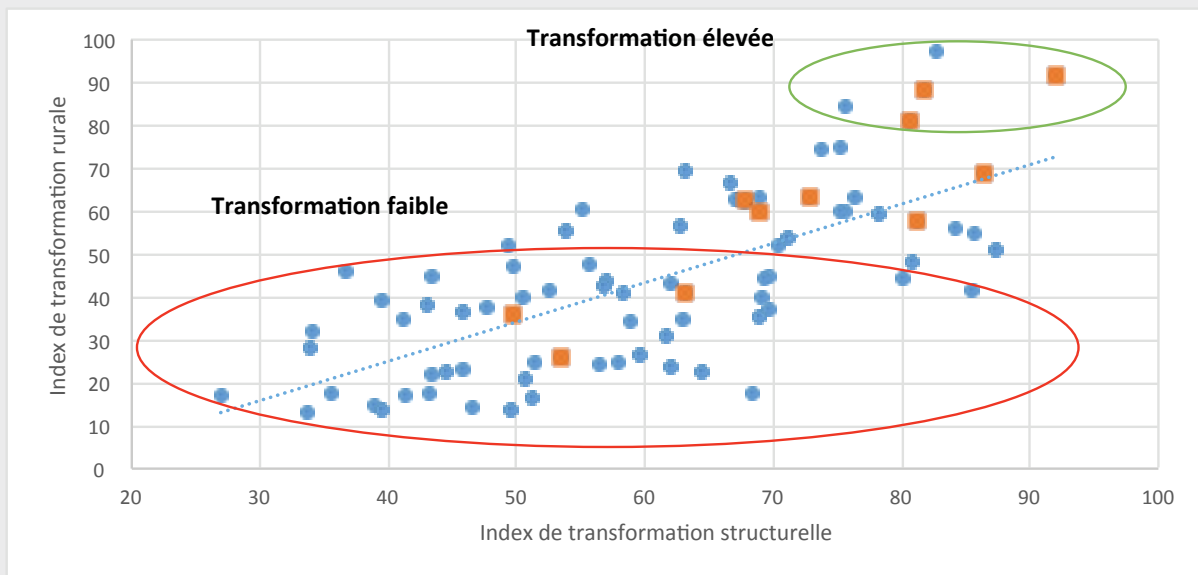


Source: CNUCED, 2018.

Une analyse des 81 pays en développement pour lesquels des données sont disponibles montre que les transformations structurelles et rurales ont tendance à être corrélées. Dans la figure 12, les pays de la région NENA pour lesquels des données sont disponibles sont symbolisés par des petits carrés, tandis que les pays des autres régions sont représentés par des points. La courbe de la ligne de régression ajustée indique que les pays ayant subi un degré élevé de transformation structurelle ont également tendance à subir une transformation rurale. Cependant, il n'y a guère de relation univoque entre transformation structurelle et transformation rurale.

Les pays ayant des niveaux relativement élevés de transformation structurelle (à droite des figures 10 et 11) peuvent avoir un niveau de transformation rurale faible, moyen ou élevé. Étant donné que la transformation rurale est en grande partie un choix politique, les pays peuvent choisir d'adopter ou non des politiques visant à soutenir la transformation des zones rurales. Dans la figure 12, les pays à forte transformation rurale sont ceux dont l'indice de transformation est supérieur ou égal à 80, alors que les pays à faible transformation rurale sont ceux dont l'indice de transformation est égal ou inférieur à 50.

FIGURE 12
Transformation structurelle et rurale dans certains pays en développement, 2010*



*Transformation structurelle calculée à partir des chiffres moyens, 2010-2016. Transformation rurale calculée à partir des derniers chiffres disponibles. Consulter l'annexe pour les détails du calcul.

Sources: Tableaux 26 et 27.

La transformation rurale et la transformation agricole se soutiennent mutuellement. La croissance des revenus non agricoles résultant de la transformation rurale soutient la transformation agricole en offrant une demande de produits agricoles. La transformation agricole, à son tour, soutient la transformation rurale en créant une demande d'intrants non agricoles (comme les semences, les machines et les compétences techniques) et de services de commercialisation et de transport.

Nous ne pouvons pas dire que tous les pays subissent une transformation agricole. Les pays du CCG, par exemple, n'ont jamais eu de grands secteurs agricoles, si l'on tient compte de la (sur)expansion de l'agriculture dirigée par l'État dans certains de ces pays (par exemple l'Arabie saoudite dans les années 1980). De plus, ils n'ont jamais subi la migration à grande échelle des zones rurales vers les zones urbaines, qui a eu une incidence sur la productivité dans les pays en transformation par le biais de la réaffectation de la main-d'œuvre (Breisinger, *et al.*, 2016). De ce fait, ces pays sont exclus de l'analyse de la transformation agricole et rurale, car le secteur agricole revêt une importance si réduite que parler de «transformation» de l'agriculture serait inapproprié.

L'héritage de la transformation dans la région NENA: le fossé rural-urbain

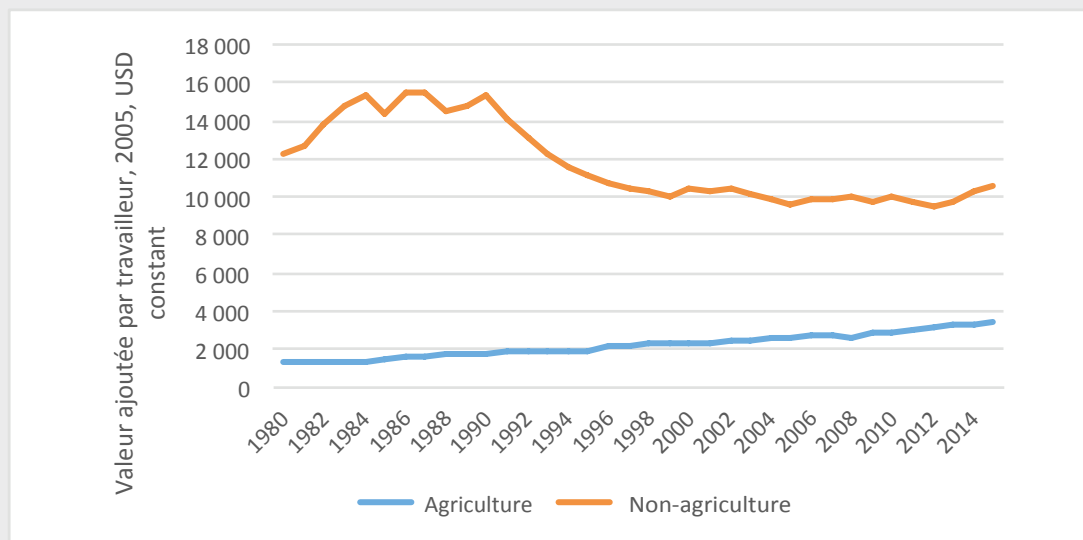
La transformation structurelle, située au centre du développement économique, est une arme à double tranchant. Elle se définit d'une part comme la transition vers une production à plus forte valeur ajoutée dans l'industrie et les services, entraînant une croissance économique et une augmentation des revenus moyens. Toutefois, la transformation structurelle à elle seule n'est pas susceptible d'affecter un développement inclusif et généralisé sans des politiques spécifiques visant à transformer l'agriculture et les zones rurales. Au lieu de cela, il en découle un écart croissant entre la productivité et le niveau de vie des zones rurales et urbaines.

L'écart de productivité est visible dans les résultats de la transformation structurelle de la région NENA où, en 2015, 20 pourcent de la main-d'œuvre employée dans l'agriculture ne représentait que 5 pourcent du PIB.

D'une façon plus officielle, l'écart de productivité peut être illustré en traçant la productivité de la main-d'œuvre employée dans l'agriculture et d'autres secteurs au fil du temps. La figure 13 illustre l'écart entre la productivité et la main-d'œuvre (valeur ajoutée par travailleur et par an) dans l'agriculture et les autres secteurs. En 2015, un travailleur moyen dans l'agriculture dans les pays NENA produisait 3 400 USD de produits par an, soit environ un tiers de ce qui est produit par un travailleur moyen dans un secteur non agricole. Les importantes différences de productivité de main-d'œuvre suggèrent que les salaires moyens des personnes travaillant dans l'agriculture sont vraisemblablement bien inférieurs à ceux des personnes employées hors de ce secteur.

FIGURE 13

Écart de productivité entre zones rurales et urbaines: productivité de la main-d'œuvre dans l'agriculture par rapport à d'autres secteurs, pays NENA, 1980–2015



Source: CNUCED, 2018.

En partie et en raison des salaires plus bas dans l'agriculture, les zones rurales de la région NENA ont généralement des taux de pauvreté plus élevés que dans les zones urbaines.

En moyenne, la pauvreté rurale est environ deux fois plus élevée que la pauvreté en région urbaine (tableau 21).

TABLEAU 21

Pauvreté des revenus: nombre de pauvres ruraux et urbains évalué au seuil de pauvreté national, dans certains pays NENA

	Taux de pauvreté rurale (%)	Taux de pauvreté urbaine (%)	Année
Algérie	4,8	5,8	2011
Égypte	32,3	15,3	2010
Iraq	30,6	14,8	2012
Jordanie	16,8	13,9	2010
Mauritanie	59,4	20,8	2008
Maroc	14,4	4,8	2007
Soudan	57,6	26,5	2009
Rép. arabe syrienne	36,9	30,8	2007
Yémen	40,1	20,7	2005

Source: Banque mondiale, 2018d.

L'écart de revenu et de pauvreté entre zones rurales et urbaines est aggravé par les différences d'accès à l'éducation, à la santé, aux autres services publics et au logement. Dans la plupart des pays, l'accès est 3 à 20 fois plus faible dans les zones rurales. Les index de privation fournissent une indication des aspects de la pauvreté qui ne sont pas pris en compte par les estimations de la pauvreté des revenus.

Le tableau 22 définit divers indicateurs de privation par zone, tandis que les tableaux 23 et 24 présentent la proportion de résidents urbains et ruraux qui répondent aux définitions de privation du tableau 22. Les sources de toutes les données sont les enquêtes sur la population, la santé et le niveau de vie menées par les gouvernements des pays.

TABLEAU 22
Indicateurs de privation

Zone de privation	Indicateur	Les membres des ménages sont privés si...
Éducation	Années de scolarité	Aucun membre âgé de 10 ans ou plus n'a complété 5 ans de scolarité
	Présence des enfants à l'école	Tout enfant en âge d'être scolarisé ne va pas à l'école jusqu'à l'âge où il/elle devrait avoir accompli la classe 8
Santé	Mortalité infantile	Tout enfant est décédé dans la famille au cours des cinq années précédant l'enquête.
	Nutrition	Toute personne de moins de 70 ans ou tout enfant (âgé de 0 à 5 ans) pour qui des informations nutritionnelles sont disponibles est en sous poids*
Niveau de vie	Électricité	Pas d'électricité
	Sanitaire	Sanitaire du ménage pas amélioré (selon les directives des OMD) ou est amélioré mais partagé avec d'autres ménages**
	Eau potable	Le ménage n'a pas accès à de l'eau potable améliorée (selon les directives des OMD)***
	Sol	Le ménage a un sol en terre, en sable ou en un autre type de sol (non spécifié)

Remarque: D'après Alkire et Kanagaratnam (2018):

*Les adultes et les enfants de plus de 5 ans sont considérés comme ayant un poids insuffisant si leur IMC est inférieur à 18,5. Les enfants (âgés de 0 à 5 ans) sont considérés comme étant en sous poids si leur indice z du poids pour l'âge est inférieur à moins deux écarts types par rapport à la médiane de la population de référence de l'OMS.

**Un ménage est considéré comme ayant accès à des sanitaires améliorés s'il dispose de toilettes ou de latrines à chasse d'eau, ou d'une fosse améliorée ventilée ou de toilettes à compost, à condition qu'elles ne soient pas partagées.

***Un ménage a accès à une eau potable de meilleure qualité s'il s'agit d'un des types d'eau suivants: eau courante, robinet, forage ou pompe, puits protégé, source protégée ou eau de pluie, et si la distance de marche est de moins de 30 minutes (aller-retour).

Source: Alkire et Kanagaratnam, 2018.

TABLEAU 23

Proportion des populations rurales et urbaines privées d'éducation et de services de santé (en pourcentage)

	Privé d'éducation				Privé de services de santé			
	Année de scolarité		Présence à l'école		Mortalité infantile		Nutrition	
	Rural	Urbain	Rural	Urbain	Rural	Urbain	Rural	Urbain
Algérie	1,5	0,3	1,5	0,5	1,5	0,5	0,4	0,2
Égypte	2,1	0,9	3,2	1,7	2,6	1,3	1,4	0,7
Iraq	7,7	2,4	17,5	6,3	10,5	5,1	5,9	2,5
Jordanie	0,1	0,1	1,2	0,6	1,2	1,5	1,0	1,3
Maroc	25,6	1,9	13,2	1,1	11,8	1,4	2,7	0,3
Soudan	31,0	7,8	28,5	7,9	18,4	12,6	29,0	12,5
Rép. arabe syrienne	3,1	1,3	4,4	2,5	2,3	1,3	2,2	1,0
Tunisie	1,9	0,1	1,6	0,0	1,4	0,1	0,4	0,0
Yémen	17,9	3,3	32,7	11,5	21,5	10,7	41,8	15,4

Source: Alkire and Robles, 2017, basé sur des données d'enquêtes en grappes à indicateurs multiples menées par l'UNICEF, d'enquêtes démographiques et de santé financées par l'USAID, d'enquêtes sur la mesure du niveau de vie financées par la Banque mondiale, d'enquêtes sur la santé dans le monde menées par l'OMS, et d'enquêtes sur la santé réalisées par l'Institut national d'études démographiques (France).

TABLEAU 24

Proportion des populations rurales et urbaines privées de services publics et d'un logement décent (en pourcentage)

	Électricité		Sanitaire amélioré		Eau potable		Sol	
	Rural	Urbain	Rural	Urbain	Rural	Urbain	Rural	Urbain
Algérie	0,7	0,1	1,5	0,2	1,2	0,2	0,7	0,1
Égypte	0,1	0,0	0,8	0,0	0,2	0,0	0,9	0,1
Iraq	2,2	0,0	4,2	0,4	7,6	0,3	6,4	0,3
Jordanie	0,3	0,0	0,0	0,0	0,5	0,0	0,2	0,0
Maroc	10,3	0,3	17,6	0,4	23,9	0,4	17,8	0,2
Soudan	55,3	15,3	57,8	21,4	45,6	16,2	63,3	27,5
Rép. arabe syrienne	0,1	0,0	1,5	0,3	1,7	0,3	2,0	0,3
Tunisie	0,5	0,0	1,9	0,0	1,6	0,0	0,2	0,0
Yémen	27,3	1,2	47,2	6,1	36,6	7,0	33,3	3,3

Source : Alkire and Robles, 2017, basé sur des données d'enquêtes en grappes à indicateurs multiples menées par l'UNICEF, d'enquêtes démographiques et de santé financées par l'USAID, d'enquêtes sur la mesure du niveau de vie financées par la Banque mondiale, d'enquêtes sur la santé dans le monde menées par l'OMS, et d'enquêtes sur la santé réalisées par l'Institut national d'études démographiques (France).

Le fossé entre zones rurales et urbaines est un signe de la négligence du développement agricole et rural dans les agendas politiques de la région. Bien que cela soit dans une certaine mesure inévitable pendant le processus d'industrialisation car l'agriculture à faible productivité est laissée de côté par les secteurs de l'industrie et des services à la croissance plus rapide, de nombreux pays ont réduit, voire éliminé l'écart par le biais des politiques de développement agricole, de développement territorial et d'investissement dans les infrastructures. La persistance et l'approfondissement de l'écart résultent donc également de la négligence.

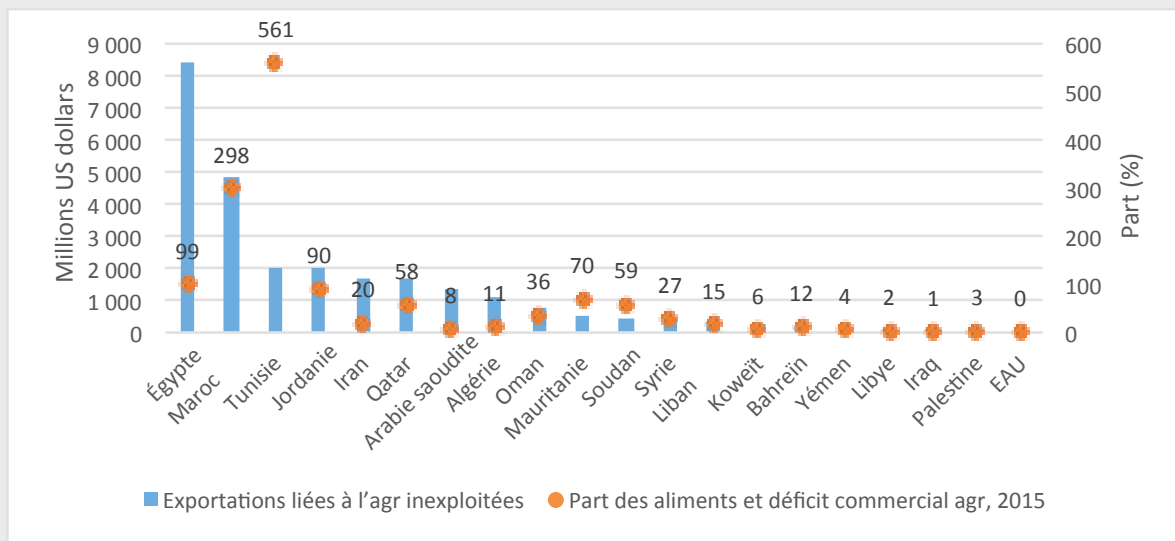
La négligence peut s'expliquer en partie par le fait que les politiques en matière d'agriculture et d'agro-industrie sont souvent conçues en termes strictement sectoriels, de sorte qu'il est considéré que le développement agricole et rural ne profiterait qu'à un secteur de moins en moins important dans l'économie. La perspective du PIB sous-estime l'importance de l'agriculture et des zones rurales pour l'économie de deux manières fondamentales. Premièrement, pour de nombreux pays NENA, l'agriculture est une source potentielle d'exportations substantielles, dont une grande partie demeure inexploité (figure 14). L'indicateur de potentiel d'exportation (EPI) du Centre du commerce international (CCI) fournit une estimation de la valeur des exportations potentielles de produits pour lesquels le pays exportateur s'est déjà montré compétitif sur le plan international et qui a de bonnes chances d'exportation réussie dans un marché donné ciblé¹⁴.

L'EPI indique à la fois la taille du marché potentiel d'exportation et le degré de réalisation de ce potentiel. La figure 14 ne fait que citer le potentiel de marché inexploité des cinq principaux sous-secteurs de chaque pays, en le comparant au déficit commercial des produits alimentaires et agricoles en 2015. Les résultats montrent que pour de nombreux pays à revenu intermédiaire de la région, comme l'Égypte, le Maroc, la Tunisie et la Jordanie, les possibilités d'exportation de produits agricoles inexploités sont presque égales ou supérieures au déficit du commerce alimentaire. Aussi, le Soudan et la Mauritanie, deux des pays les plus pauvres de la région, seuls les cinq principaux sous-secteurs d'exportation potentiels représentent l'équivalent d'une part substantielle du déficit du commerce des produits alimentaires. Deuxièmement, étant donné que la plupart des pauvres vivent dans les zones rurales, le développement agricole dispose de pouvoirs spéciaux pour atténuer la pauvreté. Les estimations transnationales montrent que la croissance agricole est au moins deux fois plus efficace pour alléger la pauvreté que celle d'autres secteurs de l'économie (Banque mondiale, 2007).

Une autre raison de la négligence de l'agriculture relève du fait que les politiques ont mis l'accent sur la protection et les subventions plutôt que sur les opportunités de croissance (consulter la discussion dans la deuxième partie). Les subventions ont tendance à occuper la plus grande partie de la marge de manœuvre fiscale accordée aux zones rurales, repoussant ainsi les investissements dans les biens publics et les services ruraux (santé, éducation, infrastructures, etc.). Sans un environnement favorable à la croissance, le secteur privé s'intéresse beaucoup moins à l'investissement agricole que pourrait se faire, si les décideurs se concentraient sur la croissance plutôt que sur les subventions.

¹⁴ Le Centre du commerce international est une agence de développement conjointe de l'Organisation mondiale du commerce et de l'ONU.

FIGURE 14
 Exportations inexploitées liées à l'agriculture, en provenance des 5 principaux sous-secteurs, pour des opportunités d'exportation inexploitées dans les pays NENA (en millions d'USD)



Source: CCI, 2018; FAO FAOSTAT, 2018.

Politiques visant à éliminer le fossé entre zones urbaines et rurales: vers une transformation rurale

Ni le fossé rural-urbain, ni le chômage ne se résoudront sans changement de politique. Dans son analyse des transformations agricoles réussies, Tsakok (2011) a constaté qu'aucun pays doté d'un secteur agricole important n'avait comblé le fossé sans adopter des mesures politiques importantes. Ces politiques peuvent être divisées en trois groupes: les politiques de transformation de l'agriculture, de développement territorial et d'amélioration des services publics dans les zones rurales.

Politiques de transformation agricole

La transformation agricole fait référence au passage de l'agriculture traditionnelle à des systèmes de production commerciaux et diversifiés. Au niveau de l'exploitation agricole, le processus inclut la diversification du mélange de récoltes en cultures de plus grande valeur, ainsi qu'en élevage de bétail et laitier. Un assortiment de cultures plus diversifié et de plus grande valeur nécessite des méthodes de production et de commercialisation plus sophistiquées sur le plan technologique. Les produits à valeur ajoutée nécessitent des investissements plus importants, des moyens de transports améliorés, un traitement et un emballage de meilleure qualité et de meilleures pratiques agricoles, mais ils permettent également des revenus plus élevés. La transformation de l'agriculture a donc des répercussions économiques à travers les zones rurales. Le gouvernement joue un rôle crucial dans ce processus de prestation de biens publics, y compris d'infrastructures (routes, voies ferrées, marchés terminaux, installations de stockage, etc.), ainsi que de fournir des services de recherche et de vulgarisation agricoles et de faire respecter les normes et réglementations en matière de qualité, de transformation et de sécurité. En outre, les gouvernements ont pour tâche essentielle de créer un environnement propice pour impliquer des fournisseurs de services du secteur privé, d'organisations de producteurs et de la société civile, afin de fournir un large éventail de services techniques, financiers et commerciaux nécessaires à la commercialisation et à l'orientation vers le marché de l'agriculture à petite échelle.

Les politiques de transformation agricole vont bien au-delà des politiques agricoles et agro-industrielles. Dans une analyse des transformations agricoles réussies et non réussies, Tsakok (2011) a relevé cinq conditions générales qui ont conduit à une transformation agricole réussie à travers le monde:

(1) un cadre stable de stabilité macroéconomique et politique avec la paix; (2) un système efficace de transfert de technologie garantissant que les messages de recherche et de vulgarisation parviennent à la majorité des agriculteurs; (3) l'accès à des marchés lucratifs et en expansion, de sorte qu'investir dans l'agriculture soit une bonne affaire; (4) un système de droits d'usufruit qui récompense l'initiative individuelle; et (5) la création d'emplois dans les secteurs non agricoles. Nous pouvons également ajouter (6) la fourniture par le gouvernement de biens publics destinés à permettre une agriculture et une production alimentaire modernes, comme des routes, des voies ferrées, des marchés de terminaux et des installations de stockage, ainsi que l'application de normes et de réglementations en matière de qualité, de transformation et de sécurité des aliments. Le renforcement du rôle des organisations de producteurs et de leur capacité à fournir des services et à relier les producteurs aux marchés des intrants et des produits est une autre dimension qui nécessite des considérations politiques. Il en est de même pour les ententes de courtage qui avantagent les petits exploitants et l'adoption de véhicules améliorés en vue d'une inclusion financière. Les systèmes d'agriculture contractuelle et les plans de sous-traitance sont au cœur de la plupart des initiatives de groupements, d'agro-parcs et de ZES et peuvent être combinés à des crédits consacrés dans le cadre de stratégies de développement agro-territorial afin de soutenir les agriculteurs et l'industrie agroalimentaire et de lutter contre le manque d'assurance et de disponibilité de crédit.

L'éducation et la formation continue sont des éléments essentiels du changement technique dans l'agriculture, pour les agriculteurs, les agro-industries, ainsi que pour le personnel de recherche et de vulgarisation et les autres prestataires de services (Reimers et Klasen, 2011). Cependant, le système d'enseignement agricole actuel dans les pays NENA ne prépare pas bien les étudiants à une carrière dans le secteur agroalimentaire. Une réforme des collèges et universités agricoles est nécessaire pour former des diplômés engagés dans l'agriculture et le développement rural qui seront qualifiés pour faire face aux défis actuels et futurs. Cela nécessiterait une réforme de la gouvernance des universités, des concepts d'enseignement, des programmes, ainsi qu'une collaboration plus étroite avec la communauté et le secteur privé.

Outre l'éducation, il est nécessaire de relancer la recherche agricole et la vulgarisation agricole, de dialoguer avec d'autres prestataires de services, producteurs et organisations de jeunesse, ainsi qu'avec des associations de migrants et de diasporas, en vue notamment de faciliter le développement de petites entreprises au niveau des villages, de mettre en place des plates-formes d'innovation de produits agricoles, de bétail, de fruits, de légumes, de volailles et de petits ruminants et développement des villes rurales en tant que plaques tournantes des marchés de produits et du secteur agroalimentaire.

Les plates-formes d'agro-innovation sont particulièrement utiles pour les femmes et les jeunes, car elles servent d'instrument pour accroître l'emploi, ce qui contribuerait à ralentir l'exode rural excessif, en particulier chez les jeunes. Cependant, elles nécessitent une re-conceptualisation du rôle de la recherche et de la vulgarisation, ainsi que la reconnaissance de la pluralité des acteurs et des prestataires de services engagés dans le développement de l'économie rurale.

Les expériences d'autres pays dévoilent que la transformation de l'agriculture par le biais de changements techniques peut générer une croissance, une diversification des produits et une réduction de la pauvreté rurale. Les réformes politiques entreprises dans les années 1970 et 1980 au Brésil et au Chili se sont axées sur l'amélioration des incitations agricoles par le biais de la réforme agraire, la suppression des monopoles d'État sur les achats de cultures et l'ouverture de l'agriculture au commerce. Ces facteurs ont contribué de façon considérable à l'augmentation des revenus ruraux et à la réduction de la pauvreté rurale (FAO, 2017b). Au Chili, la croissance de la production de cultures diversifiées dans les petites exploitations, comme les fruits, les légumes et le vin, a contribué de manière considérable à la réduction de la pauvreté et à l'emploi rural dans les régions centrales, entraînant une baisse des taux d'exode rural. Valdes et Jara (2008) notent que ces développements résultent en grande partie de l'intensité de main-d'œuvre de la production et des exportations horticoles, qui emploient plus de main-d'œuvre par tonne que les cultures de substitution aux importations comme le blé et le sucre. Entre 1987 et 2000, le taux de pauvreté national est tombé de 45 pourcent à 20 pourcent et le taux de pauvreté rurale de plus de 50 pourcent à 23 pourcent (Valdes et Jara, 2008).

La Chine a commencé ses réformes économiques dans le secteur agricole en 1978 et a connu une diminution sans précédent de la pauvreté. Les réformes agricoles ont mis en place des incitations robustes à la production des petites exploitations, comme moyen pour sortir de la pauvreté en instituant de solides droits d'utilisation des terres, une libéralisation partielle des prix et une augmentation des prix des approvisionnements gouvernementaux. Ces réformes ont entraîné une augmentation des revenus ruraux de 15 pourcent par an entre 1978 et 1984 et une réduction de la pauvreté rurale de 76 pourcent en 1980 à 20 pourcent en 1985 et 12 pourcent en 2001 (Banque mondiale, 2007). Du point de vue de l'agriculture, les réformes se sont étendues à l'industrie rurale, au commerce et aux zones urbaines, ce qui a fait chuter les taux de pauvreté national de 53 pourcent en 1981 à 8 pourcent en 2001.

Politiques de développement territorial

L'agriculture s'appuie sur des liens en amont et en aval avec d'autres secteurs pour atteindre les marchés en croissance des zones urbaines. Par conséquent, les efforts visant à éliminer le fossé entre zones rurales et urbaines ne peuvent pas se concentrer exclusivement sur le changement

technique dans l'agriculture, mais doivent tirer parti de la transformation agricole pour développer l'agroalimentaire et l'industrie agroalimentaire le long de la chaîne de valeur, des fournisseurs d'intrants à la transformation, l'emballage, le transport et la vente au détail en aval. Ceci est d'autant plus important du moment que le secteur NENA requiert actuellement beaucoup moins de main-d'œuvre intensive que dans d'autres régions et offre moins de possibilités d'emploi (figure 9). La transformation de l'agriculture et de l'agro-industrie est une stratégie de croissance à forte intensité de main-d'œuvre, ainsi qu'une stratégie de croissance en faveur des pauvres, car la pauvreté est essentiellement rurale dans la région NENA (tableau 21). Dans le cadre d'une stratégie visant à améliorer les moyens de subsistance dans les zones rurales, une approche territoriale renforcerait les liens ruraux avec les petites villes et les agglomérations rurales afin de relier les producteurs, les transformateurs agro-industriels et les services auxiliaires non agricoles, ainsi qu'avec d'autres segments en aval de la production des chaînes de valeur des produits alimentaires, faisant également le meilleur usage des nouveaux liens ruraux-urbains qui émergent de la dynamique migratoire.

Dans la région NENA, les entreprises de transformation des produits alimentaires sont souvent petites, avec des opérations à faible productivité qui sont gênées par leur dépendance à un approvisionnement imprévisible de produits provenant d'exploitations à faible productivité (Breisinger, *et al.*, 2017). Les politiques de soutien à l'agriculture, ainsi que les liens entre l'agriculture et l'agroalimentaire, sont essentiels au développement d'emplois non agricoles dans les zones rurales. Cela nécessite des infrastructures et des services, mais également une planification et des consultations avec les autorités et les entreprises locales. Ceci nécessite un large éventail de services de soutien technique, financier et aux entreprises, impliquant des prestataires de services de divers secteurs et renforçant l'action collective et les organisations de producteurs dans les zones rurales. Les gouvernements d'Amérique latine ont reconnu la nécessité d'un développement territorial rural pour réduire la pauvreté rurale et les disparités de niveau de vie entre zones rurales et zones urbaines. La planification du développement rural territorial au Mexique est axée sur l'induction du développement endogène par la création de «micropôles de développement», et le Plan national de développement rural au Brésil est conçu pour améliorer l'accès au marché et promouvoir la diversification des petits exploitants agricoles (FAO, 2017b). Les agro-corridors et les agro-regroupements sont des exemples d'outils de développement agro-territorial, mais leur objectif fondamental est de développer une planification consultative multipartite avec la participation des gouvernements locaux, régionaux et nationaux, ainsi que des entreprises et des communautés privées. Le but d'une telle planification est d'améliorer la connectivité entre zones rurales et urbaines et de créer des emplois ruraux (FAO, 2017b).

Politiques d'amélioration des services publics dans les zones rurales

La politique de longue date axée sur les zones urbaines et l'industrie a conduit à négliger les infrastructures rurales de base, à commencer par les privations d'éducation et de santé, ainsi que la fourniture de services publics tels que l'électricité, l'eau potable et le système sanitaire (tableaux 23 et 24). Le fossé en matière d'éducation, de santé et de services publics prive les habitants des zones rurales des possibilités offertes aux citoyens. L'éducation de qualité inférieure, les services de santé et les services publics entravent gravement le développement des zones rurales, décourageant les investissements privés. Par conséquent, ils entravent le fait de combler l'écart de revenu et d'emploi entre zones rurales et urbaines.

L'agriculture s'appuie sur des liens en amont et en aval avec d'autres secteurs pour atteindre les marchés en croissance des zones urbaines. Par conséquent, les efforts visant à éliminer le fossé entre zones rurales et urbaines ne peuvent pas se concentrer exclusivement sur le changement technique dans l'agriculture, mais doivent tirer parti de la transformation agricole pour développer l'agroalimentaire et l'industrie agroalimentaire le long de la chaîne de valeur, des fournisseurs d'intrants à la transformation, l'emballage, le transport et la vente au détail en aval. Ceci est d'autant plus important du moment que le secteur NENA requiert actuellement beaucoup moins de main-d'œuvre intensive que dans d'autres régions et offre moins de possibilités d'emploi (figure 9). La transformation de l'agriculture et de l'agro-industrie est une stratégie de croissance à forte intensité de main-d'œuvre, ainsi qu'une stratégie de croissance en faveur des pauvres, car la pauvreté est essentiellement rurale dans la région NENA (tableau 21). Dans le cadre d'une stratégie visant à améliorer les moyens de subsistance dans les zones rurales, une approche territoriale renforcerait les liens ruraux avec les petites villes et les agglomérations rurales afin de relier les producteurs, les transformateurs agro-industriels et les services auxiliaires non agricoles, ainsi qu'avec d'autres segments en aval de la production des chaînes de valeur des produits alimentaires, faisant également le meilleur usage des nouveaux liens ruraux-urbains qui émergent de la dynamique migratoire.

CONCLUSION

la voie du développement durable

Le Programme 2030 appelle à «transformer notre monde» par le biais de mesures politiques audacieuses afin de mettre les économies sur la voie du développement durable et de la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD). Cette publication a passé en revue les progrès des indicateurs de l'ODD 2, examiné les principales politiques de sécurité alimentaire pertinentes à la réalisation de l'ODD 2 et indiqué que les politiques de transformation rurale constituaient un élément essentiel des politiques de réforme structurale en cours dans la région NENA.

L'analyse des indicateurs de la faim, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition montre que les conflits et la transformation du monde rural sont des facteurs essentiels pour la faim, la sécurité alimentaire et la sous-alimentation, et par conséquent pour la réalisation de l'ODD 2 dans la région NENA. Les pays actuellement en conflit contribuent largement à la tendance actuelle à la hausse de la faim dans la région NENA et ils affichent des niveaux de faim, d'insécurité alimentaire et d'indicateurs de dénutrition plus élevés que ceux des pays non en conflit. Il a été démontré que les pays à faible taux de transformation rurale présentaient des niveaux plus élevés d'insécurité alimentaire et des niveaux de malnutrition plus graves que ceux où le taux de transformation était élevé.

Alors que l'indicateur de la sécurité alimentaire de l'ODD 2 dans la région NENA souligne l'importance de la transformation rurale dans la lutte contre l'insécurité alimentaire, les politiques actuelles de sécurité alimentaire dans la région semblent ancrées dans le passé. Les subventions à la consommation et les politiques agro-alimentaires et commerciales semblent être le vestige d'une époque antérieure, lorsque les problèmes nutritionnels prédominants des pays en développement étaient liés à la dénutrition généralisée, que les marchés internationaux du blé étaient beaucoup moins importants et étaient dominés par quelques pays, dont les États-Unis, le Canada, l'Australie et l'Union européenne.

Aujourd'hui, les revenus croissants et la libéralisation des politiques agricoles à travers le monde ont radicalement changé cette situation. La dénutrition n'est plus le problème qu'elle était dans les années 1970. La FAO a estimé la prévalence de la sous-alimentation dans les pays en développement en 1970 à environ 35 pourcent (Roser et Ritchie, 2018). À cette époque, les retards de croissance en Égypte et en Tunisie étaient de trois à cinq fois supérieurs à leurs taux actuels (OMS SANTÉ MONDIALE, 2018). En revanche, en 2015, la prévalence de la sous-alimentation dans les pays

en développement était estimée à 13 pourcent (Roser et Ritchie, 2018), soit un tiers de ce qu'elle représentait en 1970 et beaucoup plus proche du taux de moins de 5 pourcent¹⁵ affiché dans les pays développés.

Au lieu de la sous-alimentation, les problèmes de nutrition les plus importants des pays développés et en développement sont aujourd'hui le surpoids et l'obésité. De plus, les deux tiers de la population obèse se trouvent dans les pays en développement (Friedman, 2014).

Les exportations internationales de blé sont également beaucoup plus nombreuses et beaucoup moins concentrées qu'elles ne l'étaient auparavant. Si en 1970, les exportations de blé comptaient pour 16 pourcent de la production mondiale, en 2015 elles représentaient 23 pourcent (FAO FAOSTAT, 2018). Par ailleurs, l'émergence de nouveaux exportateurs de blé, notamment dans la région de la mer Noire, mais également en Amérique du Sud, a diversifié les sources de blé disponibles pour les importateurs du monde entier. Alors que dans les années 1970, on craignait de manière réaliste que les exportations de blé en provenance des États-Unis ne puissent faire l'objet d'un embargo en guise de réplique politique à l'embargo sur le pétrole arabe, aujourd'hui de tels embargos ne sont guère une préoccupation réaliste. Les défis auxquels l'agriculture est actuellement confrontée consistent beaucoup plus à suivre la tendance du reste du monde à libéraliser les marchés agricoles, en permettant le développement de la production et des exportations en fonction des avantages comparatifs de la région en fruits et légumes, qui dépend essentiellement du respect des normes internationales en matière de sécurité et de qualité des aliments.

En analysant les politiques abordées dans la deuxième partie, il est important de déterminer si leurs coûts considérables sont justifiés par l'efficacité et l'efficience avec laquelle ces politiques traitent des questions de sécurité alimentaire dans la région. Cette décision doit, bien entendu, être prise par chaque gouvernement, mais les politiques de subvention à la consommation et de promotion des céréales pourraient être réévaluées à la lumière des défis actuels en matière de sécurité alimentaire ou d'agriculture. La région NENA n'a plus besoin d'une source de calories «bon marché» pour lutter contre la dénutrition. Au contraire, les taux d'obésité relativement élevée dans les pays exigent de mettre davantage l'accent sur la qualité et la variété des aliments, ainsi que sur leur contenu nutritionnel. Construire une agriculture au XXI^e siècle axée sur l'exportation et de grande valeur, dont la région NENA est capable, nécessite une réévaluation de la répartition de ressource dans l'agriculture conformément à l'avantage comparatif.

¹⁵ La FAO ne publie pas de séries chronologiques à long terme pour les estimations de la sous-alimentation, car la méthodologie a changé au fil du temps et les estimations de la sécurité alimentaire en 1970 de la FAO (2006) ou de la FAO (2010) ne sont pas comparables à celles actuellement répertoriées dans FAOSTAT pour 2014-2016. Roser et Ritchie (2018) ont développé leurs propres estimations de la sous-alimentation pour 1970 et 2015, basées sur des chiffres de la FAO, précisant que ces estimations doivent être utilisées avec prudence.

La troisième partie de cette publication analyse le taux de chômage élevé généré par la forte croissance des taux élevés de la main-d'œuvre et par la croissance anémique économique dans la région NENA. Bien que des réformes structurelles soient indispensables pour relancer la croissance et créer des emplois dans la région, les coûts de développement ont pesé de manière disproportionnée sur les zones rurales qui souffrent d'une productivité plus faible et de niveaux plus élevés de pauvreté et de privation de services que les zones non rurales. Les politiques de transformation rurale visent à combler ce fossé rural-urbain, en incluant explicitement les zones rurales dans les politiques de réforme structurelle en fonction du reste de l'économie. Les expériences d'autres pays suggèrent que les politiques axées sur l'augmentation de la productivité agricole et la connexion des zones rurales aux industries manufacturières urbaines grâce à de meilleures infrastructures, à la santé, à l'éducation et à d'autres services ruraux peuvent transformer les zones rurales en lieux plus intéressants pour les entreprises, augmentant ainsi la croissance globale de l'économie.

La transformation rurale commence par l'aide fournie aux agriculteurs à produire en fonction de l'avantage comparatif de la région. Les changements politiques clés qui appuient cet objectif sont les suivants: 1) rediriger les politiques de subvention afin d'encourager les agriculteurs à la production, la commercialisation et l'exportation de cultures économes en eau telles que les fruits et les légumes; 2) réduire les tarifs d'importation de produits agricoles qui favorisent la création d'une agriculture plus compétitive et axée sur les exportations, de sorte d'attirer les investissements dans l'agriculture; 3) introduire des compteurs pour l'utilisation de l'eau en agriculture, promouvoir l'adoption de technologies permettant d'économiser l'eau et tenir compte de la tarification de l'eau, d'encourager l'efficacité de l'utilisation de l'eau; et 4) concentrer le rôle du gouvernement à la fourniture de biens publics pour permettre une agriculture et une production alimentaire modernes, y compris les routes, les marchés terminaux et les installations de stockage, ainsi que le respect des normes et réglementations en matière de qualité, de transformation et de sécurité des aliments.

La politique agricole en faveur de la production en fonction de l'avantage comparatif est un élément des politiques de transformation rurale. Un deuxième pilier de la transformation rurale met l'accent sur le développement territorial. Un élément clé du succès des politiques agricoles réside dans leur placement dans une approche de développement territorial qui offre une combinaison équilibrée de développement des infrastructures et d'interventions politiques au sein et entre les zones rurales et urbaines. Les politiques de développement territorial comptent également les mécanismes de gouvernance qui permettent de coordonner les politiques sectorielles et de réduire les impacts biaisés entre différents secteurs et entre zones rurales et urbaines.

Cette approche nécessite des consultations entre les autorités centrales et locales et les entreprises au sein des secteurs et entre eux afin de garantir que les fonds publics sont bien utilisés pour les infrastructures de biens publics (routes, voies ferrées, stockage sur les marchés terminaux, réglementation de la sécurité alimentaire, laboratoires) dans le but d'améliorer la connectivité entre zones rurales et urbaines, fournissant un soutien à l'exportation et créant des emplois ruraux.

Enfin, les améliorations apportées aux services ruraux sur le plan régional et communautaire, comme l'électricité, la santé, le système sanitaire, l'alimentation en eau et d'autres infrastructures de base, sont au cœur du développement territorial et peuvent rendre les zones rurales habitables et connectées, attirant de la sorte les investissements privés et renfermant des effets économiques multiplicateurs.

Toutefois, si les politiques de transformation du milieu rural peuvent sembler ambitieuses, elles ne sont pourtant pas inhabituelles. De nombreux pays en développement et des pays développés appliquent depuis de nombreuses années ces politiques avec succès (Tsakok, 2013), car elles constituent une liste des meilleures politiques pour réduire l'écart de développement rural-urbain en termes de productivité, de pauvreté et de services observé dans la plupart des économies pendant la croissance. Ainsi, elles constituent un cadre de politiques concrètes pouvant guider les politiques et les stratégies rurales dans la réalisation du Programme 2030.

Mesurer la transformation

Cette publication examine la transformation structurelle et rurale. La transformation structurelle consiste à réaffecter les activités économiques des secteurs primaires (agriculture et ressources naturelles) à l'industrie et aux services. La transformation rurale est le processus plus complexe du passage d'une agriculture essentiellement traditionnelle à des systèmes de production commerciaux très diversifiés, aussi bien que l'émergence de moyens de subsistance et d'opportunités génératrices de revenus dans le secteur rural non-agricole, la réduction de la pauvreté rurale et un meilleur accès aux services et aux infrastructures dans les zones rurales. L'encadré 1 décrit ces deux transformations plus en détail.

Il n'y a pas d'indicateurs largement établis pour la transformation structurelle ou rurale, et les processus impliqués dans la transformation sont si complexes que tout indicateur serait incomplet. Contrairement à certaines approches qui sont axées sur les «prérequis» institutionnelles et politiques censées affecter la transformation (Boettiger et al., 2017), les indicateurs présentés ici mettent en lumière les mesures des résultats - changements qui sont censés caractériser une économie en transformation ou transformée ? Deuxièmement, la transformation est mesurée non pas par la rapidité avec laquelle les indicateurs changent, mais dans quelle mesure la transformation s'est produite. En d'autres termes, le degré de transformation ne se mesure pas avec des taux de croissance, mais avec des valeurs absolues. Troisièmement, différentes approches sont utilisées pour mesurer les transformations structurelles et rurales, car, selon les auteurs, elles mesurent des phénomènes tout à fait différents.

Transformation structurelle

Pour la transformation structurelle, on utilise une moyenne simple de trois indicateurs de changement sectoriel largement disponibles: la proportion de l'emploi non agricole (OIT, 2018), la proportion du secteur non agricole dans le PIB (CNUCED, 2018) et la proportion urbaine de population (CNUCED, 2018) (colonne 4, tableau 25). Le coefficient de corrélation entre l'indice de transformation structurelle du tableau 25 et le PIB par habitant en 2015 mesuré en termes de parité de pouvoir d'achat (en 2011 dollar international) est de 0,64, ce qui indique que le PIB par habitant augmente à mesure que les pays sont soumis à une transformation structurelle (Banque mondiale, 2018d). Cependant, il n'existe pas de cartographie unique de la transformation structurelle avec le PIB par habitant, ce qui démontre que la prospérité économique ne se limite pas à l'industrialisation.

TABEAU 25
Indice de transformation structurelle, moyenne, 2010–2016 (N = 81)

	Emploi non agricole en % du total	Population urbaine en % du total	Valeur ajoutée non agricole en % du total	Index de Transformation* Structurelle (moyenne des colonnes 1, 2 et 3)
	(1)	(2)	(3)	(4)
Jordanie	96,3	83,2	96,6	92,1
Mexique	86,5	78,7	96,7	87,3
Palestine	89,5	74,8	94,7	86,3
République dominicaine	86,0	77,0	94,2	85,7
Afrique du Sud	95,0	63,8	97,6	85,4
Colombie	83,1	75,9	93,5	84,1
Monténégro	93,8	63,7	90,4	82,6
Algérie	85,9	69,5	90,2	81,8
Iraq	79,1	69,3	95,4	81,3
Pérou	72,1	77,9	92,5	80,8
Tunisie	84,5	66,5	90,7	80,6
Gabon	57,9	86,6	96,0	80,2
El Salvador	80,2	65,8	88,7	78,2
Jamaïque	81,5	54,4	93,4	76,4
Maldives	89,5	43,3	94,0	75,6
Équateur	73,0	63,3	90,3	75,6
Kazakhstan	77,1	53,4	95,1	75,2
Mongolie	68,9	70,3	86,3	75,2
Chine	77,9	53,1	90,5	73,8
Rép. arabe syrienne	82,3	56,9	79,5	72,9
Bosnie-Herzégovine	81,2	39,5	92,4	71,1
Azerbaïdjan	62,8	54,1	94,2	70,4
Namibie	72,3	44,7	92,2	69,7
Lesotho	88,1	26,3	94,3	69,6
Nicaragua	68,5	58,2	81,0	69,2
Honduras	66,9	53,5	87,0	69,1
Arménie	63,5	63,0	80,4	69,0
Guatemala	67,1	50,7	88,9	68,9
Maroc	61,3	59,2	86,0	68,8
Gambie	70,2	58,3	76,5	68,3
Égypte	72,5	43,1	87,9	67,8
Indonésie	64,8	52,2	86,2	67,7
Rép. de Moldova	70,2	44,9	85,8	67,0

	Emploi non agricole en % du total	Population urbaine en % du total	Valeur ajoutée non agricole en % du total	Index de Transformation* Structurelle (moyenne des colonnes 1, 2 et 3)
Thaïlande	62,9	47,9	89,4	66,7
Haïti	55,7	56,1	81,4	64,4
Albanie	56,2	55,3	78,1	63,2
Yémen	70,5	33,5	85,4	63,1
Nigéria	64,7	46,1	78,3	63,0
Kirghizistan	70,2	35,5	82,7	62,8
Ghana	57,1	52,7	76,3	62,0
Angola	50,7	42,5	93,0	62,0
Timor-Leste	59,2	31,5	94,5	61,7
Côte d'Ivoire	50,3	52,7	75,7	59,6
Bénin	57,4	43,1	75,9	58,8
Cameroun	36,4	53,2	85,0	58,2
Sénégal	46,4	43,1	84,1	57,9
Bangladesh	54,8	32,8	83,3	56,9
Pakistan	57,6	37,9	75,1	56,9
Togo	60,7	39,0	69,6	56,4
Inde	53,2	32,0	81,7	55,7
Viet Nam	53,7	32,0	79,5	55,2
Bhoutan	41,4	37,1	82,7	53,8
Mauritanie	23,5	58,6	78,5	53,5
Kenya	61,7	24,8	70,9	52,5
Zimbabwe	33,1	32,7	88,2	51,3
Soudan du Sud	39,4	18,6	95,6	51,2
Burkina Faso	58,3	28,2	65,8	50,7
Cambodge	64,3	20,3	66,6	50,4
Rép. démocratique populaire lao	33,7	36,4	79,1	49,8
Soudan	47,7	33,6	67,7	49,7
Guinée	31,4	36,2	81,3	49,6
Tadjikistan	46,5	26,7	75,1	49,4
Swaziland	31,7	21,4	89,9	47,6
Rép. démocratique du Congo	19,6	41,5	78,9	46,7
Afghanistan	37,9	25,9	73,9	45,9
Mali	37,5	38,4	61,7	45,9
Libéria	55,1	48,9	29,3	44,4
Mozambique	25,0	31,7	73,6	43,4
Comores	44,7	28,1	57,1	43,3

	Emploi non agricole en % du total	Population urbaine en % du total	Valeur ajoutée non agricole en % du total	Index de Transformation* Structurelle (moyenne des colonnes 1, 2 et 3)
Madagascar	27,4	33,8	68,6	43,3
Tanzanie	30,5	30,2	68,3	43,0
Sierra Leone	39,2	39,2	45,7	41,4
Rwanda	27,1	26,9	69,0	41,1
Ouganda	30,0	15,5	73,0	39,5
Guinée-Bissau	16,0	47,7	54,6	39,5
Rép. centrafricaine	14,1	39,5	63,1	38,9
Népal	26,4	17,9	65,7	36,7
Tchad	13,6	22,3	71,1	35,7
Malawi	15,1	16,0	71,2	34,1
Éthiopie	27,1	18,6	56,3	34,0
Niger	23,3	18,2	59,7	33,8
Burundi	8,7	11,5	60,6	26,9

Remarque: *Plus la valeur est élevée, plus le niveau de transformation est élevé.

Sources: La colonne (1) est basée sur OIT, 2018; colonnes (2) et (3) basées sur la CNUCED, 2018.

Transformation rurale

Comme indiqué dans l'introduction de cette section, la transformation rurale de cette publication signifie bien plus qu'accroître la productivité du travail agricole, une approche utilisée dans FIDA (2016). Nous suivons la FAO (2017b) et l'ACET (2014) en posant la question de savoir quels changements sont censés caractériser une économie en transformation ou transformée. Il va sans dire que l'augmentation de la productivité du travail agricole en est un. Toutefois, la transformation rurale devrait ici être comprise comme l'émergence de moyens de subsistance et d'opportunités génératrices de revenus dans le secteur rural non agricole, entraînant une réduction de la pauvreté rurale et un meilleur accès aux services et aux infrastructures dans les zones rurales. Les améliorations de l'accès aux services et aux infrastructures reflètent l'approche de la FAO (2017b) selon laquelle l'amélioration des biens publics fait partie d'une transformation rurale inclusive et durable.

Afin de construire l'indicateur de transformation rurale, le FIDA (2016) utilise ensuite la productivité du travail agricole, mesurée en tant que valeur ajoutée agricole par travailleur (USD aux prix courants), pour la période 2010-2015. Deux autres indicateurs qui génèrent les résultats attendus de la transformation rurale s'ajoutent à cet indicateur de base de la transformation rurale: la proportion de résidents ruraux non pauvres selon les indicateurs de pauvreté multidimensionnelle et de revenus. Pour les trois sous-indicateurs, une valeur plus élevée représente une transformation plus rurale. En ajoutant ces deux autres sous-indicateurs, un indicateur de «transformation rurale inclusive» est créé, qui implique la réduction du revenu de pauvreté rural et l'amélioration des services ruraux. Le tableau 26 indique les séries de données et les sources utilisées pour construire l'indicateur.

TABLEAU 26
Données utilisées pour construire l'indicateur de transformation rurale

Sous-indicateur		Série de données	Source
Productivité du travail agricole [1/2]	1	Valeur ajoutée annuelle (VA) de l'agriculture, de la chasse, de la foresterie, de la pêche, en millions d'USD aux prix courants	UNCTAD
	2	Agriculture: Emploi par activité économique - Estimations modélisées par le BIT, novembre 2017	OIT
Pauvreté monétaire du nombre de personnes non pauvres en zones rurales [100-3]	3	Ratio de dénombrement de la pauvreté rurale aux seuils de pauvreté nationaux (% de la population rurale)	Banque mondiale, 2018d
Pauvreté multidimensionnelle non pauvre dans les zones rurales [100-4]4]	4	Indice de pauvreté multidimensionnelle (MPI) (rural) (% de la population rurale)	Alkire, S. et Robles, G. 2017

Normalisation

Ensuite nous avons l'ACET (2014), l'indicateur de transformation de l'agriculture est une moyenne également pondérée des versions normalisées des trois sous-indicateurs du tableau 26. Chaque sous-indicateur de chaque pays est normalisé pour produire un indicateur compris entre 0 et 100 selon la procédure suivante:

$$\text{NCS} = \frac{[\text{RCS} - \text{Min}(\text{RCS})]}{[\text{Max}(\text{RCS}) - \text{Min}(\text{RCS})]} * 100 \quad (1)$$

NCS est le score du pays normalisé (pour un sous-indicateur donné), RCS est le score brut par pays (c'est-à-dire, les données brutes pour chaque sous-indicateur du pays), Min (RCS) est le score brut minimal par pays parmi le groupe de pays (pour chaque sous-indicateur), Max (RCS) est le score brut maximal par pays dans le groupe de pays (pour chaque sous-indicateur) et donc:

NCS = 0 when RCS = Min (RCS)

NCS = 100 when RCS = Max (RCS).

The index of rural transformation is calculated for 81 developing and transition countries for which data is available for the three measures. This includes 11 countries from the NENA region (Table 27).

TABLEAU 27
Indice de transformation rurale, 2010–2015 (N = 81)

	Valeurs normalisées (portée, 0–100)			Index de transformation rurale**
	Valeur ajoutée agricole par travailleur, 2010–2015	Pauvreté multidimensionnelle non pauvre rurale 100*	Pauvreté monétaire en zone rurale 100*	
	(1)	(2)	(3)	(4)
Monténégro	100	100	92	97
Jordanie	93	99	84	92
Algérie	68	98	98	88
Maldives	70	96	87	84
Tunisie	44	98	100	81
Kazakhstan	26	100	98	75
Chine	32	96	95	74
Albanie	23	99	85	69
Palestine, État de	27	100	81	69
Thaïlande	13	99	87	66
Jamaïque	18	99	74	63
Rép. arabe syrienne	33	97	60	63
Arménie	21	100	68	63
Égypte	26	98	65	63
Rép. de Moldova	7	100	81	63

	Valeurs normalisées (portée, 0–100)			Index de transformation rurale**
	Valeur ajoutée agricole par travailleur, 2010–2015	Pauvreté multidimensionnelle non pauvre rurale 100*	Pauvreté monétaire en zone rurale 100*	
Indonésie	14	86	87	62
Viet Nam	6	95	81	61
Équateur	23	96	62	60
Mongolie	21	86	72	60
Maroc	14	79	86	60
El Salvador	26	92	59	59
Iraq	18	88	67	57
Kirghizistan	6	100	64	56
Colombie	22	91	56	56
Bhoutan	7	76	84	56
Rép. dominicaine	28	93	43	55
Bosnie-Herzégovine	26	100	35	54
Tadjikistan	5	90	62	52
Azerbaïdjan	9	95	53	52
Mexique	25	98	30	51
Pérou	13	83	49	48
Inde	7	63	73	48
Rép. démocratique populaire lao	5	67	70	47
Népal	2	65	71	46
Comores	21	68	46	45
Namibie	18	57	59	45
Nicaragua	12	78	44	44
Gabon	13	69	51	44
Bangladesh	4	65	62	44
Ghana	6	65	59	43
Pakistan	11	55	61	43
Afrique du Sud	35	90	0	42
Kenya	15	63	45	41
Cameroun	3	41	79	41
Yémen	12	55	56	41
Honduras	10	82	27	40
Cambodge	8	75	36	40
Ouganda	2	39	77	39
Tanzanie, Rép.-Unie de	3	48	64	38

	Valeurs normalisées (portée, 0–100)			Index de transformation rurale**
	Valeur ajoutée agricole par travailleur, 2010–2015	Pauvreté multidimensionnelle non pauvre rurale 100*	Pauvreté monétaire en zone rurale 100*	
Swaziland	8	88	17	38
Lesotho	6	73	31	37
Afghanistan	3	48	58	36
Soudan	25	47	35	36
Guatemala	16	76	14	35
Rwanda	2	57	46	35
Nigéria	25	38	41	35
Bénin	4	42	57	34
Malawi	0	59	37	32
Timor-Leste	13	38	43	31
Éthiopie	3	15	68	28
Côte d'Ivoire	8	36	36	27
Mauritanie	6	38	33	26
Zimbabwe	1	70	4	25
Sénégal	3	35	36	25
Togo	3	47	22	24
Angola	10	27	35	24
Mali	5	21	44	23
Libéria	16	28	23	23
Haïti	3	49	15	22
Mozambique	2	28	36	22
Burkina Faso	8	7	47	21
Tchad	3	9	41	18
Madagascar	1	41	11	18
Gambie	4	31	16	17
Sierra Leone	8	18	25	17
Burundi	0	28	22	17
Soudan du Sud	0	12	38	17
Rép. centrafricaine	1	22	21	15
Congo, Rép. démocratique du	1	27	15	14
Guinée-Bissau	3	24	14	14
Guinée	2	12	27	14
Niger	1	0	38	13

Notes: *Année d'enquête moyenne, 2010 **Indicateur de valeurs normalisées à pondération égale.

Sources: Colonne (1) d'après CNUCED 2018 et OIT 2018; colonne (2) basée sur Alkire et Robles, 2017; Colonne (3) d'après Banque mondiale, 2018d; Banque mondiale, 2008; Lopez-Acevedo et Saavedra Chanduvi, 2005; Banque mondiale et al., 2015; PNUD, 2013; ONU, 2004; et El-Laithy, 2011.

RÉFÉRENCES

Abed, G. 2003. "Unfulfilled promise: Why the Middle East and North Africa region has lagged in growth and globalization" *Finance and Development*, v. 40, no. 1 (March 2003) (<http://www.imf.org/external/pubs/ft/fand-d/2003/03/abed.htm>).

Alkire, S. and Kanagaratnam, U. 2018. "Multidimensional Poverty Index – Winter 2017-18: Brief Methodological Note and Results," MPI Methodological Note 45 (January 2018) Oxford Poverty and Human Development Initiative, University of Oxford (http://ophi.org.uk/wp-content/uploads/OPHIMeth-Note_45_Winter_2017-18_FINAL.pdf).

Alkire, S. and Robles, G. 2017. "Multidimensional Poverty Index Summer 2017: Brief methodological note and results." OPHI Methodological Note 44, University of Oxford (<http://ophi.org.uk/multidimensional-poverty-index/global-mpi-2017/mpi-data/>).

Anderson, K. 2009. "Distorted Agricultural Incentives and Economic Development: Asia's Experience" *The World Economy* 32(3), pp. 351-84 (March 2009) (<https://onlinelibrary.wiley.com/doi/epdf/10.1111/-j.1467-9701.2009.01163.x>).

Anderson, K., Nelgen, S. and Valenzuela, E. 2013. "World - Estimates of Distortions to Agricultural Incentives 1955-2011" (<http://microdata.worldbank.org/index.php/catalog/388/study-description>).

Asfaw, A. 2006. "The role of food price policy in determining the prevalence of obesity: evidence from Egypt" *Review of Agricultural Economics*, 28(3), pp. 305–312.

Aw-Hassan, A., Rida, F., Telleria, R., Bruggeman, A. 2014. "The impact of food and agricultural policies on groundwater use in Syrian Arab Republic" *Journal of Hydrology* v. 513, 26 May 2014, pp. 204-215.

Barsoum, G., Waby, S. and Sarkar, A., 2017. Youth and employment in North Africa: a regional overview, a report prepared for the conference on youth and employment in North Africa, Geneva, 27/26 September 2017 (Geneva, International Labour Organization) (https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/-/africa/-/ro-ad-dis_ababa/documents/meetingdocument/wcms_577306.pdf).

Behar, A. and Mok, J. 2013. "Does Public-Sector Employment Fully Crowd Out Private-Sector Employment?" IMF Working Paper WP/13/146, Middle East and Central Asia Department (June 2013) (<https://www.imf.org/external/pubs/ft/wp/2013/wp13146.pdf>).

Boettiger, S., Denis, N. and Sanghvi, S. 2017. "Readiness for agricultural transformation" *Our Insights*, McKinsey and Co. Chemicals (<https://www.mckinsey.com/industries/chemicals/our-insights/readiness-for-agricultural-transformation>).

Chance, K. 2017. "Background paper 1: international benchmarking," for FAO (2017) "The United Arab Emirates Food Diversification Policy and Implementation Strategy, 2018-2030" (unpublished project document).

Dasgupta, D., Keller, J. and Srinivasan, T. 2002. "Reform and Elusive Growth in the Middle-East — What Has Happened in the 1990s?" World Bank Middle East and North Africa working paper series, no. 25 (June 2002) (<http://siteresources.worldbank.org/INTMENA/Resources/WP25.pdf>).

Devereux, S. 2015. "Social protection and safety nets in the Middle East and North Africa" IDS Research Report, Vol. 2015(80). Brighton, UK, Institute of Development Studies, and WFP, Cairo, Egypt. (also available at <http://www.ids.ac.uk/publication/social-protection-and-safety-nets-in-the-middle-east-and-north-africa>).

Ecker, O., Al-Riffai, P., Breisinger, C. & El-Batraway, R. 2016. Nutrition and economic development: exploring Egypt's exceptionalism and the role of food subsidies. Washington, DC, International Food Policy Research Institute (IFPRI). (également disponible sur: <http://www.ifpri.org/publication/nutrition-and-economic-development-exploring-egypts-exceptionalism-and-role-food-0>).

Elbehri, A. & Sadiddin, A. 2016. Climate change adaptation solutions for the green sectors of selected zones in the MENA region. *Future of Food: Journal on Food, Agriculture and Society*, 4(3): 39–54.

El-Laithy, H. 2011. "The ADCR 2011: Poverty in Egypt (2009)", United Nations Development Programme (UNDP) Arab Development Challenges Report Background Paper 2011/11 (http://www.undp.org/content/dam/rbas/doc/poverty/B-G_11_Poverty%20in%20Egypt.pdf).

Food and Agriculture Organization of the UN (FAO AQUASTAT). 2018. AQUASTAT Database (<http://www.fao.org/nr/water/aquastat/main/index.stm>).

Food and Agriculture Organization of the UN (FAO FAOSTAT). 2018. FAOSTAT Database (<http://www.fao.org/faostat/en/?#home>).

Food and Agriculture Organization of the UN (FAO). 2006. *The State of Food Insecurity in the World 2006* (Rome, FAO) (<http://www.fao.org/docrep/pdf/009/a0750e/a0750e00.pdf>).

Food and Agriculture Organization of the UN (FAO). 2008. "An Introduction to Basic Concepts of Food Security" EC - FAO Food Security Programme (Rome, FAO) (<http://www.fao.org/docrep/013/a1936e/a1936e00.pdf>). Dernier accès 15 mai 2018.

Food and Agriculture Organization of the UN (FAO). 2010. *The State of Food Insecurity in the World: Addressing food insecurity in protracted crises* (Rome, FAO) (<http://www.fao.org/docrep/016/i3027e/i3027e.pdf>).

Food and Agriculture Organization of the UN (FAO). 2014. "Iran: Country fact sheet on food and agriculture policy trends" Food and Agriculture Policy Decision Analysis (FAPDA) (Rome, FAO) (<http://www.fao.org/in-action/fapda/publications/country-fact-sheets/en/>). Dernier accès 15 mai 2018.

Food and Agriculture Organization of the UN (FAO). 2015. *Regional Overview of Food Insecurity, Europe and Central Asia: Focus on healthy and balanced nutrition* (Budapest, FAO) (<http://www.fao.org/3/a-i4649e.pdf>).

Food and Agriculture Organization of the UN (FAO). 2016. *Methods for estimating comparable prevalence rates of food insecurity experienced by adults throughout the world, Voices of the Hungry Technical Report no. 1, August 2016* (version révisée) (<http://www.fao.org/3/c-i4830e.pdf>).

Food and Agriculture Organization of the UN (FAO). 2017a. *Regional Overview of Food Security and Nutrition: Building Resilience for Food Security and Nutrition in Times of Conflict and Crisis, a Perspective from the Near East and North Africa Region* (Egypt, FAO) (<http://www.fao.org/documents/card/en/c/18336EN/>).

- Food and Agriculture Organization of the UN (FAO). 2017b. *State of Food and Agriculture 2017. Leveraging Food Systems for Inclusive Rural Transformations* (Rome, FAO) (<http://www.fao.org/publications/sofa/en/>).
- Friedman, U. 2014. "Two thirds of obese people now live in developing countries" *The Atlantic*, May 29, 2014 (<https://www.theatlantic.com/international/archive/2014/05/two-thirds-of-the-worlds-obese-people-now-live-in-developing-countries/371834/>).
- Gatti, R., Morgandi, M., Grun, R., Brodmann, S., Angel-Ordinola, D., Moreno, J., Marotta, D., Schiffbauer, M. and Lorenzo, E. 2013. *Jobs for shared prosperity: Time for action in the Middle East and North Africa* (Washington, D.C., World Bank) (<http://documents.worldbank.org/curated/en/540401468051871415/pdf/724690v40Full00Prosperity0full0book.pdf>).
- International Fund for Agricultural Development (IFAD). 2016. *Rural development report 2016: Fostering inclusive rural transformation* (Rome) (<https://www.ifad.org/documents/38714170/39155702/Rural+development+report+2016.pdf/347402dd-a37f-41b7-9990-aa745dc113b9>).
- International Labour Organization (ILO). 2018. ILOSTAT (http://www.ilo.org/ilostat/faces/ilostat-home/home?_adf.ctrl-state=1b3erqhoa8_4&_afLoop=1815576292329454#!).
- International Monetary Fund (IMF). 2018a. "International Financial Statistics" (<http://data.imf.org/?sk=4C514D48-B6-BA-49ED-8AB9-52B0C1A0179B&slid=1409151240976>). Dernier accès 15 mai 2018.
- International Monetary Fund (IMF). 2018b. "World Economic Outlook Database," April 2018 (<http://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2018/01/weodata/index.aspx>).
- Iraq Knowledge Network. 2011. "Iraq knowledge network: food security and expenditure factsheet" (December) (<http://www.ilo.org/surveydata/index.php/catalog/31/download/384>).
- Johnston, B. and Mellor, J. 1961. "The role of agriculture in economic development," *American economic review* vol. 51, no. 4 (September), pp. 566-593.
- Land Matrix. 2018. "Online Public Database on Land Deals" (<http://www.landmatrix.org/en/>).
- Larson, D., Lampietti, J., Gouvel, C., Cafiero, C. and Roberts, J. 2014. "Food security and storage in the Middle East and North Africa" *World Bank Economic Review*, Oxford University Press (OUP), 2014, 28 (1), pp.48-73.
- Lopez-Acevedo, G., Saavedra Chanduvi, J. 2005. *Mexico: Income generation and social protection for the poor* (Washington, D.C., World Bank) (<http://documents.worldbank.org/curated/en/193401468046784842/Mexico-income-generation-and-social-protection-for-the-poor>).
- Malik, A. and Awadallah, B. 2013. "The economics of the Arab Spring" *World Development* v. 45, pp. 296-313 (https://www.researchgate.net/publication/254401334_The_Economics_of_the_Arab_Spring).
- McGill, J., Prikhodko, D., Sterk, B. and Talks, P. 2015. *Egypt: Wheat sector review* (Rome, FAO) (<http://www.fao.org/3/a-i4898e.pdf>).
- Mellor, J. 2017. *Agricultural development and economic transformation: promoting growth with poverty reduction*, Palgrave studies in agricultural economics and food policy (New York, Palgrave MacMillan).
- Molden, D., Oweis, T., Steduto, P., Bindraban, P., Hanjra, M. and Kijne, J. 2010. "Improving agricultural water productivity: between optimism and caution" *Agricultural Water Management* 97 (2010), pp. 528-535 (<http://www.icarda.org/wli/pdfs/articles/4-ImprovingAgriculturalWaterProductivity.pdf>).
- Nanitashvili, T. and Tyler, V. 2018. "Background Paper for Nutrition Policies in the Near East and North Africa Region" (manuscript non-publié).
- Organisation of Economic Co-operation and Development and Food and Agriculture Organization of the UN (OECD-FAO). 2018. *OECD-FAO Agricultural Outlook 2018-2027* (Paris, OECD Publishing; Rome, Food and Agriculture Organization of the United Nations) (https://doi.org/10.1787/agr_outlook-2018-en).
- Powell, L. and Chaloupka, F. 2009. "Food prices and obesity: evidence and policy implications for taxes and subsidies," *Milbank Quarterly* 87(1), pp. 229-257.
- Ramadan, R. and Thomas, A. 2011. "Evaluating the impact of reforming the food subsidy program in Egypt: a mixed demand approach" *Food Policy*, 36(5), pp. 638-646.
- Reimers, M. and Klasen, S. 2011. "Revisiting the Role of Education for Agricultural Productivity" *Courant Research Centre*, Georg-August-Universität Göttingen Discussion paper no. 90 (September 2011) (http://www2.vwl.wiso.uni-goettingen.de/courant-papers/CRC-PEG_DP_90.pdf).
- Roser, M. and Ritchie, H. 2018. "Hunger and Undernourishment". Published online at *OurWorldInData.org*. Retrieved from: '<https://ourworldindata.org/hunger-and-overnourishment>' [Resource en ligne]. Estimations basées sur les données de la FAO, (2006, 2010).
- Sadler, M. and Magnan, N. 2011. "Grain import dependency in the MENA region: risk management options," *Food Security* (2011) 3 (Suppl 1), pp. S77-S89.
- Santos, N. and Ceccacci, I. 2015. *Egypt, Jordan, Morocco and Tunisia. Key trends in the agrifood sector* (Rome) (<http://www.fao.org/3/a-i4897e.pdf>).
- Schmidt, D. and Hassani, D. n.d. "In need of a future: Causes and Consequences of high youth unemployment - the case of North Africa" (Beirut, Lebanon, International Labour Organization) (<https://www.humanityinaction.org/files/100-YouthInNorthAfrica.pdf>).
- Sdravovich, C., Sab, R., Zouhar, Y. & G. Albertin. 2014. *Subsidy Reform in the Middle East and North Africa: Recent Progress and Challenges Ahead* (Washington, D.C., International Monetary Fund).
- Sharma, R. 2011. "Food Export Restrictions: Review of the 2007-2010 Experience and Considerations for Disciplining Restrictive Measures" *FAO Commodity and Trade Policy Research Working Paper* no. 32 (Rome, FAO).
- The African Center for Economic Transformation (ACET). 2014. *African Transformation Report: Growth with Depth* (Accra and Washington, DC).
- The Arab Weekly. 2018. "Farmers unhappy over Egyptian government-set prices for wheat" 29 April 2018 (<https://theArabweekly.com/farmers-unhappy-over-egyptian-government-set-prices-wheat>).

Timmer, C. 2009. *A World without Agriculture: The Structural Transformation in Historical Perspective* (Washington, D.C., The AEI Press).

Tsakok, I. 2011. *Success in Agricultural Transformation: what it means and what makes it happen* (Cambridge, Cambridge University Press).

United Nations (UN COMTRADE). 2018. UN Comtrade. International Trade Statistics Database (<https://comtrade.un.org/>). Dernier accès 15 mai 2018.

United Nations (UN). 2004. "Tunisia: National Report on Millennium Development Goals" (http://www.un.org/en/development/desa/policy/mdg_workshops/mdgreports/tunisia/national_report.pdf).

United Nations Children's Fund, World Health Organization and World Bank (UNICEF-WHO-WB). 2018. Levels and trends in child malnutrition: key findings of the 2018 Edition of the Joint Child Malnutrition Estimates (New York, WHO) (<http://www.who.int/nutgrowthdb/2018-jme-brochure.pdf?ua=1>).

United Nations Children's Fund, World Health Organization and World Bank (UNICEF-WHO-WB). 2017. Joint child malnutrition estimates (New York, WHO) (<http://www.who.int/nutgrowthdb/estimates/en/>).

United Nations Conference on Trade and Development (UNCTAD). 2018. UNCTADSTAT Database (http://unctadstat.unctad.org/wds/ReportFolders/reportFolders.aspx?sCS_ChosenLang=en).

United Nations Development Programme (UNDP). 2006. *Human development report 2006: Beyond scarcity: power, poverty and the global water crisis* (New York, Palgrave Macmillan) (<http://hdr.undp.org/sites/default/files/reports/267/hdr06-complete.pdf>).

United Nations Development Programme (UNDP). 2013. "Jordan Poverty Reduction Strategy Final Report" (<http://www.jo.undp.org/content/dam/jordan/docs/Poverty/Jordanpovertyreductionstrategy.pdf>).

United Nations Population Division (UNPD). 2017. *World population prospects 2017* (<https://esa.un.org/unpd/wpp/>).

United States Department of Agriculture. Foreign Agricultural Service (USDA FAS). 2016a. Algeria Grain and Feed Annual, Global Agricultural Information Network GAIN Report, 23 March 2016 (https://gain.fas.usda.gov/Recent%20GAIN%20Publications/Grain%20and%20Feed%20Annual_Algeria_Algeria_3-23-2016.pdf).

United States Department of Agriculture. Foreign Agricultural Service (USDA FAS). 2016b. Tunisia. Grain and Feed Annual. 2016 Grain and Feed Annual. Global Agricultural Information Network GAIN Report, 30 March 2016 (https://gain.fas.usda.gov/Recent%20GAIN%20Publications/Grain%20and%20Feed%20Annual_Tunis_Tunisia_3-30-2016.pdf).

United States Department of Agriculture. Foreign Agricultural Service (USDA FAS). 2017a. "Egypt's local wheat procurement policy increase farmers profits," Egypt Grain and Feed Report, Global Agricultural Information Network GAIN Report, 2 February 2017 (https://gain.fas.usda.gov/Recent%20GAIN%20Publications/-Egypt's%20local%20wheat%20procurement%20policy%20increase%20farmers%20profits%20_Cairo_Egypt_2-2-2017.pdf).

United States Department of Agriculture. Foreign Agricultural Service (USDA FAS). 2017b. Iraq Grain and Feed Annual, Global Agricultural Information Network GAIN Report, 10 October 2017.

United States Department of Agriculture. Foreign Agricultural Service (USDA FAS). 2017c. "Toasted wheat?" Morocco Grain and Feed Annual, Global Agricultural Information Network GAIN Report, 14 April 2017 (https://gain.fas.usda.gov/Recent%20GAIN%20Publications/Grain%20and%20Feed%20Annual_Rabat_Morocco_4-14-2017.pdf).

United States Department of Agriculture. Foreign Agricultural Service (USDA FAS). 2017d. United Arab Emirates Grain and Feed Annual, Global Agricultural Information Network GAIN Report Number UAE 8-17, 10 April 2017.

United States Department of Agriculture. Foreign Agricultural Service (USDA FAS). 2017e. "U.S. Rice and Corn Exports to Reach 100,000 MT each in MY2017/18" Jordan Grain and Feed Annual, Global Agricultural Information Network GAIN Report Number JO17003, 22 March 2017 (https://gain.fas.usda.gov/Recent%20GAIN%20Publications/Grain%20and%20Feed%20Annual_Amman_Jordan_3-22-2017.pdf).

United States Department of Agriculture. Foreign Agricultural Service (USDA FAS). 2018a. "Egypt may lose 1.4 billion pounds on wheat purchases in 2018" Global Agricultural Information Network GAIN Report Number EG18009, 19 March 2018 (https://gain.fas.usda.gov/Recent%20GAIN%20Publications/-Egypt%20May%20Lose%201.4%20Billion%20Pounds%20on%20Wheat%20Purchases%20in%202018_Cairo_Egypt_3-19-2018.pdf).

United States Department of Agriculture. Foreign Agricultural Service (USDA FAS). 2018b. "Jordan Ends Bread Subsidies, Implements USDA-Style SNAP EBT Program," Global Agricultural Information Network GAIN Report Number JO17003, 15 January 2018 (https://gain.fas.usda.gov/Recent%20GAIN%20Publications/-Jordan%20Ends%20Bread%20Subsidies%20and%20Implements%20USDA-Style%20SNAP%20EBT%20Progr_Amman_Jordan_1-22-2018.pdf).

United States Department of Agriculture. Foreign Agricultural Service (USDA FAS). 2018c. "Recent Rains Making Up for Slow Start" Tunisia Grain and Feed Annual, Global Agricultural Information Network GAIN Report TS1810, 26 March 2018 (https://gain.fas.usda.gov/Recent%20GAIN%20Publications/Grain%20and%20Feed%20Annual_Tunis_Tunisia_3-26-2018.pdf).

United States Department of Agriculture. Foreign Agricultural Service (USDA FAS). 2018d. Saudi Arabia Grain and Feed Annual, Global Agricultural Information Network GAIN Report Number SA1802, 15 March 2018 (https://gain.fas.usda.gov/Recent%20GAIN%20Publications/Grain%20and%20Feed%20Annual_Riyadh_Saudi%20Arabia_3-15-2018.pdf).

Verme, P. and Araar, A. 2017. *The Quest for Subsidies Reforms in the Middle East and North Africa Region* (Washington, DC, World Bank).

World Bank, Agency for Statistics of BiH, FBiH Institute for Statistics, RS Institute for Statistics (World Bank, et al.). 2015. *Poverty and Inequality in Bosnia and Herzegovina 2007-2011* (Washington, D.C., World Bank) (<http://documents.worldbank.org/curated/en/228531467999134102/pdf/97643-REVISED-P132666-P152786-Box3931908-BiH-Poverty-and-Inequality-in-BiH.pdf>).

World Bank. 2007. *World Development Report 2008: Agriculture for Development* (Washington, DC, World Bank) (https://siteresources.worldbank.org/INTWDR2008/Resources/WDR_00_book.pdf).

World Bank. 2008. Nicaragua poverty assessment (in 3 volumes), volume I: Main Report, report No. 39736-NI, May 30, 2008 (Washington, D.C., World Bank) (<https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/8097/397360ESW0vol110gray0cover01PUBLIC1.pdf?sequence=1&isAllowed=y>).

World Bank. 2009. The status and progress of women in the Middle East and North Africa (Washington, D.C., World Bank) (<https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/28425/116732-WP-MENA-Status-and-Progress-2009-PUBLIC.pdf?sequence=1&isAllowed=y>).

World Bank. 2014a. Middle East and North Africa Region (MENA) economic monitor: corrosive subsidies. October 2014. Washington, DC, World Bank. 54 pp. (<http://documents.worldbank.org/curated/en/922481468275944547/pdf/912100WPOBox38ORISIONOCTOBERO402014.pdf>).

Egypt's%20local%20wheat%20procurement%20policy%20increase%20farmers%20profits%20_Cairo_Egypt_2-2-2017.pdf).

United States Department of Agriculture. Foreign Agricultural Service (USDA FAS). 2017b. Iraq Grain and Feed Annual, Global Agricultural Information Network GAIN Report, 10 October 2017.

World Bank. 2014b. The unfinished revolution: bringing opportunity, good jobs and greater wealth to all Tunisians (Washington, DC, World Bank) (<http://documents.worldbank.org/curated/en/658461468312323813/pdf/861790DPROP12800Box385314B00PUBLICO.pdf>).

World Bank. 2018a. Beyond scarcity: Water security in the Middle East and North Africa, MENA development report (Washington, DC, World Bank) (<https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/27659>).

World Bank. 2018b. Doing business: measuring business regulations, economy rankings, 2018. (<http://www.doingbusiness.org/rankings>).

World Bank. 2018c. World Bank Country and Lending Groups (<https://datahelpdesk.worldbank.org/knowledgebase/articles/906519-world-bank-country-and-lending-groups>).

World Bank. 2018d. World development indicators (<http://databank.worldbank.org/data/reports.aspx?source=world-development-indicators>).

World Health Organization (WHO). 2010. Nutrition Landscape Information System (NLIS) country profile indicators: interpretation guide (Geneva, WHO) (http://apps.who.int/iris/bitstream/10665/44397/1/9789241599955_eng.pdf).

World Health Organization (WHO). 2012. "Resolution WHA65.6. Comprehensive implementation plan on maternal, infant and young child nutrition," in Sixty-fifth World Health Assembly Geneva, 21–26 May 2012. Resolutions and decisions, annexes. (Geneva: World Health Organization), 2012:12–13 (http://www.who.int/nutrition/topics/WHA65.6_resolution_en.pdf?ua=1).

World Health Organization (WHO). 2018. "Global 2025 targets tracking tool" (https://extranet.who.int/sree/Reports?op=vs&path=%2FWHO_H-Q_Reports/G16/PROD/EXT/Targets_Menu&VSPARAM_varLanguage=E&VSPARAM_varISOCODE=ALB).

World Health Organization (WHO). 2018. "Global database on child health and nutrition" (<http://apps.who.int/nutgrowthdb/database/en/>). Accessed 2 July 2018.

World Health Organization/UN Children's Fund/UN University (WHO/UNICEF/UNU). 2001. Iron deficiency anaemia: assessment, prevention and control (Geneva, WHO) (http://www.who.int/nutrition/publications/micronutrients/anaemia_iron_deficiency/WHO_NHD_01.3/en/).

World Trade Organization (WTO). 2018. WTO Tariffs Database Tariff Download Facility (<http://tariffdata.wto.org/default.aspx>).

Yousef, T. 2004. "Development, Growth and Policy Reform in the Middle East and North Africa since 1950" *Journal of Economic Perspectives*, v. 18, number 3 (summer 2004), pp. 91-116 (<https://pubs.aeaweb.org/doi/pdfplus/10.1257/0895330042162322>).

2018

Proche-Orient et Afrique du Nord APERÇU RÉGIONAL DE L'ÉTAT DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET LA NUTRITION

TRANSFORMATION RURALE - CLÉ DU DÉVELOPPEMENT DURABLE AU PROCHE-ORIENT ET EN AFRIQUE DU NORD

L'Aperçu régional de la sécurité alimentaire et de la nutrition au Proche-Orient et en Afrique du Nord fournit de nouvelles données qui permettent de surveiller les tendances de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le cadre du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

L'analyse approfondie des progrès réalisés dans l'objectif de développement durable 2, cible 2.1 (éliminer la faim et garantir l'accès de tous à la nourriture) et cible 2.2 (éliminer toutes les formes de malnutrition), ainsi que l'état des carences en micronutriments, est complétée par une révision des politiques de transformation rurale visant à faire face aux problèmes d'insécurité alimentaire et de nutrition.

Les estimations mises à jour indiquent que la situation de la sécurité alimentaire dans la région continue de se dégrader depuis 2011–2013. Au Proche-Orient et en Afrique du Nord, 11 pourcent de la population de la région, soit 52 millions d'individus, est sous-alimentée.

Les conclusions du rapport ont montré que l'impossibilité de réduire la faim dans la région est étroitement liée à la multiplication des conflits et de la violence dans plusieurs zones de la région, comme le soulignait également l'édition de l'année dernière. Alors que la prévalence de la sous-alimentation est passée de 23 pourcent à 26 pourcent dans les pays en conflit depuis 2011–2013, elle est restée stable à environ 5 pourcent dans les pays non en conflit.

Le rapport de cette année explore davantage la relation entre insécurité alimentaire, croissance économique et transformation rurale. Il dévoile que la croissance économique dans la région du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord (NENA) a été lente par rapport à d'autres régions et suggère que la transformation rurale peut améliorer les taux de croissance et créer des emplois décents en renforçant les liens entre zones rurales et urbaines, en améliorant la productivité agricole et en développant l'économie rurale non agricole.

ISBN 978-92-5-131402-9



9 789251 314029

CA3817FR/1/04.19